PERSPECTIVES NOUVELLES EN ENSEIGNEMENT DU CANADA

PERSPECTIVES NOUVELLES

EN ENSEIGNEMENT

DU CANADA

Benoît A. Robert

1979

Publié par La Fondation d'Etudes du Canada
252 Bloor St. West, Toronto, Ont. M5S 1V5

© La Fondation d'Etudes du Canada, 1979
252 Bloor St. West, Toronto, Ont. M5S 1V5

L'ouvrage est disponible auprès de:
L'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario
Publications Sales, 252 Bloor Street West
Toronto, Ontario M5S 1V6

au prix de $4.25.

(Prière d'envoyer un chèque ou mandat, libellé à l'ordre de: L'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, pour toute commande de moins de $20.00.)

Tous droits réservés. Toute représentation ou reproduction sans le consentement de l'éditeur, à l'exception de courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, est illicite.

ISBN 0-920866-00-X Imprimé au Canada

TABLE DES MATIERES

		Page
	Avant-propos	i
	Introduction	1
Chapitre 1:	Les données fondamentales de l'étude du Canada	8
Chapitre 2:	L'étude du Canada chez les 9-12 ans	15
Chapitre 3:	L'étude de l'environnement canadien	36
Chapitre 4:	L'étude du système politique canadien	61
Chapitre 5:	L'étude du système économique canadien	80
Chapitre 6:	L'étude des grandes questions d'intérêt public	107
	Conclusion	116

AVANT-PROPOS

Cette édition française de "Perspectives nouvelles en enseignement du Canada" suit de quelques mois la parution anglaise (Teaching Canada for the '80s). Une même philosophie sous-tend ces deux ouvrages et elle a été développée dans le cadre de la Fondation d'Etudes du Canada sur une période de recherche allant de 1970 à 1979. C'est donc dire que les responsables d'une approche globale en enseignement du Canada sont tout autant les enseignants qui ont créé du matériel didactique - et ils sont nombreux - que les cadres de la Fondation.

Dans cette présente publication, nous avons voulu tenir compte de la réalité du Québec et de son évolution politique actuelle sans préjuger de son avenir. Comme la réalité québécoise s'inscrit toujours dans un cadre fédératif, c'est en tenant compte de cette réalité que ce livre a été conçu. L'approche proposée serait toujours valable même si un jour le Québec devait avoir un tout autre statut. Certains lecteurs voudront peut-être récupérer "politiquement" ce livre; néanmoins, on remarquera que la philosophie et la raison d'être du contenu de cette publication sont par delà les considérations de politique partisane. Nous ne voulons pas être le porte-parole de l'unité canadienne ni de son contraire. Nous espérons que les étudiants aborderont les points chauds de la politique canadienne dans une atmosphère de tolérance, qualité nécessaire pour vivre en démocratie. L'objectif premier de cette philosophie globale de l'étude du Canada est de permettre aux élèves et aux étudiants de devenir des citoyens responsables ayant une compréhension d'ensemble de la réalité du Canada d'aujourd'hui.

Un pareil ouvrage a ses limites, et certains points exprimés peuvent ne pas être nécessairement acceptés par tous. Il ne s'agit pas de créer un consensus, mais

plutôt d'ouvrir des discussions où les problèmes pourront être le plus objectivement étudiés. Les enseignants doivent avoir avant tout un certain respect de l'intelligence en formation chez les jeunes; sans cela, l'éducation serait vide de sens et deviendrait synonyme de conditionnement.

Nous aimerions remercier tous ceux et celles qui, de près ou de loin, ont rendu possible la publication de ce livre. Un hommage spécial doit être rendu à M. A.B. Hodgetts qui est le grand responsable de ce renouvellement en études du Canada. MM. Hodgetts et Gallagher sont les principaux auteurs de l'édition anglaise de ce livre. MM. G.S. Tomkins et R.M. Anderson ont joué et continuent à jouer un rôle important à la Fondation, l'un comme conseiller spécial, l'autre comme directeur.

Quatre collègues m'ont aidé à réviser le manuscrit. Ce sont MM. R. Chartrand, de Montréal; R. Nadeau, de Québec; G. Ouellet, de Moncton; et A. Nogue, d'Edmonton. Mesdames Annick Tonet-Tyers et Madeleine Solis-Gwilliam ont réalisé un travail hautement professionnel, que ce soit celui de la traduction ou de la composition typographique de cet ouvrage.

B.A. Robert

Février 1979

INTRODUCTION

Il peut sembler paradoxal aujourd'hui de proposer une approche globale en études du Canada dans les écoles, car depuis nombre d'années le mouvement pédagogique canadien s'est plutôt intéressé aux études locales et régionales n'ayant pas de lien véritable avec l'ensemble historique, géographique et économique canadien. La forte montée souverainiste au Québec, les revendications économiques de l'Alberta contre le Canada central et l'aliénation de plus en plus grande du Canada atlantique ont encouragé, pour ainsi dire, la "revalorisation régionale" ou le repli régional, comme diront certains. Dans un pays fédéral, ce genre d'affirmation régionale peut très bien s'expliquer et, à maintes occasions, être salutaire pour non seulement les forces régionales en question mais aussi pour l'ensemble du pays. Ce que nous avons remarqué, depuis les années 60 surtout, c'est la cristallisation progressive des antagonismes régionaux qui, loin de développer une meilleure compréhension interrégicnale, encourage l'incompréhension et les préjugés d'un milieu à un autre. Point n'est besoin de faire encore nombre d'études pour confirmer cet état de fait. Il s'agit seulement de lire les lettres des lecteurs dans les journaux francophones et anglophones pour réaliser le fossé d'incompréhension qui existe entre ces deux peuples. D'ailleurs, les programmes d'affaires publiques, qu'ils viennent de Radio-Canada (ou C.B.C.) ou de C.T.V., nous renseignent très bien sur le clivage qui existe non seulement entre les deux peuples fondateurs mais aussi entre les diverses régions canadiennes.

Point n'est besoin non plus d'être sorcier pour constater que l'école reflète "mutatis mutandis" cette situation socio-politique puisqu'elle a comme "mission de respecter l'axiologie sociale des adultes qui l'entourent". Il est à espérer que de moins en moins d'enseignants et de parents acceptent que l'école soit à la remorque d'un environnement social malade mais, au contraire, qu'elle devienne le moteur d'une société axée sur les droits de la personne, sur la compréhension interrégionale, sur le respect mutuel des diverses so-

ciétés, sur la nécessité d'accepter les différences (individuelles ou collectives) et sur le sens de l'égalité juridique, ethnique, linguistique et sociale.

L'enquête menée dans des écoles, sous la direction de A.B. Hodgetts (*Quelle culture? Quel héritage?*, Toronto, O.I.S.E., 1968), nous démontre malheureusement que l'idéal est loin d'être atteint. L'auteur constate que le manque de compréhension entre anglophones et francophones est la conséquence de l'enseignement de l'histoire à l'école. Des générations de francophones ont appris une histoire fort différente de celle des anglophones. Un groupe pouvait rarement confronter (ou simplement comparer) ses données et conclusions avec l'autre groupe. C'était le "parfait" parallélisme qui cristallisait ces deux solitudes dans des interprétations historiques partielles et, bien entendu, l'histoire des uns était plus vraie que celle des autres et vice versa. Cette enquête, qui a eu un certain impact au Canada anglais, a fait peu de bruit au Canada français. Une telle étude devrait être utile à ceux qui veulent croire que l'histoire peut servir à former le citoyen de demain, ouvert à la compréhension des autres, à ceux qui ne pensent pas nécessairement comme l'autre, qui ne parlent pas la même langue mais qui partagent un certain idéal.

Il ne saurait être question ici de tracer un tableau noir de la réalité éducationnelle canadienne, car, depuis bientôt dix ans, nous avons pu constater que des dizaines, sinon des centaines d'enseignants, oeuvrent et croient dans les objectifs d'une éducation sociale canadienne renouvelée telle que définie par la Fondation d'Etudes du Canada et qui peut se résumer ainsi:

- Utiliser toutes les ressources possibles dans le but d'améliorer les connaissances sur le Canada aux niveaux primaire, secondaire et collégial.
- Encourager le monde de l'éducation au Canada à mieux échanger sur des thèmes de pertinence canadienne.
- Développer du matériel didactique nouveau pour les écoles et aussi pour le public en général.
- Encourager, par de multiples moyens, une meilleure compréhension interrégionale.
- Développer, chez les Canadiens de diverses provinces

et régions, les qualités civiques d'un peuple évolué et démocratique que sont le respect les uns pour les autres et le sentiment d'égalité entre les diverses composantes de cette société canadienne.

- Privilégier et encourager le dialogue entre enseignants et étudiants des deux grandes communautés linguistiques du pays.

La réalisation de pareils objectifs ne peut s'accomplir en quelques années seulement. Ainsi dans sa phase I (1970-75), la Fondation, essentiellement subventionnée par des fonds privés, a pu sensibiliser les divers gouvernements provinciaux et fédéral à la pertinence de ses objectifs. Et, de 1975 à 1978, les deux paliers de gouvernement ont accepté de remplacer le secteur privé pour lui permettre de continuer le travail.

Compte tenu de l'immense tâche à accomplir sur un territoire immense et fort diversifié, la Fondation a réussi à bâtir un matériel pédagogique considérable (près de 40 publications commerciales) et à sensibiliser des centaines d'enseignants et d'étudiants à une approche globale en études du Canada. Des activités aussi variées que la tenue de séminaires d'été et des conférences spécialisées sur des thèmes précis, ont permis à la Fondation de non seulement toucher le monde des enseignants mais aussi celui de l'éducation en général. Les évaluations externe et interne démontrent que la Fondation a réalisé la plupart de ses objectifs et aussi d'autres qui n'avaient pas été prévus comme tels; ainsi, par exemple, avons-nous redécouvert cette francophonie canadienne pour laquelle la Fondation a consacré plus du tiers de son budget (durant la phase II) pour aider à développer du matériel pédagogique nécessaire en Acadie et dans l'Ouest canadien.

Dès 1977, le Conseil des ministres de l'Education (Canada) (C.E.M.C.) nous faisait part de son intention d'assurer une part plus importante dans le développement des études du Canada. Point n'est besoin de souligner notre satisfaction devant une telle intention. Ce faisant, il restera tout un champ important à couvrir en études du Canada, qui devrait être complémentaire à ce que fera le C.M.E.C., i.e. l'application

concrète de la philosophie contenue dans ce livre: une approche globale en études du Canada pour les écoles et le grand public en général. Le matériel qui sera produit permettra, du moins nous l'espérons, un certain décloisonnement de l'enseignement du Canada, tel que pratiqué dans nombre de provinces. Si ce matériel pédagogique pouvait aussi amener les provinces à modifier leurs programmes dans le sens de l'approche proposée dans ce livre, cela représenterait la réalisation d'un objectif des plus importants pour la Fondation.

Pour résumer le travail de la Fondation, disons que ce que nous faisons au niveau de la Fédération canadienne, dans les sciences sociales et les humanités, l'U.N.E.S.C.O. essaie de le réaliser au niveau international. Les grands objectifs de cet organisme international se reflètent sur l'espace canadien. La valorisation de l'étude du Canada ne saurait se limiter à l'intérieur du pays; au contraire, elle doit s'inscrire à l'échelle de la planète. En ce sens, le modèle développé dans ce livre pourrait inspirer d'autres éducateurs à travers le monde.

Résumé du livre

Chapitre 1: Les données fondamentales de l'étude du Canada

Dans ce premier chapitre, nous traitons des données fondamentales du Canada. Il s'agit d'étudier la société canadienne (ou la communauté canadienne) comme un tout, axée sur cinq grandes caractéristiques:

- Le Canada est un pays nordique, vaste et divisé régionalement.
- Le Canada a un éventail de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables.
- Le Canada est un pays industrialisé, technologiquement avancé et fortement urbanisé.
- Le Canada est un pays culturellement diversifié, multi-ethnique formé par deux groupes linguistiques et culturels dominants.
- Le Canada est un pays confronté à de multiples influences économiques, politiques et culturelles

extérieures.

A partir de ces grandes caractéristiques, l'étude du Canada peut se diviser en quatre composantes:

1. l'environnement canadien;
2. la structure et le fonctionnement du gouvernement;
3. les caractéristiques essentielles et le fonctionnement du système économique canadien;
4. les grandes questions d'intérêt public.

Chapitre 2: L'étude du Canada chez les 9-12 ans

L'étude du Canada peut s'enseigner dans le cadre de l'éducation civique au primaire en tenant compte de l'âge des enfants. Ce n'est qu'au deuxième cycle du primaire (9-12 ans) que l'étude du Canada peut prendre beaucoup plus de signification par: l'apprentissage de la participation à la vie de la communauté; l'apprentissage des affaires publiques; la sensibilisation aux controverses. Divers thèmes pourraient être abordés: la vie des communautés du Canada et du monde; le Canada en tant que communauté politique; le Canada dans la communauté mondiale; la participation active à la vie civique; les compromis et les consensus; la représentativité politique. A la fin du primaire, la géographie et l'histoire du Canada seront enseignées d'une façon un peu plus systématique, compte tenu de la capacité de l'élève à se représenter les phénomènes dans le temps et l'espace. L'éducation civique proposée dans ce chapitre se veut nouvelle au lieu d'être traditionnelle et officielle, i.e. partir de la réalité politique vécue au lieu de décrire les diverses structures gouvernementales. L'étude du Canada au primaire se veut un enseignement complet pour ce niveau d'études, non pas une préparation pour le secondaire.

Chapitre 3: L'étude de l'environnement canadien

Cet environnement recouvre l'ensemble des caractéristiques physiques, sociales et culturelles du Canada prises dans leur globalité. L'objectif de ce chapitre est de montrer l'importance des traits fondamentaux de l'environnement et de leurs interactions. Donc, c'est

par l'étude de l'implication des cinq grandes caractéristiques du Canada que sera abordé l'environnement canadien. Un deuxième point traitera des conséquences d'un tel environnement pour la société canadienne. Même si certaines caractéristiques de l'espace canadien ne sont pas originales, il n'en demeure pas moins que l'interrelation des cinq caractéristiques dans le temps et l'espace font du Canada un pays unique et original présentant des problèmes singuliers dont les solutions ne sauraient venir de l'extérieur, mais de l'intérieur. L'environnement canadien devrait s'enseigner durant les premières années du secondaire (12-14 ans), car il constitue le fondement même des autres questions politiques et économiques qui s'enseigneront au deuxième cycle du secondaire (14-16 ans).

Chapitre 4: *L'étude du système politique canadien*

Les points étudiés sont: la structure de la société canadienne; le système fédéral canadien; le système des partis et le processus électoral; l'opinion publique; les groupes d'intérêts ou groupes de pression et le fonctionnement du gouvernement canadien; et les relations intergouvernementales. Une série de questions complète l'analyse historique et l'analyse pour l'avenir. L'objectif de ce chapitre est d'amener l'étudiant à se sensibiliser à la réalité complexe du système fédéral canadien. La méthode utilisée est plus "socratique" que "dogmatique". En effet, l'étudiant doit réfléchir et répondre à une série de questions ouvertes qui lui permettront de nuancer son jugement sur l'évolution du système politique canadien. Ce chapitre tient compte des grandes caractéristiques de l'espace canadien.

Chapitre 5: *L'étude du système économique canadien*

Les thèmes étudiés sont: les besoins humains et le système économique; le revenu national au Canada; le système capitaliste au Canada; les secteurs de l'économie canadienne; les relations économiques extérieures; les sociétés multinationales; les disparités régionales;

les syndicats; le rôle des gouvernements dans l'économie canadienne; et les relations intergouvernementales.

La méthode utilisée dans ce chapitre est identique à celle employée au chapitre 4. La partie D (une autre approche en histoire économique canadienne) suggère une hypothèse d'ensemble pour expliquer l'évolution économique canadienne axée sur les changements technologiques.

L'étude du système économique canadien n'a pas pour but d'initier l'étudiant à une nomenclature économique complexe mais plutôt de lui faire saisir, en tant que futur citoyen responsable, la réalité économique qui jouera un rôle important sur son comportement. Une telle étude s'insère très bien à la fin du secondaire (15-16 ans) car, à cet âge, le vécu de l'étudiant lui permet de comprendre certaines règles et lois de l'économie jouant un rôle essentiel sur son mode de vie.

Chapitre 6: *L'étude des grandes questions d'intérêt public*

Ce dernier chapitre constitue en quelque sorte une synthèse des problèmes étudiés dans les autres chapitres. L'accent est mis sur huit domaines de préoccupations:

- les relations Canada-Québec;
- la technologie et l'industrialisation au Canada;
- le biculturalisme au sein du Canada;
- un Canada multiculturel et multi-ethnique;
- les relations Canada/Etats-Unis;
- la qualité de la vie au Canada;
- les mécanismes du système politique canadien;
- les problèmes mondiaux et la politique extérieure du Canada.

L'un des objectifs de ce chapitre est de permettre à l'étudiant d'inscrire les grandes questions d'intérêt public dans un cadre nord atlantique sinon mondial. Si certaines questions peuvent avoir des solutions strictement canadiennes, d'autres questions d'intérêt public ne peuvent trouver des réponses qu'à une échelle continentale et mondiale.

Chapitre 1

Les données fondamentales de l'étude du Canada

L'éducation civique axée sur l'analyse du Canada comme communauté politique offre l'avantage d'une approche plus structurée en études du Canada. Une telle approche requiert une connaissance et une compréhension des données fondamentales de la société canadienne et de son espace. Ce qui est encore plus important, c'est de saisir les interrelations qui expliquent la structure canadienne dans toute sa complexité. L'éducation civique doit aussi se préoccuper des problèmes sociaux, des controverses et tensions qui caractérisent ce genre de société. Cette forme d'éducation ouvre plusieurs avenues dans l'étude des causes et conséquences des tensions qui assaillent les diverses composantes de la société; et tout cela constitue une dynamique sociale enrichissante. Comme l'économie joue un rôle important dans la vie de tous et chacun, il est essentiel d'en étudier ses mécanismes. On ne peut pas ignorer aussi le système politique canadien et les différents niveaux de son fonctionnement. Il faut être conscient et comprendre comment cette dynamique politique influence et conditionne la vie de chaque citoyen.

L'expression "communauté politique" peut être définie de façon opérationnelle comme étant tout groupe humain vivant dans un cadre donné, à l'intérieur de frontières géographiques établies, ayant un système de gouvernement, partageant les mêmes institutions, tout en participant à des buts communs.

Plusieurs communautés ou groupes s'insèrent dans cette structure politique, comme par exemple: la famille, le quartier, le village, la ville, l'état provincial. D'autres composantes, comme la langue et les classes sociales, jouent un rôle politique important. Ces groupes ou composantes peuvent avoir des objectifs spécifiques dont les effets se font souvent sentir à des échelles plus grandes de la communauté politique. Souvent divergents sinon contradictoires, ces intérêts présentent à maintes occasions des conflits qui trouvent leurs solutions aux divers niveaux de gouvernement: municipal, scolaire, provincial et fédéral.

L'activité politique a donc comme fonction entre autres d'essayer de résoudre les conflits et les intérêts divergents ainsi que les tensions qui s'ensuivent; ce faisant, de nouveaux problèmes surgissent et engendrent d'autres conflits et tensions. Un problème est rarement résolu une fois pour toutes. C'est donc dire que l'activité politique est presque toujours confrontée à de nouveaux défis qui demandent de la part des dirigeants une imagination fertile et une grande habileté. Dans certains cas de conflits graves, les dirigeants auront tendance à sacrifier quelque peu les fondements démocratiques de notre société. C'est donc dire que les citoyens devront être fort exigeants pour que les dirigeants politiques respectent les règles démocratiques.

L'activité politique s'emploie à atténuer des conflits et à promouvoir certaines solutions plutôt que d'autres. On peut dire que le gouvernement est un agent par lequel l'activité politique se réalise. S'il n'y avait aucun conflit ou problème, l'activité politique serait plus virtuelle que réelle. Cela ne veut pas dire que l'activité politique s'occupe exclusivement de problèmes aigus dans la société, mais c'est quand même une de ses fonctions essentielles.

L'activité politique se situe à tous les niveaux de gouvernement, que ce soit au municipal ou au scolaire. Plusieurs des problèmes rencontrés à des niveaux inférieurs ont des résonnances nationales et internationales. Cette inévitable et enrichissante diversité de toutes ces "sociétés" fait de l'activité politique une condition de vie nécessaire à tout citoyen responsable.

Il ne faudrait pas croire que l'activité politique soit le monopole exclusif des gouvernements; elle existe aussi dans les syndicats, les conseils d'administration, etc. Leur activité politique ne saurait être parmi les plus importantes, à moins que ces groupes de pression poursuivent des buts politiques non avoués. Par contre, la bureaucratie gouvernementale joue un rôle très important dans la préparation et l'application de décisions touchant les lois qui régissent l'activité politique.

Dans nos démocraties occidentales, certains principes

sont acceptés par tous, comme par exemple: la formulation de règles connues, l'utilisation de moyens légaux pour atteindre des fins politiques et des solutions de compromis pour résoudre des conflits et tensions. Même à cela, l'emploi de la violence et le rejet d'une compréhension démocratique fondamentale sont souvent des faits indéniables, même dans notre société.

Donc, diversités, problèmes, controverses, tensions et activités politiques ne sont pas seulement inévitables dans toute société mais, jusqu'à un certain point, désirables. Certaines tensions peuvent devenir une force créatrice et constructive permettant une meilleure autocritique. Toute communauté politique dans une société démocratique donnée doit être capable de résoudre ses conflits avec tolérance et de comprendre les divers points de vue; sans cela, les tensions et les conflits peuvent être une source de destruction des diverses règles démocratiques. A l'échelle internationale, certains pays n'ont pas pu ou su résoudre leurs problèmes avec tolérance et, dans plusieurs cas, la réalité démocratique est disparue.

Le Canada, étudié comme communauté politique, ne doit pas être interprété comme une façon de renforcer ce qui s'est fait traditionnellement dans les écoles primaires et secondaires. Ce que nous proposons comme approche en éducation civique, c'est de mettre l'accent sur la société canadienne comme un tout, i.e. de découvrir les facteurs qui ont permis de bâtir ce pays comme il est, de comprendre les relations qui existent entre les diverses communautés qui le composent, de saisir l'ensemble des composantes économiques et politiques qui le régissent.

L'approche méthodologique proposée est pluridisciplinaire, allant des sciences sociales aux arts et lettres. L'approche géographique ou historique, selon le cas, sera fort enrichissante pour les étudiants; il en est de même pour les autres disciplines. Au Québec, par exemple, l'histoire, la géographie et l'économique permettront de couvrir globalement le champ des études du Canada. Par contre, dans d'autres provinces, l'approche interdisciplinaire par les études sociales sera utilisée. En fait, compte tenu des réalités d'ensei-

gnement des diverses régions du Canada, l'approche pluridisciplinaire pourra faire l'objet d'adaptations pour satisfaire les diverses exigences.

Une distinction importante doit être faite entre études canadiennes et études du Canada. "Etudes canadiennes" couvrent un champ beaucoup plus vaste incluant nombre d'études locales, de sujets spécialisés et de bien d'autres qui n'ont rien à voir, ou si peu, avec l'éducation civique comme synonyme d'études de la communauté politique canadienne. La problématique globale de cette communauté canadienne devient pour nous "Etudes du Canada". Par les études du Canada, les étudiants pourront apprendre à apprécier des valeurs différentes, les divers points de vue ainsi que les nombreux intérêts de plusieurs groupes de différentes régions du Canada. Les jeunes comprendront: la nature de certaines tensions, le besoin d'actions politiques découlant de principes démocratiques, la complexité des défis avec lesquels ils devront vivre comme citoyens. Vue de cette façon, l'éducation civique devrait, à moyen terme, influencer l'opinion publique dans le sens de la réalité complexe de l'environnement canadien et, par voie de conséquence, dénouer des tensions qui, dans d'autres circonstances, deviendraient trop aiguës.

Comprendre les grandes caractéristiques du Canada

La communauté politique canadienne a été et continue d'être influencée par un certain nombre de facteurs qui définissent l'ensemble canadien. Les plus importantes de ces caractéristiques sont:

1. Le Canada est un pays nordique, vaste et divisé régionalement.
2. Le Canada a un grand éventail de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables.
3. Le Canada est un pays industrialisé, technologiquement avancé et fortement urbanisé.
4. Le Canada est un pays culturellement diversifié, multi-ethnique formé par deux groupes linguistiques et culturels dominants.
5. Le Canada est un pays confronté à de multiples influences économiques, politiques et culturelles extérieures.

Ces cinq grandes caractéristiques sont interreliées et, rarement, une seule peut expliquer une situation donnée. Etudier seulement le "régionalisme" ou la "diversité culturelle" ou des sujets aussi précis comme les "relations employeurs-employés", sans tenir compte des autres réalités, ce ne serait pas, à notre avis, répondre aux objectifs de l'éducation civique que nous développons dans ce livre. Les habilités intellectuelles les plus importantes à développer sont d'amener les étudiants à penser à la plupart des aspects de la vie publique en termes d'effets et de conséquences interreliées aux cinq caractéristiques mentionnées plus haut.

Le besoin d'amener les étudiants à synthétiser et à interrelier les éléments d'un problème est fondamental. Dans l'étude du Canada nordique et de ses ressources, il ne serait pas très utile pour les étudiants d'acquérir une nomenclature par trop encyclopédique des diverses ressources et leur localisation. Il faut aller beaucoup plus loin que la simple localisation du minerai de fer au Labrador, des ressources hydro-électriques à la Baie-James ou des réserves de pétrole en Alberta, etc.

Il serait intellectuellement plus rentable pour les étudiants si les questions et problèmes posés partaient des grandes caractéristiques du Canada comme le fait que c'est une société industrialisée et technologiquement développée. Il faudrait préalablement expliquer ces concepts par ce genre de questions: Quelles sont les ressources renouvelables et celles qui ne le sont pas? Quels sont les genres d'emplois qui sont créés et quel est le rapport entre la main-d'oeuvre et les besoins en capitaux? Quel est l'impact de la technologie et l'industrialisation, non seulement sur les ressources elles-mêmes mais aussi sur l'environnement naturel et humain? Il y a peu de bonnes questions qui permettent de mettre en relation deux ou trois caractéristiques.

Les grandes caractéristiques expliquent en partie la société canadienne et ne doivent pas être regardées comme des formes de déterminismes économiques, historiques et géographiques. Selon les situations étudiées, ces caractéristiques seront relativement importantes

mais ne constitueront pas nécessairement les seules explications.

Néanmoins ces caractéristiques, directement ou indirectement, peuvent être considérées comme les éléments de base dans la construction d'une problématique d'éducation civique dont le but ultime serait le développement d'une meilleure conscience par l'étude de l'histoire, de l'économie, de l'environnement géographique et des divers problèmes socio-politiques.

Plusieurs aspects de la communauté canadienne peuvent être décrits à la suite des grandes caractéristiques:

- La plupart des problèmes et controverses trouvent leurs solutions dans le cadre même de la problématique canadienne.
- Les processus de socialisation politique.
- Les groupes d'intérêts qui influencent l'opinion publique créent de fortes pressions sur le système politique canadien.
- La structure et les fonctions du système politique canadien, incluant les partis politiques et la remise en question de la constitution ainsi que les problèmes résultant d'une telle structure.
- La façon dont les décisions gouvernementales sont reçues par les Canadiens et le degré d'acceptation de ces décisions par ceux-ci.
- Les éléments de base du système économique canadien et la diversité des intérêts à l'intérieur d'un tel système sont souvent les causes premières de conflits et de tensions au Canada.
- Les difficultés qu'ont les Canadiens à définir des buts communs et à trouver les moyens par lesquels ces buts pourraient être réalisés.
- Le désir des Canadiens de respecter les règles démocratiques malgré les frustrations et les ambitions de toutes sortes.

Compte tenu de ce qui a été écrit plus haut, le concept "d'environnement canadien" sera employé pour décrire la totalité des grandes caractéristiques du Canada, leurs interrelations et leurs effets d'ensemble. Le sens donné à "environnement" est beaucoup plus large que celui utilisé en biologie ou en écologie. Cette interprétation plus large s'inscrit très bien en éduca-

tion civique parce qu'elle permet de distinguer deux parties composantes de la communauté politique canadienne, i.e. son environnement d'une part, sa structure et son fonctionnement d'autre part. Il est donc aussi possible d'étudier l'environnement canadien et le système politique canadien en tenant compte des relations entre les deux, ce qui est essentiel à une bonne compréhension du Canada.

Chapitre 2

L'étude du Canada chez les 9-12 ans

L'éducation civique commence bien avant l'entrée de l'enfant à l'école primaire. Dans ses jeux avec ses camarades, l'enfant prend vite conscience des accords et des conflits et ne tarde pas à trouver des moyens de résoudre les divergences. A la maison, il est soumis à des règles et à une autorité et il apprend comment se prennent les décisions. L'entrée à l'école marque le début d'un apprentissage plus officiel qui constitue la base de toutes ses années d'études ultérieures.

Objectifs traditionnels des sciences humaines au primaire:

- apprentissage de la vie en société: développement d'une échelle de valeurs, prise de conscience des rapports sociaux, respect du patrimoine physique et culturel;
- éducation des droits et devoirs du citoyen;
- introduction à l'étude des sociétés, des cultures et des modes de vie des peuples d'hier et d'aujourd'hui.

Tout ceci peut se faire en termes généraux et sans aucune allusion directe à la communauté politique canadienne. On peut cependant se demander si l'étude des sciences humaines au Canada ne devrait pas préparer les jeunes pour une participation active à la vie publique au pays.

Ce n'est pas la quantité mais l'orientation des sciences humaines qui compte. Les sociologues et éducateurs s'intéressent d'ailleurs de plus en plus au contenu et au mode d'apprentissage social des enfants. Jusqu'ici, aucune conclusion générale n'a été tirée à ce sujet.

Les sondages périodiques sur les connaissances politiques des jeunes Canadiens ont été décourageants. Comme bien des adultes, les enfants qui sortent du primaire sont incapables de reconnaître les noms de personnages publics, confondent les noms et les fonctions et ne connaissent pas les grandes questions à l'ordre du jour. Les recherchistes découvrent avec effroi que bien des jeunes Canadiens connaissent mieux le folklore et la vie politique américains que ceux de leur pays.

Ce problème n'est d'ailleurs pas l'apanage des Canadiens et se retrouve, à divers degrés, dans bien d'autres sociétés.

Les résultats de ces sondages veulent sans doute dire que les enfants, tout comme les adultes, ne retiennent pas des bribes d'information isolées, incohérentes et sans intérêt. Plusieurs études ont révélé que les jeunes enfants sont capables de répondre intelligemment à des questions à caractère politique portant sur des personnes, des objets, des symboles ou des institutions et de porter des jugements appropriés sur des questions d'ordre social et politique si leur éducation est orientée dans ce sens.

Plusieurs études ont révélé que les enfants qui arrivent à l'école ont une conception très positive envers le monde. Lorsqu'ils atteignent l'adolescence, ces notions ne semblent plus aussi positives. Le clivage entre les vues des jeunes francophones et des jeunes anglophones se manifeste dès l'adolescence. D'autres études, effectuées de la Nouvelle-Ecosse à l'Alberta, indiquent que les élèves prennent peu à peu conscience de leur identité provinciale ou régionale et deviennent, dans bien des cas, de moins en moins positifs envers le Canada dans son ensemble. Ce phénomène peut être interprété de différentes façons:
1) à mesure qu'ils grandissent, les enfants adoptent les perspectives de leurs aînés qui ont, pour la plupart, été plus longtemps "socialisés" au niveau provincial ou régional qu'à celui plus large de la culture pan-canadienne; 2) les écoles canadiennes ont tout simplement ignoré trop souvent la réalité canadienne et renforcé les perspectives régionales et locales, ce qui a permis aux jeunes Canadiens de grandir dans l'indifférence des questions publiques dans leur propre société. Quoi qu'il en soit, il est clair que l'avenir de la société canadienne, avec ses diversités et tout ce qui menace sa survivance, sera des plus incertains si les écoles canadiennes n'assument pas une plus grande responsabilité dans la promotion d'une éducation civique objective au Canada.

Dans tous les cas, le rôle des écoles à cet égard, lorsqu'il est reconnu, n'a jamais été clairement établi.

Le développement des perceptions sociales des jeunes Canadiens et la place relative de la famille, des camarades, de l'école, de l'église et des médias en tant qu'instruments de socialisation n'ont jamais été clairement définis.

Ce qui est clair, c'est que tous ces facteurs affectent, jusqu'à un certain point, la sensibilité politique des enfants et que l'influence de l'école est probablement assez importante. Certains observateurs ont indiqué que l'influence de l'école pouvait être aussi puissante par son mode de fonctionnement que par le contenu de son enseignement. Le seul fait que l'école soit un lieu officiel d'apprentissage légitimise en quelque sorte ce qu'on y enseigne. Les enseignants ont, à cet égard, un grand pouvoir qu'ils peuvent exercer à bon escient.

Certains chercheurs ont insisté sur le fait que l'école est généralement le premier endroit officiel dans lequel un enfant entre en contact avec d'autres enfants sur un pied d'égalité. Ils estiment que la façon dont les enfants y sont traités par leurs camarades et par leurs maîtres ainsi que les moyens d'aborder les désaccords et les rapports sociaux peuvent constituer par la suite des modèles de conduite applicables à toutes les situations sociales. Le groupement des enfants selon les capacités ou l'âge, la disposition des bureaux et des aires de travail dans la classe, l'évaluation ou la notation des performances des étudiants influencent de façon subtile mais indubitable leurs perceptions du rôle de la hiérarchie, du statut et des prises de décisions dans la société dans son ensemble.

En plus de l'influence moins tangible de l'école, deux facteurs très définis et apparentés influencent les perceptions sociales des enfants canadiens: le premier est le curriculum ou programme d'études, le second les manuels ou matériel d'enseignement.

Il est peu probable que les enfants adoptent une attitude positive envers le Canada ou soient motivés à participer activement à la vie publique canadienne si ces sujets ne constituent pas une partie importante du programme scolaire. Si, d'une part, le Canada n'est pas étudié à un moment quelconque des années du pri-

maire (comme c'est le cas dans bien des régions du pays), comment peut-on espérer développer et encourager une conception objective du Canada au cours de ces années critiques dans la vie d'un enfant? Si, d'autre part, on n'accorde que peu d'importance à l'apprentissage de la citoyenneté durant ces années d'enseignement officiel où se forment leurs valeurs et leurs attitudes, il est peu probable que les enfants acquièrent un mode de conduite menant à une participation civique active. Si la compréhension du Canada et la préparation à une participation active dans la vie publique canadienne constituent des objectifs raisonnables de l'école, ceux-ci ne se réaliseront pas tant que la connaissance du Canada dans son ensemble et l'apprentissage de la citoyenneté n'occuperont pas une certaine importance durant ces années cruciales que sont les premières années d'école. Bien qu'ils ne jouent qu'un rôle subalterne, les manuels et le matériel d'enseignement ont une grosse influence sur ce que les élèves apprennent. De nombreux rapports indiquent que les ouvrages utilisés dans les écoles canadiennes ne sont pas satisfaisants à plusieurs égards: les autorités insistent sur le fait que le matériel d'enseignement doit éviter de traiter des sujets controversés, ce qui lui enlève tout intérêt. Pour toucher un public estudiantin assez vaste, les autorités sous-estiment les capacités des enfants en évitant de traiter des idées ou des problèmes complexes; ils sont couramment influencés par les valeurs de la classe moyenne, reflètent une culture monolithique et figée et ne reconnaissent que de façon symbolique la diversité de l'expérience canadienne et de tous les points de vue adoptés par les Canadiens sur un grand nombre de questions à l'ordre du jour. Il est bien assez triste que les élèves des écoles du Canada atlantique doivent utiliser du matériel d'enseignement élaboré par des auteurs ontariens - aussi peu sensibles à l'expérience atlantique qu'au développement de l'Ouest canadien - quand ce ne sont pas des livres américains "canadianisés"; il est tout simplement tragique de donner aux enfants canadiens une vue homogène, standardisée et sans relief d'un pays qui se caractérise bien davantage par sa diversité que par

son uniformité. En bref, il y a eu péché d'omission tant du point de vue des programmes que de celui des manuels.

Si l'école peut avoir tous ces effets négatifs, elle devrait logiquement pouvoir exercer une influence positive. Tout dépend de ce qui se fait à l'école primaire et de la façon dont cela se fait. Il serait cependant vain de s'appesantir sur les modalités tant que l'on n'aura pas acquis la ferme conviction qu'il faut absolument faire quelque chose. En vérité, depuis les années 70, les écoles canadiennes ont effectué un retour aux disciplines de base en éducation. En dépit de l'insistance du public désireux de voir les écoles mieux préparer les enfants à leur rôle de citoyens adultes, les éducateurs canadiens n'ont pas toujours cru bon de considérer l'éducation civique comme l'une des disciplines de base au niveau primaire. En dépit de déclarations symboliques, les éducateurs du primaire relèguent toujours les sciences humaines au second plan, prétextant que l'enseignement de la langue maternelle et des mathématiques prend presque tout leur temps.

En fait, bien des éducateurs traitent avec indifférence ou scepticisme toute forme d'éducation civique au primaire. D'autres doutent de son efficacité à ce niveau. Tant que ces attitudes n'auront pas changé, l'adoption de nouvelles approches pédagogiques restera sans espoir. Les besoins de la société canadienne révèlent assez que l'apprentissage du fonctionnement d'une société devrait constituer la base de l'enseignement primaire au Canada et que l'apprentissage des réalités sociales canadiennes devrait constituer une part importante de ces études.

Les réflexions ci-dessus ne sont pas une critique à l'endroit des enseignants mais plutôt à l'endroit de la compréhension et du soutien qu'on leur témoigne. La plupart des enseignants ne reçoivent que des directives vagues et imprécises pour l'élaboration de leurs programmes. Les éditeurs de textes scolaires cherchent vainement à trouver des traits communs dans les programmes d'une même juridiction scolaire - sans parler d'une province - et s'arrachent les cheveux devant leur incapacité à satisfaire un marché qui existe pourtant

bien. Les enseignants responsables de la préparation des cours, jour après jour, laissent souvent peu de place aux sciences humaines - et on les comprend bien - au profit des sujets qui les intéressent davantage parce qu'ils ne disposent pas du matériel nécessaire ni pour eux, ni pour leurs élèves. La plupart des enseignants n'ont reçu que très peu de formation en études du Canada dans les facultés des sciences de l'éducation. S'ils avaient suivi quelques cours valables, du moins durant leurs cours secondaire et collégial, ce serait un mi-mal; malheureusement, il ne semble pas que ce soit le cas pour beaucoup d'entre eux.

Le Canada au primaire

Tout plan réaliste de préparation des jeunes à la vie publique doit commencer dès les premières années de l'école primaire. Par contre, il faut être conscient que l'étude du Canada prendra plus de signification chez les 9-12 ans, i.e. au deuxième cycle du primaire.

La division des types d'apprentissage en trois catégories: connaissances, compétences et attitudes est communément adoptée par les enseignants et généralement dans cet ordre. Il importe donc de souligner que l'apprentissage du Canada au niveau primaire doit être davantage axé sur le développement des attitudes que sur l'accumulation de connaissances. Les enseignants doivent avant tout se préoccuper de développer une attitude positive envers la participation civique. Il serait souhaitable, à ce niveau d'études, de centrer l'apprentissage sur les domaines suivants:

- participation sociale;
- affaires publiques par opposition aux affaires privées, familiales ou d'un groupe quelconque;
- controverses publiques en tant que réalités sociales normales et constructives.

Les dimensions de cet apprentissage adapté au primaire sont indiquées ci-dessous.

Apprentissage de la participation à la vie de la communauté

Dans toutes les provinces canadiennes, le programme de sciences humaines au primaire est consacré à l'étude

de l'environnement social immédiat de l'enfant: la famille, les voisins, la communauté. Cette étude prend généralement la forme d'un examen du rôle des personnes et des institutions avec lesquelles l'enfant entrera en contact: pompiers, gendarmes, commerçants, le maire, l'église, etc. Une telle étude, si elle est bien menée, peut être une préparation très utile à l'étude du Canada. On insistera en particulier sur la communauté en tant qu'unité sociale fonctionnelle et dynamique plutôt qu'en tant qu'amalgame statique de personnes et d'objets. Durant leurs premières années d'études, les enfants ne devront pas seulement se pencher sur les personnes, les professions et les institutions de leur communauté; ils devront aussi voir ce qui relie tous ces aspects entre eux - c'est là une des clés de l'étude du Canada. Dès leur plus jeune âge, les enfants apprendront pourquoi les gens se regroupent: non seulement pour être ensemble mais aussi pour bénéficier de services dont ils ne pourraient pas disposer autrement.

Apprentissage des affaires publiques

Durant ces premières années, les enfants doivent aussi être sensibilisés, par le biais de l'étude de leur communauté, à la notion de responsabilité des membres d'une communauté. L'une de ces responsabilités fondamentales est celle de la participation aux affaires de la communauté; les enfants devront apprendre que le droit d'exprimer leur opinion - le droit de vote - fait partie intégrante de la vie d'un adulte dans la société. C'est une responsabilité importante qu'on ne peut ignorer. Les questions qui ne manquent pas de soulever l'intérêt public dans toute communauté pourront servir d'introduction aux jeunes enfants et renforcer cette caractéristique essentielle de la vie publique au Canada.

La distinction entre les affaires publiques et les affaires d'une personne, d'une famille ou d'un groupe particulier ne dépasse pas la compréhension d'un enfant durant ses premières années d'école et elle doit être soulignée le plus tôt possible. La construction d'une patinoire ou de trottoirs pour piétons dans un quartier

permettra aux enseignants d'illustrer ce que sont les affaires publiques et en quoi elles affectent les citoyens d'un quartier; plusieurs exemples de ce genre pourront illustrer les éléments de la vie de la communauté.

Apprentissage des controverses

Il n'est pas irréaliste de proposer que l'on familiarise les enfants avec la notion de controverses publiques; c'est en fait un objectif très désirable à une époque où les enfants perçoivent, de façon très positive, leur monde social. Pour la plupart des adultes, la notion de controverse ou de question d'intérêt public comporte une connotation négative. L'exemple suivant, impliquant la construction d'une patinoire, permettra aux enfants de comprendre que les gens ne s'accordent pas toujours et de constater qu'une décision est souvent prise par des adultes au moyen d'un vote; les enfants verront que les résidents de leur quartier se conforment à ces décisions bien qu'ils ne soient pas forcément d'accord, personnellement, avec la décision prise par la majorité. Cet exemple ne doit pas nécessairement avoir un ton désagréable; il peut aussi bien servir à prouver que les controverses publiques sont un aspect normal et positif de la vie en communauté qui permet d'aller de l'avant. La notion de controverse publique en tant que force constructive dans une société peut aider les enfants à adopter certaines attitudes fondamentales pour une éducation civique efficace. Les fondements de l'éducation civique au primaire peuvent donc être assurés de diverses façons: 1) par le biais d'une étude de la communauté locale en tant que réalité sociale dynamique; 2) par le biais d'une introduction aux responsabilités du citoyen à un niveau compréhensible pour l'enfant; 3) par une sensibilisation aux affaires publiques et à leur importance pour la communauté; et 4) par une vision des controverses publiques en tant qu'activités communautaires normales et constructives. Tout ceci peut se faire sans changer de façon appréciable le contenu de la plupart des cours de sciences humaines du primaire; il suffira d'en changer l'orien-

tation.

Les thèmes à étudier au primaire

Il n'existe pas de cours uniformes de sciences humaines au primaire pour toutes les provinces canadiennes. Dans certaines provinces, les programmes-cadres sont axés sur les études locales ou régionales et mettent l'accent sur les composantes historiques, géographiques ou sociologiques; dans d'autres, on insiste sur certains thèmes tels que l'indépendance, la coopération ou le changement; les études ultérieures au primaire peuvent être entièrement locales ou porter sur les communautés du monde entier; dans certains cas, ces études sont strictement contemporaines, dans d'autres, elles ont une orientation historique. Dans tous les cas, cependant, les programmes-cadres sont très limités (et se résument souvent à des déclarations d'objectifs généraux sans contenu spécifique); par ailleurs, les enseignants reçoivent l'entière responsabilité de concevoir et d'appliquer leurs propres cours de sciences humaines. Cette décentralisation de la conception et de l'élaboration des programmes au profit de l'enseignant, qui va de pair avec l'élimination des manuels ou du matériel d'enseignement prescrits par les provinces, signifie que, bien que les enseignants aient eu une grande liberté d'action dans le domaine des sciences humaines, la plupart d'entre eux n'ont jamais disposé ni du cadre ni du matériel didactique nécessaires pour travailler efficacement.

Un examen complet des cours de sciences humaines dans les écoles primaires de tout le pays révélerait probablement que les Amérindiens du Canada représentent le sujet de loin le plus populaire au primaire; les produits façonnés par les Amérindiens peuvent être un thème d'étude pour un élève de 4^{e}; ce même élève pourrait fort bien apprendre à construire un canot en 5^{e} et revoir certains aspects de la vie des Amérindiens dans l'étude des peuples nomades du monde en 6^{e}. Les explorateurs arriveraient probablement au second rang. Les élèves voyagent en effet une semaine avec Champlain, souffrent quelque temps avec Radisson et partagent les frissons de d'Iberville.

Ces illustrations sont peut-être caricaturales et même, dans certains cas, assez injustes. Elles ne sont cependant pas très loin de la vérité et elles expliquent quelque peu l'insensibilité et l'ignorance de bien des jeunes Canadiens envers leur propre société, son passé et, chose plus importante encore, son présent.

Littéralement, des milliers de jeunes Canadiens ont passé leurs années d'école primaire à accumuler, sur leur monde et leur société, des bribes d'informations complètement désincarnées et détachées de leur milieu immédiat. Bien des enfants sortent de l'école primaire sans rien connaître des aspects fondamentaux de la vie en société, sans avoir aucun sens de communion avec les personnes qui demeurent au-delà de leur environnement immédiat et sans se douter de ce qu'ils ignorent. Par ailleurs, ce qu'ils ont appris durant la dernière année du primaire n'est qu'accidentellement rattaché aux études des années précédentes ou à celles qui suivront à l'école secondaire. Il n'est pas rare que les élèves qui entrent à l'école secondaire n'aient jamais étudié leur société de façon cohérente et progressive. Ils ont quelquefois acquis à l'école primaire un grand nombre de connaissances intéressantes sur toute une gamme de sujets mais ces connaissances sont rarement axées sur le développement de certaines attitudes et valeurs importantes susceptibles d'influencer leurs études ultérieures.

C'est au second cycle du primaire que l'on peut jeter les fondements des études du Canada, adaptées aux capacités des élèves de cet âge. Ceci permettrait non seulement de les préparer à des études ultérieures plus systématiques du Canada en tant que communauté politique mais aussi d'assurer une certaine cohérence et une progression dans des études ultérieures.

Il serait souhaitable que les élèves soient sensibilisés, en particulier, aux domaines suivants:

- la vie des communautés du Canada et du monde;
- le Canada en tant que communauté politique;
- le Canada dans la communauté mondiale;
- la participation active du citoyen;
- les compromis et les consensus;
- la représentativité politique.

Les dimensions de ces connaissances appropriées aux années en question sont indiquées ci-dessous.

La vie des communautés du Canada et du monde

Après avoir étudié leur propre communauté et son mode de fonctionnement, les élèves du primaire devraient commencer à étudier la vie dans ces communautés. Reste maintenant à savoir quelles communautés, question que se sont posée bien des spécialistes. Certains estiment que cela n'importe guère dans la mesure où les élèves auront l'occasion d'étudier des styles de vie et des cultures différents des leurs. D'autres estiment, au contraire, que les enfants devraient être exposés à une étude systématique des peuples issus de milieux physiques et culturels très divers du monde entier de façon qu'ils puissent se sentir intégrés à une communauté mondiale des peuples. C'est ainsi que les enfants étudient la vie en Norvège, en Egypte, en Grèce, en Irlande plutôt qu'au Canada.

Les élèves des écoles primaires canadiennes devraient avoir constamment l'occasion d'étudier les peuples de diverses communautés et de divers milieux physiques et, plus particulièrement, les communautés du Canada. Une telle démarche offrirait aux enfants le même échantillonnage de styles de vie et de milieux physiques et culturels que le ferait une approche plus mondiale mais avec les avantages de renforcer leur sens d'appartenance et de leur révéler, pour la première fois, la diversité de la société canadienne, notion fondamentale de l'étude du Canada. Les enfants qui vivent dans ou à proximité d'un centre urbain cosmopolite sont fort bien placés pour étudier directement certains aspects de la diversité culturelle.

Les dimensions de cette prise de conscience se développeront avec le temps et à la mesure de l'enseignement reçu. Ce qui importe, à cette étape de leur développement, c'est de sensibiliser les jeunes, où qu'ils demeurent, au fait qu'ils ont des choses en commun avec les autres habitants de ce pays vaste et varié. Les enfants des régions rurales pourront s'identifier un peu à leurs camarades des villes, ceux de l'Ouest avec ceux de l'Est, les francophones avec les anglophones et

avec ceux qui ne parlent ni l'une ni l'autre langue, les nantis avec les moins nantis, les nouveaux venus avec ceux dont les racines sont profondément implantées en ce pays. Les enfants du Canada devraient au moins commencer à connaître les autres enfants de façon qu'ils se rendent compte de la grande diversité du pays.

Dans l'étude des communautés canadiennes au primaire, il importera en particulier d'initier les enfants aux modes de vie des habitants de régions du Canada assez éloignées de la leur. Les élèves ne devront pas limiter leur étude à d'autres communautés adjacentes et similaires ou passer simplement de l'étude de leur propre communauté à celle d'autres communautés adjacentes, puis à celle de leur province et enfin à celle de leur région. En effet, des notions telles que les provinces et les régions gagnent à être étudiées par la suite dans un contexte différent. La méthode de "l'élargissement des horizons" ou méthode concentrique, si elle est logique et défendable du point de vue pédagogique, risque d'instaurer et de renforcer les attitudes et les valeurs que les études du Canada devront par la suite modifier et équilibrer. Les élèves qui vivent au centre du pays devront apprendre à connaître ceux qui habitent dans les régions côtières, les enfants de la région montréalaise doivent apprendre à connaître leurs semblables qui vivent dans le Grand Nord et les jeunes francophones élevés en milieu francophone doivent apprendre à connaître leurs camarades qui vivent en milieux cosmopolite ou anglophone.

L'approche des études communautaires que nous proposons ici peut être considérée comme exagérément ambitieuse. Cela dépendra de l'importance accordée à ces études. Si nous voulons qu'elles favorisent la compréhension pan-canadienne, il suffira d'introduire trois éléments dans l'étude de chaque communauté: comment vivent les gens de cette communauté? pourquoi vivent-ils ainsi? et en quoi sont-ils tributaires des habitants d'autres communautés?

Les élèves du primaire, avec ou sans enseignement, reconnaissent les différences entre les gens. Ils sont conscients des différences de fortune, de coutumes, de couleurs, d'intérêts pour n'en nommer que quelques-unes.

Il leur faut aussi apprendre à voir et à comprendre que tous les gens, en dépit des différences, ont et auront toujours des besoins, des espoirs et des intérêts communs, que ce soit dans le domaine de la nourriture, de l'habillement, de l'hébergement, des besoins récréatifs ou du besoin de s'exprimer. A la fin des années du primaire et dans divers cadres, les élèves en viendront à réaliser qu'ils ont beaucoup de choses en commun avec les autres, où qu'ils vivent et quel que soit leur mode de vie. On insistera sur ces questions au cours de ces années.

Les élèves devront aussi commencer à comprendre pourquoi les gens qu'ils étudient présentent des différences si évidentes. Ils apprendront qu'en dépit des traits communs, les gens qui vivent en différents endroits et à différentes époques expriment et satisfont leurs besoins de façons variées et que ces différences sont dues à des différences de ressources, de traditions, d'environnements et de formes d'expression. L'étude des autres, si elle est intéressante et valable en tant qu'exercice purement descriptif, doit cependant être axée en premier lieu sur la compréhension de ces similitudes et de ces différences. L'étude des peuples durant les années du primaire devra dissuader les enfants de penser que les gens qui ne sont "pas pareils" sont étrangers ou bizarres et que leur propre mode de vie est supérieur à tout autre. L'objectif principal des sciences humaines au primaire devra être, au contraire, le respect de la diversité.

Le Canada en tant que communauté politique

Il n'est pas nécessaire, à ce niveau, que les élèves entendent le terme "communauté politique", tel qu'il a été défini au chapitre 1. C'est cependant durant ces années que les enfants devront apprendre à percevoir le Canada en tant que communauté politique de tous les enfants canadiens. Sur la base de la perception de leur propre communauté locale en tant que réalité sociale immédiate, on pourra passer à une étude de milieux sociaux différents et étendus à l'échelle du pays; les enfants pourront et devront reconnaître le "Canada" comme un corps composé de petites communautés ou grou-

pements d'intérêts centrés sur le quartier, la région, l'origine ethnique, la religion, la langue, la profession, le statut économique et autres. Ils devront aussi commencer à reconnaître que toutes ces communautés existent dans le cadre de frontières géographiques reconnues et bien définies, qu'elles ont un certain nombre d'institutions en commun et qu'elles traitent leurs objectifs et leurs différends conformément à un ensemble de règles de conduite régissant la vie en société. C'est ainsi que, dans les faits sinon dans la forme, elles constituent une communauté politique.

Le Canada dans la communauté des nations

On pourrait penser, avec raison, qu'une préoccupation exclusive envers le Canada et toute chose canadienne durant le cours primaire serait par trop étroite et relèverait du chauvinisme. En fait, il serait même bon d'insister, dans les années subséquentes, sur le fait que les Canadiens ont été trop renfermés dans leur coquille, tellement préoccupés par des questions internes qu'ils n'ont pu replacer dans leur contexte les problèmes plus vastes tels que la faim, les droits de la personne et la pénurie d'énergie. Les élèves devront certainement apprendre à connaître les peuples lointains dans le temps et dans l'espace, mais ceci n'est aucunement incompatible avec l'apprentissage d'être Canadien. Par contre, avant de vouloir être "mondialiste", il faut s'assumer en tant que Canadien et être capable de découvrir un sentiment d'appartenance à la communauté canadienne. On sait bien que présentement le jeune Québécois est plus près de sa propre communauté; mais cela est-il conforme à l'identification à une société plus vaste? La prédominance du Canada dans les études primaires, si elle est équilibrée par des études dans d'autres domaines et à d'autres niveaux ainsi que par des influences extérieures à celles de l'école, ne risquera pas de nuire à une préparation adéquate de l'enfant à son rôle de citoyen du monde. En fait, une éducation primaire qui ne mettrait pas un certain accent sur la compréhension du Canada ne jouerait pas correctement son rôle vis-à-vis les enfants.

Participation à la vie civique

Les sciences humaines chez les 9-12 ans devraient être un prolongement de l'initiation à la vie civique entreprise durant les premières années du primaire. A un niveau supérieur, l'introduction des élèves à leur propre communauté peut être renforcée par une étude du fonctionnement des autres communautés avec lesquelles ils entreront en rapport durant ces années. La distinction entre les affaires publiques et les affaires privées, ou les affaires de certains groupes, pourra être poussée plus avant. La notion de controverse publique en tant que force positive et constructive pourra être abordée; l'importance du droit de vote sera renforcée. Ces années se prêtent également à un nouvel éclairage de la vie civique liée aux objectifs de l'étude du Canada.

Il conviendra alors d'aider les élèves à comprendre que les membres des communautés, grandes ou petites, se donnent des règles qui régissent la conduite de leurs affaires publiques, pour ainsi former divers types de gouvernements. Ils devront apprendre que toutes les communautés du Canada et du monde ne sont pas gouvernées de la même façon (ils pourront même comparer et opposer diverses formes de gouvernements). Ils verront qu'au Canada les membres d'une communauté locale établissent certaines de leurs règles (et lois) mais que d'autres règles et lois sont établies pour et par les gens d'autres communautés. Ils pourront apprendre également que, de nos jours, en certaines régions du monde et, pratiquement parlant, à un moment ou à un autre, des lois sont passées sans la participation des gens qui seront affectés par ces lois. Il est possible en effet d'aborder au niveau primaire des notions rudimentaires sur l'autorité de la loi par opposition à l'autorité d'une personne, notions fondamentales à la compréhension du système politique canadien ou de tout système démocratique.

Compromis et consensus

Les élèves du primaire (deuxième cycle) devront s'initier également aux notions de compromis et de consensus en tant que moyens de régler des questions impli-

quant des différences d'opinions entre des personnes lorsqu'il est nécessaire de prendre des décisions affectant tout le monde. Le mot compromis est trop souvent présenté comme une solution boiteuse à des différences d'opinions et le mot consensus, quand il est employé, a une connotation négative. Durant ces années de formation, les enfants verront que le compromis est un élément essentiel à toute vie sociale raisonnable et que, dans l'ensemble, c'est une solution très satisfaisante et très honorable dans les cas où les différences d'opinions sont importantes. Les enfants de cet âge sont tout à fait capables de considérer les solutions autres que les compromis, de reconnaître leurs mérites et de saisir le rapport entre l'autorité de la loi et les compromis.

De la même façon, pour que les enfants apprécient les notions d'égalité et de partage dans un contexte social, ils devront avoir l'occasion de considérer l'importance et la signification du consensus. Une fois qu'ils auront étudié plusieurs communautés canadiennes dont les modes de vie et les cadres sont différents, les enfants comprendront que la recherche de la solution acceptable par la plupart, sinon la totalité d'entre eux, est un bon moyen de respecter les droits et les intérêts de toutes les personnes et de toutes les communautés, même si le mode d'action le plus acceptable n'est pas entièrement satisfaisant pour toutes les communautés canadiennes données.

Le gouvernement représentatif

A ce niveau, les enfants pourront dépasser la notion de vote pour aborder deux idées fondamentales pour une éducation civique efficace: la notion de leadership et la notion d'une opinion publique bien informée. Les enfants de cet âge comprendront fort bien que les citoyens ne votent pas seulement sur des questions précises mais qu'ils votent aussi pour des personnes qui agiront en leur nom sur toute une série de questions d'ordre public. Des enfants très jeunes peuvent comprendre la notion de gouvernement même si celle-ci n'est pas présentée en ces termes. Ils peuvent même en faire l'expérience dans leurs propres classes pour en

dégager au moins les avantages et les limitations. Attendu que le principe de la représentation se situe au coeur de la vie politique au Canada, une initiation à cette idée dans plusieurs milieux est tout à fait appropriée à ce niveau.

Bien que plus ardue, la compréhension de l'influence de l'opinion publique est aussi très désirable et tout à fait réalisable. Les enfants apprendront que le droit de vote d'un citoyen exige que ce citoyen soit bien informé sur la question ou la personne en question. Cette compréhension débouche sur la nécessité pour tous les citoyens d'être actifs et de se tenir au courant des questions d'intérêt public, objectif légitime à l'école primaire.

Pour l'histoire et la géographie canadiennes

Une étude plus officielle, bien que préliminaire, de l'histoire et de la géographie du Canada dans son ensemble, à la fin du primaire, est un autre moyen d'initier les élèves aux études canadiennes même si certains spécialistes trouvent une telle approche trop difficile. Ces dernières années, deux arguments ont été invoqués pour remettre en question la validité de cette approche. Le premier a été que le Canada n'est en fait qu'une abstraction - un symbole - pour les jeunes personnes qui n'en ont pas fait l'expérience et que, par conséquent, le terme est dénué de sens pour eux. Le second est que la notion de temps et d'espace n'est pas très développée chez les enfants et que, par conséquent, tout ce qui date d'avant-hier entre dans l'histoire et tout ce qui intéresse demain est du domaine de "l'avenir"; le passé et le "distant" sont tout aussi dénués de sens pour eux.

Au premier argument, selon lequel le Canada ne serait qu'une abstraction incompréhensible, on pourrait rétorquer que les termes Ontario, Montréal ou Egypte sont tout aussi incompréhensibles pour les élèves du primaire. En fait, étant donné l'influence de la télévision, le Canada sera moins incompréhensible et plus familier que bien d'autres lieux ou termes. Quoi qu'il en soit, toute abstraction ne prendra son sens et ne sera personnalisée qu'avec le temps et moyennant un en-

seignement délibérément orienté dans cette direction. L'étude du Canada devra évidemment être précédée d'une étude des milieux locaux auxquels l'enfant pourra s'identifier personnellement; elle gagnerait à être complétée à la fin du primaire par la structure et le sens de succession que procure l'étude de l'histoire et de la géographie du Canada.

L'argument selon lequel le sens du temps et de l'espace est peu développé chez l'enfant est fallacieux si on en conclut que l'histoire et la géographie dépassent la capacité des élèves. L'histoire au niveau élémentaire peut jouer sur le sens de la continuité, sens qui est très développé chez l'enfant et qui fait le succès de toute bonne littérature enfantine. De même l'étude de la géographie offre une structure et aide les enfants à établir des relations spatiales. Il est évident que les toutes premières études des gens en société devraient être des études contemporaines; le sens de l'enchaînement, de la continuité, de l'espace et de longues périodes de temps viendra avec la maturité et l'enseignement. C'est un défi, mais un défi surmontable, pour les enseignants du primaire d'amener les enfants à ce point.

Il existe de bons manuels de géographie à l'intention des jeunes Canadiens. Nous entendons par bons manuels ceux qui sont destinés à faciliter la compréhension des liens entre le territoire et les habitants du Canada, ceux qui donnent un sens du Canada dans sa totalité supérieure à la somme de ses parties, ceux qui insistent sur les rapports spatiaux entre le Canada et le reste du monde.

Il est plus difficile de trouver des livres d'histoire au niveau primaire qui rendent justice au développement du Canada. Cette difficulté est en partie due au fait que les différentes régions du Canada ont une histoire entièrement différente. Le Canada atlantique, le Canada central, le Canada de l'Ouest et le Nord canadien ont commencé et ont évolué de façon entièrement différente et, s'il est possible d'établir des corrélations, il arrive souvent, lorsqu'on retrace l'histoire canadienne, que l'on insiste trop sur une partie de l'histoire.

La difficulté se trouve encore exagérée par le fait que les histoires canadiennes pour enfants tendent à suivre la voie tracée par les historiens canadiens et à accorder une grande importance au développement politique et constitutionnel du pays. L'histoire constitutionnelle est dépourvue de l'aspect humain, du piquant et de l'action qui devraient caractériser les études primaires au deuxième cycle. Sans minimiser son importance, il faut dire que l'histoire politique et constitutionnelle n'est tout simplement pas appropriée à l'école primaire. Cependant, une histoire sociale du Canada qui raconte comment les modes de vie des Canadiens ont évolué, une histoire qui mette l'accent sur les individus et sur les groupements au Canada et sur l'évolution de leurs modes de vie, est tout à fait appropriée au second cycle. Une telle histoire, peuplée d'épisodes poignants, est importante à ce niveau; elle peut aussi former le cadre dans lequel les événements politiques et constitutionnels pourront être examinés et compris dans les années ultérieures.

L'histoire définitive du Canada n'a pas été et ne sera pas écrite; une histoire du Canada à l'intention des enfants, généralement acceptée dans tout le pays, n'est pas près d'être écrite non plus. Néanmoins, une histoire qui insisterait sur les différentes voies par lesquelles les Canadiens sont parvenus à l'époque actuelle est un moyen de développer une meilleure conscience de la complexité de l'espace canadien.

Dans ce contexte, il semble important d'entreprendre une étude de l'histoire et de la géographie du Canada durant les dernières années du primaire. Une telle étude, qui porterait surtout sur les dimensions sociales et physiques de ces disciplines plutôt que sur leurs dimensions constitutionnelles et "scientifiques", fera beaucoup pour préparer les élèves à l'étude de la première composante de l'étude du Canada: l'environnement canadien.

Pour une éducation civique nouvelle par opposition à une éducation civique traditionnelle

Le développement de l'éducation civique n'exige pas qu'elle soit officielle; en fait, l'étude des struc-

tures et des canaux officiels du gouvernement n'est pas souhaitable à ce niveau. Il existe d'autres méthodes plus adaptées au niveau primaire. La première consiste à miser sur la présentation des affaires publiques à laquelle pratiquement tous les enfants sont exposés grâce à la télévision, pour ne pas mentionner la radio et les journaux; les enfants peuvent tirer profit des discussions, des débats et des analyses des affaires publiques présents dans les informations. L'autre méthode consiste à étudier les affaires publiques dans le cadre de leur propre communauté. Les questions locales majeures ou mineures sont pour les enfants de bonnes occasions d'analyser les attitudes et les conduites politiques dans un cadre familier. Une troisième méthode, pour familiariser les enfants avec leurs devoirs de citoyens et leur donner les compétences nécessaires à l'exercice de ces devoirs, consiste à tirer parti des situations du vécu quotidien qui impliquent des décisions et des choix dans le cadre d'un groupe. A la maison, ils sont soumis à des règles de conduite et partagent, au moins quelquefois, les décisions prises. A l'école et dans leur communauté, ils se trouvent à décider qui fera partie de telle ou telle équipe et comment les équipes seront choisies. L'analyse de telles situations politiques est pour l'enfant une occasion de prendre conscience de la notion de responsabilités de groupe et d'obligations sociales, ce qui a beaucoup plus de valeur que d'apprendre par coeur la liste des pratiques du gouvernement ou une série de concepts politiques abstraits ou encore de se pencher de façon superficielle sur les coutumes de peuples éloignés dans le temps et dans l'espace. Grâce à une combinaison de méthodes de ce type, les enfants du primaire comprendront que la participation à la vie civique n'est pas associée exclusivement avec des gouvernements lointains et de vastes institutions impersonnelles mais aussi avec leur propre vie quotidienne.

La préparation à l'étude du Canada

Les sciences humaines au primaire n'ont pas pour but de préparer les enfants à des études ultérieures plus complexes. Elles se justifient en elles-mêmes et sont

conformes aux capacités des jeunes enfants et compatibles avec les objectifs des autres disciplines à ce niveau. Cependant, si le contenu des sciences humaines à ce niveau était choisi de manière à refléter le fait que les enfants font partie d'une société canadienne distincte et seront tenus de participer activement aux affaires publiques de cette société en tant qu'adultes, les élaborateurs des programmes et les enseignants pourront réaliser en même temps les objectifs généraux des sciences humaines au primaire et commencer la préparation de programmes d'éducation civique dans leur propre société ou communauté.

A la fin du cours primaire, les enfants auront un plus grand sentiment d'appartenance avec non seulement leurs proches mais aussi avec d'autres jeunes habitants des régions les plus diverses du pays. Ils seront initiés autant à l'espace qu'à l'histoire du Canada tout en s'ouvrant à la participation civique locale et régionale. Cette approche plus globale de l'étude du Canada ne contredit pas les études locales ou régionales en autant que celles-ci débouchent sur une conception d'ensemble de l'espace canadien.

Après cette initiation à l'étude du Canada, les enfants seront mieux préparés à aborder plus systématiquement les grandes composantes de la réalité canadienne.

Chapitre 3

L'étude de l'environnement canadien

Structure des études secondaires

Nantis d'une bonne base en éducation civique et d'un début de compréhension de la diversité canadienne (acquis durant les années du primaire), les étudiants pourront aborder la première étude complète du Canada lorsqu'ils entreront au secondaire. Attendu que toutes les provinces du Canada n'organisent pas leur système scolaire de la même manière, il est difficile de proposer un niveau ou un âge précis pour cette étude. Dans les provinces qui divisent le niveau secondaire en un 1er et un 2e cycles, cette étude pourrait se faire au 1er cycle; au Québec, elle se situera au 1er cycle; en Ontario, elle se fera durant les années dites "intermédiaires". Dans les provinces où les niveaux scolaires sont moins bien définis, cette étude sera abordée durant la 7e ou la 8e année.

Comme nous l'avons indiqué au chapitre 1, la compréhension du Canada dans son ensemble exige que l'on envisage l'étude du Canada comme autre chose qu'une série d'histoires séparées mais reliées entre elles. Autrement dit, la méthode d'étude du Canada consistant à faire un peu d'histoire, un peu de géographie, un peu de sciences politiques, un peu d'économie et un peu de sociologie, a fait la preuve de sa faiblesse; si elle examine uniquement le Canada sous l'angle de plusieurs disciplines, elle n'est pas susceptible de donner aux étudiants un sens de la totalité. De même les adolescents du secondaire, qui étudient le Canada à la lumière d'une série de thèmes interdisciplinaires, se sont heurtés à bien des difficultés: une étude complète et raisonnable du Canada exige en effet non seulement l'étude de certains thèmes mais aussi une analyse du rapport qui existe entre ces thèmes.

Les méthodes d'étude du Canada en usage dans les écoles secondaires doivent être renouvelées. Les histoires du Canada insistent généralement sur les questions constitutionnelles aux dépens des autres dimensions importantes de l'histoire canadienne, sans parler du manque de temps presque universel pour aborder les

questions contemporaines qui intéressent le plus les étudiants. Trop peu d'étudiants du secondaire ont eu l'occasion d'étudier systématiquement l'économie canadienne sous prétexte que cette discipline est trop complexe (ou que les enseignants ne la connaissent pas assez bien). L'étude de la politique canadienne se résume généralement à un paragraphe au chapitre de l'histoire canadienne et est habituellement réduite à une analyse aride de la structure des gouvernements et de certains organigrammes, de peur qu'elle ne tourne à la controverse.

L'introduction des études multiculturelles dans diverses régions du Canada anglais a été des plus populaires dans les années 1970. En fait, les cours sur le multiculturalisme se sont souvent transformés en une série d'études ethniques (ou d'études de l'ethnicité de certaines régions du Canada) qui n'ont fait que renforcer, plutôt qu'équilibrer, les forces ethnocentriques qui prévalent si souvent au Canada. Aussi, l'accent mis sur les études multiculturelles ou ethnocentriques a presque invariablement exagéré l'importance du caractère ethnique du Canada aux dépens de thèmes tout aussi importants, bien que moins en vogue, tels que les relations du Canada avec les Etats-Unis, les disparités économiques régionales ou les relations entre le fédéral et les provinces.

La meilleure illustration de cette situation est indéniablement la préoccupation pratiquement nationale, depuis 1970, de la survivance politique du Canada face à la perspective de l'indépendance du Québec. Pendant les générations précédant 1970, les écoles anglaises de la plus grande partie du Canada ont fait preuve d'une indifférence presque totale envers l'étude de la société québécoise et des francophones hors du Québec sinon pour leur témoigner une curiosité passagère. Quant aux écoles françaises du Québec, elles n'ont guère prêté attention au reste du Canada sinon dans la perspective des relations entre le gouvernement du Québec et le fédéral. Peu après la victoire électorale du Parti Québécois en 1976 et à la suite de nombreux appels à l'unité nationale, les études québécoises, sous une forme ou sous une autre, gagnèrent en popularité dans

bien des écoles anglaises du Canada. Par contre, au Québec, beaucoup d'enseignants d'histoire et de géographie se comportent souvent comme si le Québec était complètement seul en Amérique du Nord et n'avait aucun lien politique et économique avec le reste du Canada. Sans vouloir minimiser l'importance de la question nationale au Québec, il est clair que, faire des problèmes du Québec et du Canada l'essentiel de l'étude du Canada, serait déformer la réalité globale canadienne et mépriser certaines questions aussi très importantes aux yeux de certains Canadiens: l'aliénation de l'Ouest par rapport au Canada central, par exemple, ou l'avenir du Grand Nord, ou l'impact de la croissance massive des bureaucraties gouvernementales.

Face à ces approches fragmentées et partielles de l'étude du Canada au secondaire et dans la ligne du type de programme de sciences humaines au primaire proposé au chapitre 2, la question fondamentale est la suivante: comment les études du Canada au secondaire devraient-elles être organisées pour présenter un tableau complet du Canada et éviter certains déséquilibres qui ont résulté des approches par trop disciplinaires ou thématiques?

Le chapitre 1 privilégiait une approche globale de l'étude du Canada au secondaire. L'argument était le suivant: la société canadienne devrait tout d'abord être considérée comme un environnement total; en conséquence, le premier cours du secondaire sur le Canada devrait être l'environnement canadien. Après un examen des caractéristiques de cet environnement bien particulier, les étudiants devront avoir l'occaison de comprendre les caractéristiques essentielles des divers systèmes que le Canada s'est donnés pour permettre à la société canadienne de fonctionner dans le cadre de cet environnement. Le second niveau de l'étude du Canada, au secondaire, sera donc le système politique et le système économique canadiens. Une fois qu'ils auront compris ces deux aspects, les étudiants procéderont à une étude des questions d'ordre public qui leur permettra d'appliquer leurs connaissances de l'environnement canadien et des systèmes politique et économique. Cette approche permettrait de surmonter certaines des

faiblesses importantes des études du Canada au secondaire.

Les composantes de l'environnement canadien

Nous proposons donc de commencer par un cours sur l'environnement canadien échelonné sur toutes les années du secondaire. Il importe de souligner que le terme environnement recouvre ici l'ensemble des caractéristiques physiques, sociales et culturelles du Canada prises dans leur totalité. En termes généraux, le cours sur l'environnement canadien serait centré sur les caractéristiques fondamentales du Canada présentées au chapitre 1; on étudierait ces caractéristiques dans un cadre contemporain mais aussi dans une perspective historique et on insisterait sur le caractère interdépendant de ces caractéristiques. La synthèse de cette étude serait une vue de la nature de la société canadienne dans son ensemble, le produit de l'ensemble des traits fondamentaux de l'environnement canadien et de leur interaction. L'objectif général de toute cette étude consisterait à aider les étudiants à se donner une vue d'ensemble du caractère de la société canadienne, des forces qui l'ont façonnée et des institutions qui l'ont soutenue.

Dans cette perspective, l'environnement canadien peut être considéré comme ayant deux grands éléments: 1) les caractéristiques fondamentales du Canada en elles-mêmes et leur rapport entre elles; et 2) les conséquences de ces caractéristiques et de leur interpénétration pour la société canadienne. Les élèves commenceront leur étude de l'environnement canadien avec une analyse de la première caractéristique de la société canadienne; chaque caractéristique successive sera ensuite examinée à la lumière des précédentes. Pour finir, une fois que toutes les caractéristiques et leur rapport auront été examinés, les élèves se demanderont ce que l'ensemble de ces caractéristiques et de leur rapport révèle sur le caractère du Canada: ce qui fait du Canada une société distincte, comme toute autre communauté politique est distincte.

Compréhension de l'environnement canadien

1. *Le Canada est un pays nordique, vaste et divisé régionalement.*

L'étude de la situation septentrionale, de la taille et des divisions du Canada peut être abordée sous plusieurs angles, mais il importe de ne pas croire que les élèves connaissent déjà le sens de ces termes. Une étude de la variété des conditions climatiques et de la végétation au Canada pourrait, par exemple, être un point de départ utile pour comprendre la diversité physique du Canada et cette étude permettrait de mieux comprendre la signification des termes vaste, nordique et divisé en régions.

Cependant, il importe encore davantage de comprendre les effets de ces caractéristiques sur le mode de vie des résidents de diverses parties du Canada. Pour comprendre l'influence de la situation septentrionale du Canada, les élèves pourront, par exemple, étudier en quoi les différences climatiques influencent le style de vie des résidents de Yellowknife par rapport à celui des habitants de Trois-Rivières. Ils pourront aussi comparer le mode de vie au Canada avec celui des pays jouissant d'un climat plus chaud tels que les Antilles, la Grèce ou d'autres pays plus familiers. Ces études aideraient les élèves à comprendre que le lieu d'habitation influence relativement le mode de vie, le mode de pensée et les valeurs; ici, il ne faudrait pas tomber dans le déterminisme simpliste.

Bien que la compréhension de la "nordicité" du Canada dans son ensemble représente le coeur de l'étude, il serait bon que les élèves de tous les coins du Canada en profitent pour réfléchir aux modes de vie passés et présents dans le Grand Nord, afin qu'ils puissent les comparer entre eux et y opposer les caractéristiques de leur propre mode de vie.

Dans une perspective historique, la situation septentrionale du Canada est renforcée par la conscience que le Nord reste un élément central de la mythologie canadienne bien que peu de Canadiens en soient conscients et, moins encore, y aient vécu - pas plus que la plupart des Américains ne vivent dans l'Ouest ou les Ecos-

sais dans les Highlands. Dans cette perspective, les origines européennes du Canada ne remontent pas, contrairement à ce qui est souvent suggéré, à Christophe Colomb et aux explorateurs venus du sud de l'Europe mais aux Vikings, à Cabot et à Cartier qui nous vinrent tous du nord de l'Europe. Leurs découvertes entraînèrent le développement du commerce des fourrures, entreprise essentiellement nordique exigeant l'établissement de comptoirs qui peuvent être considérés comme les précurseurs des centres urbains modernes. Les ultimes frontières de ce commerce correspondent assez précisément avec les frontières du Canada contemporain. La frontière internationale concorde bien, à l'exception de la Colombie, avec la ligne de partage des eaux qui sépare les rivières qui se jettent dans les océans du nord et celles qui se jettent au sud; elle sert aussi de ligne d'un certain partage climatique car elle traverse une masse de terre où le climat change rapidement.

L'originalité géographique du Canada, basée sur sa "nordicité", reflète la thèse dite "laurentienne" selon laquelle l'intégrité historique du Canada repose sur un vaste système d'échanges commerciaux qui a fini par s'étendre jusqu'à la côte ouest de l'Arctique et jusqu'au Pacifique. Cette unité historique se fonde elle-même sur l'unité géographique réalisée par la grande voie fluviale est-ouest, qui commence avec "l'Empire du St-Laurent". La thèse laurentienne, qui est l'une des hypothèses concernant le développement du Canada, pourrait être confrontée à d'autres thèses: celles qui sont associées avec le continentalisme (qui envisage le Canada comme un prolongement naturel vers le Nord d'un milieu physique et culturel dominant l'Amérique du Nord) et celle du marxisme (qui voit le Canada comme un arrière-pays exploité par des puissances impériales - à commencer par la France, puis la Grande-Bretagne et, enfin, les Etats-Unis).

Comprendre l'étendue du Canada ne veut pas seulement dire connaître le chiffre de sa population ou les mesures de sa superficie. La faible densité (relative) de la population totale du Canada importe beaucoup moins que la répartition de cette population. Tout comme son caractère septentrional, la taille du Canada

n'est pas facilement appréciée par la plupart des Canadiens qui demeurent dans des villes réparties dans un étroit couloir est-ouest de population adjacent aux Etats-Unis. Il est bien connu que 90% des Canadiens demeurent à moins de 325 km de cette frontière internationale. Le Canada habité est une version horizontale du Chili. Au-delà de la zone peuplée s'étendent les territoires presque inhabitables qui font l'immensité du Canada, une immensité que l'on n'apprécie que lorsqu'on se rend compte qu'il y a, entre Victoria et St-Jean (T.-N.), la même distance qu'entre St-Jean (T.-N.) et Varsovie et que l'Ile Pelée sur le lac Erié, notre point le plus au sud, est aussi loin de la côte nord de l'Ile Ellesmere que de l'Equateur.

L'une des conséquences de cette immensité est que de nombreux Canadiens n'ont jamais l'occasion de connaître d'autres Canadiens, ou d'autres régions du Canada, même au sein du couloir de population est-ouest. Le temps requis, la distance et les difficultés des voyages ont découragé les Canadiens qui vivent loin les uns des autres de se rencontrer fréquemment et de comprendre leurs préoccupations mutuelles. La promotion du tourisme d'est en ouest a été difficile, d'une part parce que les voyages vers le Sud ont été relativement simples et bon marché et, d'autre part, en raison de l'attirance des cultures plus enracinées de l'Europe pour les Canadiens de l'Est et de celles de l'Extrême-Orient pour les Canadiens de l'Ouest.

L'autre conséquence de l'immensité du territoire canadien est que le Canada dispose de beaucoup plus d'espace habitable que la plupart des autres pays. Historiquement, les étudiants devront comprendre que la taille du pays a rendu son édification "d'un océan à l'autre" des plus coûteuses. Les étudiants devront comprendre que le Canada est physiquement divisé en régions distinctes, ce qui est à la source de la diversité canadienne. L'identification des principales régions physiques (la région atlantique, les Grands Lacs, les basses-terres du St-Laurent, le Bouclier canadien, le Grand Nord, les plateaux de l'intérieur de l'Ouest et la région de la cordillère du Pacifique) sera le point de départ de l'étude. A partir de là, les étu-

diants examineront les caractères dominants de chaque région. L'identification des différences physiques au sein des régions, en particulier au sein de la région où réside l'étudiant, aura moins d'importance. Si les noms des provinces et des territoires du Canada et de leurs capitales n'ont pas beaucoup d'importance non plus à ce niveau, encore faut-il avoir un minimum de connaissances encyclopédiques. Les subdivisions politiques du Canada seront vues par la suite lorsqu'on étudiera les systèmes politiques canadiens; une introduction moins officielle aura d'ailleurs été faite au primaire.

Les étudiants devront comprendre que les divisions physiques du Canada sont en partie responsables de la diversité des perspectives et des intérêts de ses membres. Le Canada est, entre autres choses, une société aux perspectives et aux intérêts régionaux bien marqués. Les étudiants devront comprendre que les barrières physiques servent souvent de barrières sociales et que les habitants de chaque région ont été d'une certaine façon influencés par leur milieu physique. Ils devront comprendre, par exemple, que les caractéristiques physiques du Grand Nord par rapport à celles de la côte sud de la Colombie-Britannique expliquent les différences fondamentales de perspectives, d'habitudes et de valeurs entre les habitants de ces deux régions. Historiquement, ils pourront comprendre la désaffection des Canadiens de l'Atlantique envers le Canada central, conséquence du heurt entre deux types de priorités et de modes de vie.

Dans l'ensemble, l'étude des caractéristiques physiques et des différences régionales devrait aider les étudiants à comprendre que, bien que dans un sens le Canada soit politiquement un, au sens physique, il représente au moins six unités différentes.

2. *Le Canada a un grand éventail de ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables.*

Les étudiants devront comprendre que, par rapport à la plupart des autres pays du monde, le Canada est riche en ressources renouvelables et non renouvelables. L'étude initiale des ressources du Canada sera centrée

sur l'identification des régions riches en ressources. On attirera l'attention sur les implications de l'utilisation et de l'épuisement des ressources plutôt que sur la mémorisation des noms et des productions.

Les élèves devront aussi reconnaître que les ressources ont une définition culturelle; que la définition d'une ressource dépend des besoins, des attitudes, des objectifs et du niveau technologique des représentants d'une culture. Le pétrole, par exemple, n'était pas une ressource pour les populations autochtones de l'Alberta; la viande de bison en était une, par contre. La transformation de la prairie canadienne en une terre de cultures extensives, bien que son sol ait autrefois été considéré comme pauvre, est en grande partie due à des inventions techniques. Les autochtones, cependant, considérèrent avec stupéfaction les Européens qui labouraient impitoyablement le "Dry Belt" présageant, chose exacte, que cela était très mauvais pour le sol.

Les étudiants devront comprendre la différence entre les ressources renouvelables et les ressources non renouvelables; cette compréhension sera cependant approfondie par la suite dans l'étude du système économique canadien. Ils apprendront que bien des ressources de base telles que le gaz naturel, le pétrole et les minéraux, sont épuisables et qu'en conséquence la question de la préservation des ressources est, ou devrait être, une préoccupation majeure pour les Canadiens. Ils devront comprendre néanmoins que c'est l'exploitation de ces ressources qui a donné aux Canadiens ce niveau de vie que nous trouvons aujourd'hui tout naturel. Ils devront aussi comprendre que les gens qui ont le plus profité du développement des ressources du pays ne sont en général pas les habitants de la région où ces ressources ont été extraites; le développement des ressources a le plus souvent profité à d'autres Canadiens ou aux résidents d'autres pays. Une étude plus détaillée du dilemme conservation/exploitation peut être remise à plus tard mais les étudiants devront au moins être sensibilisés à ce problème au début du secondaire.

En résumé, les étudiants devront comprendre que le Canada est riche de ressources variées, que l'extrac-

tion et l'exploitation de ces ressources ont amélioré la qualité de la vie de nombreux Canadiens, mais pas partout au Canada, et que les ressources du Canada doivent être traitées avec sagesse si l'on veut qu'elles continuent à profiter aux Canadiens et aux autres peuples moins nantis du monde.

Une fois qu'ils auront étudié les deux premières caractéristiques de base du Canada, les élèves pourront établir des comparaisons entre elles. Ils observeront probablement que les ressources ne sont pas réparties également sur tout le territoire et qu'en conséquence certaines régions sont plus favorisées que d'autres. Ils pourront aussi étudier le rapport entre l'immensité du Canada et ses ressources en remarquant combien les ressources sont éloignées des grands centres de développement et de population. La construction de gazoducs pour le gaz naturel et l'exploitation hydro-électrique à la Baie-James sont des exemples de ressources dont l'exploitation est difficile et dispendieuse parce que le Canada est un pays nordique, vaste et divisé régionalement.

3. *Le Canada est un pays industrialisé, technologiquement avancé et fortement urbanisé.*

En termes généraux, les étudiants apprendront que le Canada était naguère une société essentiellement rurale, que la plupart des régions du pays se sont industrialisées au point que le Canada figure maintenant au rang des pays industriels occidentaux parvenus à l'ère des ordinateurs et de la technologie spatiale. Ils étudieront l'évolution du Canada qui, parti d'une économie reposant sur le secteur primaire, a développé ses industries secondaires et accusé, ces dernières années, une croissance importante dans le secteur tertiaire des industries de service. Une comparaison des professions des Canadiens à diverses périodes de l'histoire canadienne nous aiderait, par exemple, à illustrer certaines des conséquences du développement industriel et technologique pour le mode de vie de la plupart des Canadiens.

Les étudiants comprendront que l'industrialisation et les progrès techniques au Canada et dans d'autres régions du monde ont été accompagnés par une urbanisation

croissante. Une analyse de la croissance urbaine et du déclin proportionnel de la vie rurale illustrera le phénomène de l'urbanisation. Les étudiants considéreront aussi certaines des raisons majeures de ce fait: débouchés plus importants sur le marché du travail dans les endroits où les industries et les services sont établis, disponibilité des services sociaux dans les centres de concentration de population, etc.

Bien que les étudiants doivent par la suite étudier en profondeur les principales conséquences de l'industrialisation, de l'urbanisation et des progrès technologiques, ils devront examiner aussi la variété des styles de vie du Canada contemporain: rural et urbain, industriel et pré-industriel, technologique et pré-technologique. Ils apprendront à évaluer les avantages et les inconvénients plutôt qu'à porter des jugements hâtifs sur différents modes de vie. On les encouragera avant tout à établir des rapports entre le mode de vie et les facteurs qui ont influencé ou entraîné ce mode de vie.

Les étudiants apprendront que la croissance industrielle exigea de gros changements sociaux lorsque le Canada se convertit en une société urbaine. En 1880, par exemple, un quart seulement de la population canadienne demeurait dans des villes; en 1920, la moitié de la population était citadine et le nombre effectif de citadins avait quadruplé. Ceci était dû à un phénomène que l'on peut observer dans les pays en voie de développement de nos jours: l'attraction de la vie urbaine et le désir d'échapper au milieu rural qui apparaît surtout idyllique à ceux qui ne le connaissent pas. Cette croissance entraîna aussi un besoin soudain de nouveaux services - transport, sanitaire, eau, santé, protection policière et contre les incendies, etc. - que la plupart des Canadiens trouvent maintenant tout naturels.

Il conviendra maintenant d'établir des correspondances entre les trois caractéristiques fondamentales du Canada étudiées jusqu'ici. Les étudiants observeront que l'industrialisation du Canada a été beaucoup plus prononcée dans le sud du pays que dans le nord; ils verront que l'industrialisation est loin d'être

égale dans les diverses régions du pays, que l'industrialisation n'aurait pas été possible, du moins au rythme où elle s'est produite, sans l'extraction et l'utilisation de ressources et que le développement de la technologie (surtout dans le domaine des transports et des communications) a réduit les problèmes causés par l'immensité du pays. Ils verront que certaines technologies (dans le domaine hydro-électrique et dans celui de la pâte à papier par exemple) ont été particulièrement adaptées aux ressources canadiennes.

4. *Le Canada est un pays culturellement diversifié, multi-ethnique, formé par deux groupes linguistiques et culturels dominants.*

Le grand objectif de l'étude de cette caractéristique fondamentale du Canada sera la compréhension du développement et de la composition culturelle de la société canadienne et de ses caractéristiques ethniques et culturelles actuelles.

Les étudiants devront comprendre que les habitants originels de ce qu'on appelle maintenant le Canada sont les Inuit et les Amérindiens, que leur mode de vie était très différent de celui des Européens qui vinrent s'installer ici et que cette priorité historique a entraîné une controverse concernant leur statut.

Les étudiants devront comprendre que les peuples originels du Canada ne doivent pas être considérés comme un ni même deux groupes culturels; ils apprendront au contraire que les Inuit et les Amérindiens avaient des styles de vie et des valeurs très distincts qui ont beaucoup de caractéristiques en commun. Les étudiants non indigènes devront s'initier aux modes de vie, aux coutumes et aux habitudes des autochtones dans le contexte de l'environnement physique dans lequel ils vivaient au Canada.

Il est probable que la plupart des étudiants canadiens auront déjà étudié les Inuit et les Amérindiens traditionnels dans un cours préalable; il n'est pas nécessaire que les étudiants étudient les cultures indigènes contemporaines pour apprécier les difficultés que ces peuples ont connues pour essayer de préserver leur mode de vie face à l'hostilité, l'indifférence ou l'ar-

rogance des Canadiens de souche européenne. Une analyse des conflits de priorités et de valeurs entre les peuples indigènes et les autres Canadiens devra encourager le respect du développement et de l'expression culturels des Inuit et des Amérindiens.

Les étudiants devront comprendre que les Amériques - et le Canada en particulier - ont été colonisées par des nations européennes et qu'en conséquence les Français et les Anglais sont devenus les groupes linguistiques et culturels prédominants du Canada contemporain. Une étude des rapports historiques entre Anglais et Français, et entre ces deux peuples et les Amérindiens, tout au long de l'histoire du Canada, devra déboucher sur le fait que les différences de cultures, de langues et de valeurs ont été une source permanente de tensions au sein du Canada. Il importe de comprendre qu'il n'est pas nécessaire d'étudier dans les détails toute une série d'incidents et de conflits pour comprendre ce point important.

Les étudiants devront comprendre que, depuis la fin du XVIII^{e} siècle, l'influence anglaise au Canada a été beaucoup plus prononcée que l'influence des Français ou des autochtones, bien que cela ne soit pas vrai dans toutes les régions du Canada,comme au Québec par exemple. Ils se rendront compte que le commerce, l'industrie, les traditions juridiques, les institutions politiques et les valeurs sociales dominantes au sein du Canade sont enracinés dans la tradition britannique. Ils verront que les Canadiens de souche française et de souche anglaise n'ont pas bénéficié de chances égales d'autoréalisation et d'expression sociale et économique. Ils sentiront que ce facteur a constamment été une source de frustration et d'irritation pour les Canadiens français et une source de malentendus et d'hostilités pour les Canadiens anglais.

Les étudiants n'ont pas besoin d'une analyse systématique et détaillée de l'histoire constitutionnelle du Canada. Ils devront cependant apprendre que les relations franco-anglaises au Canada ont été influencées par des lois et des accords constitutionnels qui reconnaissaient l'existence de deux grands groupes culturels au Canada et qui essayaient de régler les rapports entre

ces deux groupes. Ils devront considérer ces lois et ces accords comme une succession de tentatives humaines et imparfaites pour résoudre des problèmes très réels entre divers groupements au sein d'une même communauté politique.

Les étudiants ne devront cependant pas voir les relations franco-anglaises au Canada uniquement comme une série de conflits et de désaccords. Ils verront qu'au niveau individuel les rapports ont souvent été excellents et empreints de respect mutuel. Au niveau politique, il y a eu coopération même s'il y a eu désaccord; les échanges entre les deux groupes ont aussi souvent été constructifs. Cependant, il ne faudra pas cacher aux étudiants que la réalité des relations franco-anglaises a été plus souvent caractérisée par la discorde que par la compréhension mutuelle; ils devront comprendre que les Canadiens français, fiers de leur patrimoine, sont préoccupés par leur survivance. Ils devront comprendre que les Canadiens français ne se sont jamais considérés comme une simple minorité ethnique au Canada. Ils devront aussi savoir que les Canadiens anglais sont tout aussi fiers de leur héritage, qu'ils ont toujours pensé que leur contribution avait profité à tous les Canadiens et qu'ils ne se sont jamais considérés comme des oppresseurs.

Attendu que les relations franco-anglaises sont au coeur de la compréhension du développement du Canada, on encouragera les étudiants à se demander: comment aurais-je réagi dans cette situation si j'avais été Canadien anglais? comment aurais-je réagi dans cette situation, si j'avais été Canadien français? Ils pourront aussi se demander: comment aurais-je réagi dans cette situation si j'avais été Inuit ou Amérindien?

Les étudiants devront voir le Canada contemporain comme une société multi-ethnique. Ils devront se rendre compte qu'il y a, au Canada, des gens qui ne sont ni francophones, ni anglophones, ni autochtones et que ces gens-là, comme tous les autres, cherchent à préserver leur patrimoine tout en contribuant au bien-être général de leur nouvelle patrie. Ils devront apprendre qu'à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} siècle, une vague d'immigration de presque toutes les

régions du monde a déferlé sur le Canada et qu'en conséquence la division des cultures canadiennes en culture française, culture anglaise et culture autochtone a perdu un peu de son sens et est même devenue à l'occasion trompeuse. Ils pourront, pour illustrer ce fait de façon saisissante, étudier les diverses vagues d'immigration et, en particulier, l'ampleur et la diversité de l'immigration des trente dernières années.

Une étude de la diversité culturelle et des patterns d'immigration au Canada devra toucher le phénomène important de l'immigration récente de francophones de tous les coins du monde. Ils devront reconnaître que le "Canada francophone" et le "Canada anglophone" ne sont pas deux groupes homogènes mais qu'ils présentent de profondes différences de même que des caractéristiques communes. Ils devront aussi reconnaître que bien des Canadiens ne se considèrent ni comme des Canadiens français ni comme des Canadiens anglais ni comme des autochtones mais qu'ils n'en veulent pas moins être reconnus - et méritent de l'être - comme tout aussi Canadiens que les autres.

Pour enrichir la compréhension du développement de la diversité culturelle au Canada, les élèves devront être sensibilisés aux difficultés rencontrées par les personnes venues s'installer dans un nouveau pays; ils analyseront les problèmes posés par l'acquisition d'une nouvelle langue, la familiarisation avec des coutumes et des pratiques étrangères à leur culture, le fait d'être considérés comme étranges et étrangers et les efforts pour maintenir leur dignité face à la discrimination.

Les relations franco-anglaises, le multiculturalisme, les droits des autochtones et autres questions d'ordre culturel ne devront être considérés que comme une des dimensions importantes de cette caractéristique fondamentale de la société canadienne. Toutes les autres dimensions de cette caractéristique méritent d'être étudiées si l'on veut se donner une perspective juste de la diversité culturelle au Canada. Par ailleurs, il convient de rappeler que la diversité culturelle ne représente qu'un des traits de la diversité canadienne totale.

Après avoir étudié plusieurs aspects de la composition culturelle du Canada, les étudiants pourront lier cette caractéristique du Canada à celles qui ont été étudiées précédemment. Ils pourront, par exemple, voir que l'immigration a été surtout confinée au sud du Canada et qu'en conséquence les tensions dues à la multi-ethnicité n'ont historiquement pas affecté le Grand Nord bien que les récents conflits des valeurs culturelles dans cette région intéressent tous les Canadiens. Ils pourront aussi observer les différences marquées dans la composition culturelle des diverses régions du Canada et la répartition inégale de la population selon l'origine ethnique, à l'échelle du pays. Dans ce contexte, les étudiants comprendront pourquoi les relations franco-anglaises et le multiculturalisme sont bien différents au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Ontario ou encore dans l'ouest du Canada et dans le reste des provinces atlantiques. Ils commenceront à comprendre pourquoi la promotion du multiculturalisme au Canada est accueillie de façon positive dans l'Ouest et dans certaines régions de l'Ontario, avec inquiétude au Québec et avec un certain détachement dans une grande partie des provinces atlantiques.

Les étudiants pourront aussi se demander si les débouchés économiques ont été à la portée des Canadiens de toutes origines. Ils pourront étudier les problèmes de l'emploi pour les nouveaux arrivants au Canada. Ils pourront aussi voir dans quelle mesure des débouchés économiques nouveaux se sont présentés pour les Canadiens d'une génération à l'autre.

Les étudiants pourront se pencher sur le rapport entre l'urbanisation et la diversité culturelle. Ils verront que la plupart des centres culturels canadiens sont multiculturels, que les conflits entre les groupes culturels et la discrimination ouverte envers les représentants de certains groupes culturels font partie de la réalité canadienne contemporaine.

5. *Le Canada est un pays confronté à de multiples influences économiques, politiques et culturelles extérieures.*

L'étude de cette caractéristique du Canada devrait

aider les étudiants à comprendre que le Canada n'est pas et n'a jamais été une société isolée; ils se rendront compte que le Canada a toujours été influencé par des événements échappant à son contrôle et extérieurs à ses frontières, qu'il a souvent influencé des événements extérieurs et qu'il fait partie d'une communauté mondiale complexe et interdépendante. Les événements survenus récemment au Québec, par exemple, ont conduit à des efforts de collaboration culturelle avec les pays francophones du monde. Les liens historiques avec le Royaume-Uni se sont développés tant au sein du Commonwealth que dans notre association particulière avec les pays des Antilles, d'Afrique et d'Asie. Les liens économiques et autres avec le Japon, la Chine, l'Union soviétique, l'Europe de l'Ouest et l'Amérique latine ouvrent des perspectives permettant de contrebalancer une préoccupation exclusive envers les faits purement canadiens.

Les étudiants devront comprendre que la vie au Canada a été influencée par des facteurs européens et que, d'autre part, le Canada a adopté toute une série d'influences étrangères au contexte canadien. Une étude de l'héritage colonial du Canada permettra d'illustrer de façon saisissante l'exposition du Canada à un certain nombre d'influences politiques, économiques et culturelles. Les étudiants saisiront par la suite les origines des traditions politiques du Canada; une étude des influences artistiques pourrait être intéressante à ce niveau.

Un des aspects de cette question est très important: l'exposition du Canada aux Etats-Unis. Il est à remarquer en effet qu'en dépit de son immensité le Canada n'a qu'un voisin terrestre, ce qui le force à se tourner du côté des océans pour établir des liens avec d'autres nations. Les Etats-Unis sont automatiquement devenus le point de repère des Canadiens. On a même dit que la position du Canada en Amérique du Nord a poussé les Canadiens à déverser leur négativité vis-à-vis des autres nations sur ce seul pays, attendu que le Canada n'a pas de frontière contiguë avec d'autres pays. Il convient de noter également que deux sociétés de cette taille ont des centres de population

et des centres économiques contigus; si, comme on l'a pensé pendant un temps, La Nouvelle-Orléans était devenue la grande métropole américaine au lieu de New York, l'histoire canadienne (et celle des Etats-Unis) aurait été bien différente. La sensibilité canadienne aux influences américaines (comme par exemple les valeurs culturelles que véhicule la télévision) en est l'exemple le plus frappant. L'existence et l'influence de sociétés multinationales américaines dans l'économie canadienne constituent aussi une illustration économique très évidente. De la même façon, le fait que le Canada ait participé activement aux grands accords de défense des Etats-Unis pourrait illustrer l'importance de l'exposition aux Etats-Unis.

Les étudiants devront faire au moins une analyse préliminaire des avantages et des inconvénients de la participation à la communauté mondiale. Bien qu'une étude détaillée de l'histoire des investissements étrangers au Canada ne soit pas appropriée ici, les étudiants devront savoir que bien des avantages économiques dont jouissent les Canadiens à l'heure actuelle n'auraient pas été possibles sans les investissements étrangers. Il n'est pas nécessaire d'étudier systématiquement l'histoire coloniale britannique; les étudiants devront cependant avoir conscience de l'influence de la Grande-Bretagne sur la vie commerciale et les valeurs politiques du Canada entre autres choses. Il n'est pas nécessaire non plus d'étudier en détail le Régime français pour comprendre le mode de vie des "Canadiens" en Nouvelle-France. Une étude de l'immigration européenne vers l'Ouest canadien donne l'occasion de comprendre que le Canada contemporain a été façonné par un ensemble de peuples.

Les événements mondiaux les plus récents offrent des exemples contemporains de l'interdépendance du Canada. Le Canada a toujours été une nation commerçante, actuellement très vulnérable aux influences du marché mondial. La production canadienne réservée à l'exportation a généralement trouvé des marchés tout prêts; elle se heurte maintenant à une concurrence beaucoup plus sérieuse non seulement de la part de ses anciens concurrents mais aussi de la part des pays en voie de

développement. La capacité concurrentielle du Canada sur le marché international est largement influencée par le coût de la main-d'oeuvre et de la productivité. Les producteurs canadiens se heurtent à la concurrence plus sérieuse des produits importés et la protection des marchés canadiens pour les producteurs domestiques est une question constamment débattue.

La nature exposée du Canada ne peut être mieux illustrée que par la participation canadienne aux deux guerres mondiales. L'analyse de cette participation éclairera le rôle naissant du Canada sur le plan international, les relations internationales et leur rapport avec le développement du Canada en tant que nation. Economiquement et politiquement, ces deux guerres ont contribué à la maturation nationale et à la création de tensions internes; elles ont fait la preuve de la vulnérabilité du Canada face à des événements et à des politiques extérieurs sur lesquels le Canada n'a aucun pouvoir.

Les étudiants reconnaîtront aussi que les Canadiens ont apporté leur pierre à l'édifice international bien que notre pays n'ait jamais été une grande puissance mondiale. La position du Canada en période de crise internationale, la reconnaissance internationale des artistes et savants canadiens, le rôle pacifique du Canada et la participation canadienne aux organismes internationaux pourront illustrer l'influence canadienne dans la communauté mondiale. Si le Canada vit actuellement une crise d'identité, on ne peut douter de la réalité du Canada sur la scène mondiale.

L'établissement de rapports entre cette caractéristique fondamentale et celles qui ont été étudiées précédemment ne devrait pas poser de problèmes. La "nordicité" du Canada est partagée par plusieurs nations du monde et permet des comparaisons. L'utilisation des ressources du Canada est une question qui a tout autant d'importance sur le plan international que sur le plan intérieur. Le statut industriel et technologique du Canada est très lié à son rôle économique international. L'aptitude du Canada à résoudre les tensions internes entre les régions et les groupes culturels est un sujet qui préoccupe véritablement les partenaires internatio-

naux du Canada. Le caractère biculturel du Canada explique bien pourquoi la politique étrangère a toujours été un sujet de controverse en temps de crise internationale.

Illustration des rapports entre les caractéristiques de base

Une fois que toutes les caractéristiques fondamentales auront été étudiées et que leurs rapports entre elles auront été établis selon les indications ci-dessus, il serait bon que les étudiants analysent les problèmes contemporains qui illustrent ces rapports. La construction d'un oléoduc dans le Grand Nord pourrait être vue de façon à aider les étudiants non seulement à comprendre le débat mais aussi à apprendre à établir des rapports. Il ne s'agit pas d'enseigner cet exemple, il n'est présenté que pour illustrer la gamme de rapports éventuels qui pourraient être établis dans l'étude de toute question importante.

La discussion d'un oléoduc attire immédiatement l'attention sur les ressources naturelles du Canada - l'emplacement des réserves de pétrole et de gaz naturel, l'existence d'autres sources d'énergie telles que l'uranium, le charbon et l'énergie hydro-électrique. Le fait qu'une grande partie des réserves de pétrole et de gaz est située dans l'Arctique, soulève la question de l'équilibre écologique délicat du Grand Nord et le souci de protection de l'environnement physique. Le fait que le Canada est un pays industrialisé, soulèvera la question des diverses technologies qui pèsent sur les ressources énergétiques du pays. L'immensité du pays et les problèmes de transport qui en découlent, sa situation géographique unique et son long et froid hiver, la concentration de la population dans quelques grandes villes, un certain style de vie impliquant des vacances d'hiver au soleil ou les fins de semaine au chalet ou encore la prolifération des véhicules récréatifs et des bateaux à moteur illustrent de façon saisissante le fait que les Canadiens sont les plus grands utilisateurs per capita de pétrole et de gaz naturel dans le monde.

Une étude consciemment orientée sur les caractéris-

tiques fondamentales du Canada permettra aux enseignants d'insister sur tout ce qui touche l'exposition de la société canadienne aux Etats-Unis, les besoins et la politique énergétique des Etats-Unis et ceux du Canada - questions rendues encore plus interdépendantes du fait de la domination exercée par un petit nombre de compagnies pétrolières, américaines surtout, sur l'industrie pétrolière au Canada. Les frais d'établissement d'un projet tel que la construction d'un oléoduc obligeraient le Canada à trouver des capitaux étrangers ou en tout cas à emprunter des sommes très importantes.

L'inégale répartition des ressources naturelles dans un pays aussi vaste que le Canada complique tous les efforts de formulation d'une politique énergétique canadienne. Certaines provinces n'ont ni pétrole ni gaz naturel et sont tributaires de ressources littorales plus coûteuses; d'autres, telle l'Ontario, largement industrialisées, dépendent des ressources domestiques de l'Alberta et de la Saskatchewan. Un incident tel que le débat concernant l'oléoduc soulève donc une série de questions portant sur les disparités régionales, la concentration économique, les rivalités au sein du Canada, face au développement de nouvelles usines pétrochimiques et de raffinage et bien d'autres questions liées à la nature de la société canadienne.

La construction d'un oléoduc dans le Grand Nord transformerait l'environnement canadien à bien des égards et pour les générations à venir. Une telle décision pourrait entraîner des conflits avec les autochtones et bien d'autres Canadiens. Elle déterminerait en grande partie la durée des réserves canadiennes de pétrole et de gaz; elle aura des effets à long terme sur la balance internationale des paiements du Canada et, par conséquent, sur l'économie canadienne dans son ensemble et elle jouerait certainement un rôle dans les relations américo-canadiennes pour l'avenir. Tout ceci illustre le fait que les facteurs d'une décision importante touchent directement la nature même de la société canadienne.

Conséquences pour la société canadienne

Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'étude de l'environnement canadien comporte une seconde dimension: l'analyse des conséquences pour la société de ces caractéristiques fondamentales et de leur interaction. L'étude des questions suivantes devrait donc permettre aux étudiants d'en faire la synthèse: Qu'est-ce que ces caractéristiques et leur interdépendance nous révèlent, dans leur ensemble, sur le caractère du Canada? Qu'est-ce qui est unique ou bien particulier au Canada en tant que communauté politique? Qu'est-ce qui distingue le Canada des autres communautés politiques du monde?

Les étudiants se rendront vite compte que les caractéristiques individuelles du Canada n'ont rien d'unique. D'autres nations ont une situation géographique nordique; d'autres pays sont divisés en régions; bien des pays sont bi- et multiculturels; bien des pays sont industrialisés; tous sont exposés à des influences extérieures. Les étudiants se rendront cependant compte que nulle autre communauté politique ne présente le même mélange de caractéristiques ni les mêmes rapports entre elles. C'est là ce qui fait du Canada une communauté politique originale, tout comme les autres communautés politiques présentent un mélange unique de caractéristiques.

Une synthèse de l'étude de l'environnement canadien permettrait de comprendre en détail le caractère de la société canadienne. Les étudiants verront que tous les habitants du Canada ont des besoins et des désirs similaires: se nourrir, se vêtir, se loger convenablement; le droit à la libre expression et à la libre association; la possibilité d'un emploi utile et de loisirs agréables; la liberté du culte, l'égalité devant la loi, la dignité et le respect humains et la possibilité d'être soi-même.

Ils devront aussi reconnaître qu'en raison des caractéristiques de la société canadienne, les Canadiens ont tendance à se considérer comme membres d'un groupe plutôt qu'en tant qu'individus et que Canadiens; c'est ainsi que les habitants de l'Ile-du-Prince-Edouard, par exemple, se considèrent à la fois comme des insulaires,

des Canadiens atlantiques, des unionistes, des membres de l'Eglise unie, des membres d'une organisation sociale et des Canadiens. Les étudiants verront comment chaque sous-groupe se considère comme différent des autres au point de vue intérêts, aspirations et priorités. Ils se rendront compte que chaque groupe cherche, et c'est légitime, à s'exprimer et à satisfaire ses intérêts à sa façon. Ils comprendront alors que la plupart des Canadiens, en raison de leurs nombreuses affiliations, ont plusieurs allégeances. Le Canada, dans son ensemble, ne peut cependant monopoliser les Canadiens; ceux-ci ont en effet bien d'autres obligations tout à fait compatibles avec une allégeance commune envers une communauté politique.

Les étudiants devront comprendre que ces devoirs ne sont pas seulement multiples mais sont aussi souvent en conflit. Ils verront, par exemple, comment l'allégeance ethnique a été opposée aux devoirs économiques, que les valeurs rurales sont souvent en conflit avec les valeurs dominantes de la région dans laquelle on vit, que les priorités des écologistes sont très différentes de celles des promoteurs même si tous parlent la même langue. Ils verront qu'une personne peut être à la fois d'origine suédoise, vivre en Alberta, être membre du Crédit social, méthodiste, responsable d'une petite entreprise familiale, ouestrienne et canadienne, et que toutes ces allégeances peuvent coexister.

Les étudiants devront apprendre que la diversité au sein de la société canadienne a été renforcée par une série d'événements survenus depuis la Confédération. Ils noteront l'absence quasiment totale de longues périodes de stabilité ou de tranquillité. Ils noteront les arrivages répétés de population et une série d'événements ou de périodes de turbulence (la période post-Confédération, la 1ère Guerre mondiale, la Dépression, la 2e Guerre mondiale, l'évolution sociale contemporaine issue des changements technologiques). Ces événements pourraient bien avoir détourné l'énergie des Canadiens d'activités et de réalisations susceptibles de promouvoir une plus grande harmonie interne. Le temps et les circonstances n'ont peut-être pas fourni au Canada le répit nécessaire à la cohésion sociale in-

dispensable au développement d'une compréhension et d'un respect mutuels entre les divers membres de toute société.

Les étudiants devront aussi savoir que les Canadiens ont établi de nombreuses organisations qui les encouragent à exprimer leur originalité et à renforcer leurs devoirs de groupes. Une étude des origines et des objectifs de ces institutions, qu'elles soient familières ou non aux étudiants, illustrera cette compréhension. Les centres communautaires, les groupements de consommateurs, les sociétés historiques, les clubs culturels, les églises et les fraternités représentent quelques-unes des institutions sociales dont l'étude serait intéressante.

Les étudiants devront comprendre que, si le Canada veut répondre aux aspirations légitimes et variées de tous ses membres, il sera nécessaire d'arriver, entre Canadiens, à un certain consensus respectant la diversité canadienne, le fait que le Canada fait partie d'un monde interdépendant et le besoin de satisfaire également les besoins et les attentes de tous les Canadiens. Cette étude permettra aux étudiants de replacer les problèmes du Canada dans un contexte plus large et de noter que les problèmes vécus se posent aussi dans les autres régions du monde.

Prochaine étape

L'étude abordée au niveau primaire et au début du secondaire avait un double but: 1) permettre aux étudiants de saisir la complexité du Canada, grâce à une étude de différentes communautés canadiennes au primaire suivie par une étude de l'environnement canadien dans sa totalité durant les premières années du secondaire; et 2) sensibiliser les élèves et étudiants aux devoirs du citoyen et aux défis rencontrés par les habitants du pays pour se donner une compréhension nécessaire à l'exercice des devoirs de tout citoyen responsable. Ces deux directions constituent la base d'une éducation civique appropriée à la société canadienne.

Une fois que les étudiants auront compris ce qu'est le Canada, il serait intéressant d'étudier comment il

fonctionne et d'analyser les systèmes que le pays s'est donnés et la façon dont il les a adaptés à son environnement. Si l'étude de l'environnement canadien permet de situer l'action, l'étude des systèmes politique et économique aidera les étudiants à voir les institutions à l'action.

Chapitre 4

L'étude du système politique canadien

Introduction

Le système politique canadien peut être considéré comme étant le produit des cinq grandes caractéristiques du Canada (voir chapitre 1) et de l'interaction de diverses forces - géographiques, économiques, sociales, culturelles - qui en ont fait ce qu'il est. Il faut aussi comprendre que ces cinq caractéristiques ainsi que les diverses forces auraient pu donner d'autres types de systèmes politiques et que le système politique canadien d'aujourd'hui ne saurait être fixé une fois pour toutes. Aussi, il ne saurait se comprendre uniquement comme une série d'accords constitutionnels, même si certains de ces accords ont été importants à maintes occasions.

Ce chapitre a pour but de dégager la "culture politique" et les réalités sociales qui permettront de mieux comprendre le fédéralisme canadien. Il ne faudrait pas confondre le système politique canadien avec les individus qui, conjoncturellement, le contrôlent. Il n'est aucunement suggéré qu'il faille être nécessairement d'accord avec ces personnes.

Beaucoup de jeunes sont en effet de plus en plus cyniques lorsqu'il s'agit de politique. Cette attitude est aussi dangereuse pour la stabilité de notre société que pour ces jeunes eux-mêmes dont la vie sera sérieusement influencée par les décisions du gouvernement. Les écoles se doivent donc d'améliorer leur formation dans ce domaine.

Une étude du système politique canadien reposant sur une bonne compréhension de l'environnement et soulignant les rapports entre le système et l'environnement encouragera la compréhension et favorisera le développement de citoyens actifs et bien informés.

Ce chapitre a aussi pour objet de faire comprendre le système politique de leur pays, aux élèves en orientant leurs recherches à l'aide de questions. Les réponses à ces questions ne sont pas prescriptives et se présentent davantage comme des objectifs de compréhension.

A. *Analyse contemporaine*

1. Structure de la société canadienne

Dans quelle mesure cette structure est-elle déterminée par les caractéristiques du Canada?

Les étudiants devront comprendre:

a) la diversité et la complexité de la société canadienne;
b) que la structure fédérale canadienne essaie de répondre aux caractéristiques du pays et de leur interaction;
c) que toutes les sociétés présentent des degrés divers de diversité sans pour autant être toutes des états fédéraux. Qu'est-ce qui fait donc du Canada une société fédérale?
d) que la diversité entraîne des tensions qui peuvent être constructives dans la mesure où elles ne sont pas excessives;
e) que les citoyens d'une société fédérale doivent posséder certaines qualités pour que cette société survive;
f) que toute structure, qu'elle soit fédérale ou autre, doit évoluer selon l'impératif des réalités nouvelles; sans cela les tensions peuvent devenir des crises.

2. Le système fédéral canadien

Compte tenu des caractéristiques du Canada, un système fédéral de gouvernement est-il approprié à notre pays? Quelles en sont les forces et les faiblesses?

Les étudiants doivent se familiariser avec:

a) la notion de communauté politique, terme neutre (contrairement à état, nation, etc.) définissant un groupe de personnes vivant au sein de frontières clairement définies et reconnues et partageant un système de gouvernement et un certain nombre d'institutions;
b) le système fédéral canadien: un gouvernement central, dix gouvernements provinciaux et plusieurs gouvernements municipaux;
c) l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, accord écrit rendu nécessaire par le système fédéral de

gouvernement; cet accord partage les pouvoirs entre les deux paliers de gouvernement;

d) les différends entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Une fédération est un équilibre délicat entre des objectifs pan-provinciaux et la satisfaction des aspirations provinciales;

e) la nécessité pour les membres d'une fédération de savoir résoudre les conflits avec un minimum de tolérance et de compréhension des points de vue opposés. Les étudiants devront aussi comprendre que, si les aspirations d'un large groupe ou d'une région ne sont pas satisfaites et qu'il leur semble plus profitable de se débrouiller seuls, il sera de plus en plus difficile de maintenir la communauté politique appelée Canada.

3. Valeurs, attitudes et comportements politiques des Canadiens

Sens de ces termes?

Quelles sont les valeurs et les attitudes politiques canadiennes les plus évidentes? En quoi sont-elles influencées par les caractéristiques fondamentales du Canada?

Quels sont les comportements politiques canadiens qui découlent de ces valeurs et attitudes?

Les valeurs, les attitudes et les comportements politiques des Canadiens varient-ils selon les régions?

Quels changements dans les valeurs, les attitudes et les comportements des Canadiens seraient souhaitables pour rendre la communauté politique canadienne cohérente? Comment pourrait-on faire naître ces changements?

Les étudiants devront comprendre:

a) que les comportements politiques recouvrent toutes les activités associées avec le système politique (vote, participation à une campagne, à une démonstration, etc.). Ils sont déterminés par les attitudes des Canadiens envers la communauté politique dans son ensemble.

Les étudiants devront connaître la différence entre les valeurs (principes fondamentaux) et les atti-

tudes politiques (plus spécifiques, touchant les partis politiques, les questions à l'ordre du jour, etc.).

b) les valeurs politiques reconnues au Canada:
   . la valeur intrinsèque de la personne;
   . la liberté d'expression, de réunion, d'association et de conscience;
   . le respect de la loi et l'égalité devant la loi;
   . l'égalité politique, le droit de vote;
   . la souveraineté politique;
   . l'acceptation du gouvernement de la majorité;
   . la reconnaissance que la majorité n'a pas de pouvoir absolu sur ses adversaires et qu'elle doit satisfaire les intérêts du plus grand nombre de personnes possible.

Ces valeurs, ci-haut mentionnées, doivent être partagées par tous les pays démocratiques. Existe-t-il donc des valeurs politiques uniquement canadiennes? Certaines tendances ont été identifiées par les chercheurs en sciences sociales mais il faut se méfier des généralisations un peu simplistes. Les Canadiens seraient conventionnels et prudents, très peu intéressés à la politique, respectueux des lois et moins portés à la violence que d'autres peuples.

c) les étudiants doivent comprendre que les attitudes politiques sont souvent insaisissables et dépendent de nombreux facteurs (âge, sexe, religion, etc.).

Les étudiants doivent être conscients de certaines généralités sur le Canada: clivage s'articulant le long de la vallée de l'Outaouais; différences d'attitudes entre les provinces atlantiques et le Québec d'une part, la Colombie-Britannique suivie de l'Ontario d'autre part, avec au centre les Prairies. Ces différences se traduisent dans les habitudes électorales et les affiliations politiques.

Le cas du Québec devra être étudié le plus objectivement possible car plusieurs options s'offrent à lui: demeurer dans la fédération, nouvelle association avec le Canada dans le cadre de la souveraineté, etc. Pour pouvoir étudier une telle question, il faudrait préalablement que les étudiants

comprennent le principe d'autodétermination et ses conséquences possibles. Le professeur, dans l'étude d'une telle question, devra respecter les attitudes des étudiants tout en les obligeant à la plus grande objectivité possible.

Les sondages révèlent aussi que la majorité des Canadiens estiment qu'ils ont fort peu de pouvoir politique en tant qu'individus et que le gouvernement est trop complexe et souvent trop coupé de la vie des citoyens. En conséquence, trop de Canadiens participent au processus électoral comme des spectateurs à un match de hockey.

Cette attitude a d'importantes répercussions; la politique est souvent laissée aux mains des représentants de la classe moyenne, satisfaits du statu quo.

Ceux qui auraient le plus à gagner à la faveur des changements restent spectateurs donc inactifs, ce qui fait que les élites mènent la barque sans trop se soucier des désirs de la population.

d) Les étudiants doivent comprendre le phénomène de socialisation politique qui s'opère imperceptiblement sous l'influence de la famille, de l'école, de ses semblables et des médias. Ils devront aussi se rendre compte que leurs attitudes politiques de jeunesse, assez idéalistes, évolueront avec l'expérience.

Ils devront aussi comprendre que les caractéristiques fondamentales du Canada non seulement influencent le développement de ces attitudes mais en deviennent les "objets" (exemple: le caractère exposé de la société canadienne influence le développement des attitudes canadiennes mais ces attitudes sont souvent dirigées contre les sociétés multinationales, etc.).

Les étudiants ne devront surtout pas oublier que le Canada est un pays divisé en régions et que la majorité des Canadiens français résident dans une province et qu'ils ont un sentiment de plus en plus fort de leur appartenance à leur territoire.

4. Le système des partis et le processus électoral au Canada

Rôle et fonctions des partis politiques au Canada. En quoi leur structure, leurs politiques, leurs stratégies sont-elles influencées par les caractéristiques fondamentales du Canada?

Quelles sont les caractéristiques les plus importantes du système électoral canadien? La politique des partis et le système d'élections fédérales sont-ils des sources de division ou d'homogénéité?

Les étudiants devront comprendre:

a) que, dans un système parlementaire, une organisation de parti est un moyen de gagner des élections, donc de former le gouvernement. Attendu que les élections représentent une technique visant à choisir les leaders politiques du pays, les électeurs doivent se soucier de la qualité des dirigeants politiques d'un parti.

Les étudiants devront comprendre que l'émergence d'un troisième parti (NPD) est due à l'incapacité des deux grands partis traditionnels à satisfaire les exigences des électeurs; ils devront comprendre aussi le rôle des gouvernements minoritaires.

Ils devront savoir aussi qu'en raison du découpage des circonscriptions le nombre de sièges d'un parti à l'assemblée peut ne pas être représentatif du scrutin populaire.

b) le rôle des organisations des partis (formées de volontaires) très actives en période d'élection et le reste du temps réduites à un très petit nombre de personnel permanent;
   . les élus et les candidats gagnants (membres du parti);
   . le mode de financement des partis et les abus qui peuvent en découler.

c) la nécessité, pour les partis, de définir leur programme politique à la lumière d'une analyse des intérêts des divers groupements. Compte tenu de la diversité des intérêts et de la taille du pays, ces déclarations tendent à être vagues, générales et à toutes se ressembler. La personnalité des candidats tend donc à l'emporter sur ces considérations.

d) A la lumière de ces connaissances, on peut se demander si le système des partis est source de division ou d'unité au pays.

. Compte tenu de la diversité régionale du Canada, il est nécessaire de combler les fossés culturels, linguistiques, ethniques et économiques pour promouvoir la compréhension canadienne. L'existence de partis politiques fédéraux peut être considérée comme un moyen de contrebalancer ces forces de division. Le système des partis a aussi procuré une certaine stabilité gouvernementale.

. Cependant, comme il a été indiqué en 4 a), il se peut que le parti au pouvoir ne soit pas véritablement représentatif. Il arrive aussi qu'un parti se donne une stratégie visant à exploiter les différends ethniques ou régionaux et soit élu sur cette base. L'émergence d'un troisième parti a également affaibli la stabilité du gouvernement fédéral et augmenté la fréquence des élections générales. Les étudiants pourront étudier les conséquences de ces phénomènes.

. Les relations entre le fédéral et les provinces pourront aussi être étudiées. Les étudiants devront comprendre que les partis politiques provinciaux sont autonomes et indépendants du fédéral et que les différends entre Ottawa et les provinces sont dus à des conflits d'intérêts et à des désaccords politiques. En ce sens, le système des partis peut être source des divisions.

. Les étudiants devront comprendre que bien des Canadiens estiment que le gouvernement fédéral et les partis politiques se préoccupent trop de questions touchant l'unité et la survivance nationales au lieu de créer des politiques économiques à long terme qui amenuisent les divisions et servent à unifier le pays. Il faut se rendre compte que le Canada vit une crise politique majeure qui s'accompagne de difficultés économiques importantes.

5. <u>L'opinion publique au Canada</u>

Qu'appelle-t-on "opinion publique" et quels sont les

principaux facteurs qui influencent le public?

Dans quelle mesure les caractéristiques fondamentales du Canada créent-elles des divisions dans l'opinion publique et quels sont les effets de ces divisions sur la communauté politique?

Quelles sont les qualités nécessaires à la formation de l'opinion publique?

Est-il facile ou difficile d'être bien informé? Quel est le rôle de l'opinion publique dans la prise de décisions? Les Canadiens se sentent-ils à même d'influencer le processus de décision? De quels mécanismes disposent-ils pour ce faire?

Les étudiants devront comprendre que:

a) . une opinion ne devient "opinion publique" que lorsqu'elle affecte un groupe de personnes suffisamment important pour influencer les décisions du gouvernement (ex.: la peine de mort, le contrôle des armes, le projet hydro-électrique de la Baie-James, etc.);
   . l'opinion publique n'est jamais unanime; il serait donc préférable de parler "des opinions du public";
   . il est nécessaire, dans une société saine, de voir émerger un certain consensus sur certains idéaux fondamentaux.

b) dans une démocratie où le gouvernement doit répondre aux désirs du public, l'opinion publique est très importante. Les partis politiques, les groupements d'intérêts, les agences gouvernementales emploient tous des experts en relations publiques qui cherchent à analyser et à façonner l'opinion publique.
   . les mass-médias jouent un rôle fondamental dans la formation et l'expression de l'opinion publique. Les médias jouent-ils leur rôle de façon responsable? Ou sont-ils trop préoccupés de leurs revenus publicitaires? Les médias nous transmettent-ils des informations impartiales ou succombent-ils au "sensationalisme" ou encore ne font-ils que satisfaire les goûts du public? Si la responsabilité revient au public, serait-il bon de mieux l'éduquer afin d'améliorer la

qualité des médias?

c) combien il est difficile dans une société industrialisée et complexe de bien informer ou d'être bien informé en raison du caractère très technique de certaines des informations. Ceci explique aussi pourquoi les élections tendent à devenir des concours de personnalités. Tous ces facteurs contribuent à frustrer et à aliéner les citoyens qui deviennent souvent cyniques face à la politique. Cette attitude est cependant dangereuse pour la démocratie.

d) en dépit de ces difficultés, il reste des possibilités; qu'il est plus important de bien comprendre les idéaux démocratiques et de s'y attacher que de connaître une question dans tous ses détails; qu'il est toujours possible de s'informer même sur les questions les plus complexes; que si les Canadiens témoignent assez d'intérêt, il sera possible de disposer de meilleurs moyens de communication technologiques.

e) les caractéristiques fondamentales du Canada influencent la formation de l'opinion publique (ex.: influence des médias américains et des multinationales; division de l'opinion en fonction des régions ou des provinces - le pétrole en Alberta et le désir des Québécois d'être "maîtres chez eux"; l'isolement des deux grands groupes linguistiques; la tendance à considérer le Québec - ou le Canada anglais - comme des sociétés par trop monolithiques, etc.). Les étudiants devront donc se rendre compte qu'il ne peut y avoir une seule opinion publique au sein d'une province ou d'une région.

Le caractère multi-ethnique de la société canadienne tend aussi à entraîner la formation d'opinions "ethniques", surtout s'il y a concentration géographique d'un groupe. Les étudiants devront donc aussi avoir conscience de la nécessité de dégager des questions nationales qui transcendent les barrières géographiques, ethniques ou linguistiques. Identification de ces questions en classe.

f) les sentiments d'aliénation et d'impuissance peuvent entraîner l'apathie dans le public canadien;

que, cependant, les opinions du public doivent s'exprimer entre les élections car elles influencent le gouvernement; qu'il est possible de jouer un rôle constructif dans la communauté politique à plusieurs titres (membre d'organisations, volontariat, etc.) et qu'il reste possible d'influencer les décisions politiques.

6. Les groupements d'intérêts au Canada

Quels sont-ils? En quoi découlent-ils des caractéristiques fondamentales du Canada? Quelles sont les différences entre les groupements d'intérêts et l'opinion publique? Comment ces groupements tentent-ils d'influencer les décisions politiques? Jouent-ils un rôle important dans la création ou la dissipation des tensions de la société canadienne?

Les étudiants devront comprendre que:

a) les groupements d'intérêts sont des associations de volontaires regroupant des gens ayant des opinions ou des "intérêts" communs. Ils sont donc aussi nombreux que variés et peuvent aller des associations de locataires à des groupements internationaux dotés de secrétariats permanents et de budgets importants (Congrès du Travail du Canada, etc.). Ils peuvent être fondés sur des intérêts économiques, religieux, culturels, etc.

Bien qu'habituellement non politiques, ils essaient généralement d'influencer les gouvernements s'ils estiment leurs intérêts menacés (aussi appelés groupes de pression). Ces groupes offrent des services importants aux gouvernements: source d'information, de conseils, etc.

b) les demandes de divers groupements d'intérêts peuvent entrer en conflit et que c'est au gouvernement qu'il revient de décider (ex.: écologistes contre chasseurs de phoques; promoteurs contre sociétés historiques, etc.). Certains groupements ont plus de pouvoir sur le gouvernement que d'autres. Est-ce en raison de leur nombre? de leur prestige? de leur richesse? de leur accès aux médias? de leur acharnement au travail? etc.

c) il existe divers moyens d'influencer les gouverne-

ments pour ces groupements: campagnes de publicité, lettres à leurs députés, présentations devant divers comités parlementaires, soumissions de mesures au Cabinet, campagnes de persuasion de certains partis politiques, tentatives d'influencer les résultats électoraux, etc. Les groupements les plus influents sont ceux qui ont les contacts les plus étroits avec les cadres supérieurs du gouvernement qui soumettent leurs recommandations aux ministres. Ceci n'a rien de sinistre, d'illégal ou d'antidémocratique, attendu que plusieurs autres facteurs tendent à contrebalancer l'influence de ces groupes.

. Cependant, il est aussi vrai que des liens étroits entre les groupements d'intérêts et les politiciens présentent des risques de corruption: pots de vin, etc. La fréquence de ces pratiques ne doit cependant pas être exagérée bien que les médias leur fassent généralement une large place.

. Comment, cependant, les intérêts des personnes non-organisées (consommateurs, retraités, etc.) sont-ils représentés? Ceci ne risque-t-il pas d'être une source d'injustice?

d) les caractéristiques fondamentales du Canada et la structure fédérale de la société influent sur l'organisation de ces groupements, eux-mêmes généralement organisés en fédérations opérant soit au niveau fédéral, soit aux deux niveaux de gouvernement.

. Le système parlementaire canadien détermine aussi la façon dont les groupements d'intérêts exercent leurs pressions (par l'intermédiaire des fonctionnaires supérieurs, donc de façon moins visible qu'aux Etats-Unis, par exemple).

. En raison de la proximité des Etats-Unis, il y a une "présence américaine" dans les principaux groupements d'intérêts canadiens. Ceci signifie que les points de vue américains peuvent influencer les politiques du gouvernement canadien.

. De nombreux groupements d'intérêts sont ethniques. Par ailleurs, nombre de ceux qui prétendent être pan-canadiens ne représentent que les Canadiens d'expression anglaise. Les Québécois se sont donnés un grand nombre de ces groupements qui

n'ont aucun lien avec des organismes interprovinciaux. Quelles en sont les conséquences?

. L'industrialisation du Canada ainsi que son potentiel de ressources sont des facteurs dominants dans le développement de groupements d'intérêts: il existe des syndicats de mineurs, de métallurgistes, etc. Il y a, par ailleurs, un rapport étroit entre l'industrialisation, les concentrations de population et la prolifération de groupements intéressés par les problèmes urbains, les questions environnementales, etc.

Les étudiants comprendront donc que l'existence, la nature et les activités des groupements d'intérêts de la communauté politique canadienne sont dues à l'interaction des diverses caractéristiques du pays et que les groupements d'intérêts sont inévitablement à la fois des sources de tension et des éléments constructifs.

7. Structure et fonctionnement du gouvernement canadien

Quels sont les différents éléments de la structure du gouvernement canadien (législatif, exécutif, judiciaire, administratif)?

Qu'est-ce qui en fait une démocratie parlementaire?

Dans la pratique, est-ce que le Cabinet et ses diverses agences exécutives ont un pouvoir excessif?

En quoi les caractéristiques fondamentales du Canada et la structure fédérale de la société imposent-elles des contraintes d'ordre pratique sur le pouvoir du premier ministre et du Cabinet?

Rôle et influence des éléments suivants: le Cabinet, ses divers comités et agences exécutives, l'opinion publique, les groupements d'intérêts, les mass-médias, les membres de l'opposition, les sénateurs.

Dans quelle mesure les caractéristiques fondamentales du Canada et la structure fédérale de la société obligent-elles à prendre des décisions spéciales pour accommoder quotidiennement des intérêts divergents?

Le sentiment d'impuissance qu'éprouvent les Canadiens lorsqu'il s'agit d'influencer le gouvernement semble-t-il valable?

Les étudiants devront comprendre que:

a) le Canada s'est donné un gouvernement de type parlementaire fondé sur le respect de la loi. Trois types de pouvoir: l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Définitions.

b) il y a des liens entre l'exécutif et le législatif (rôle du parti au pouvoir, choix du premier ministre et des ministres du Cabinet, principe de la responsabilité du Cabinet, etc.). Même chose au niveau provincial (contrairement au système américain).

c) les activités du gouvernement se sont multipliées au fil des années et qu'elles affectent de plus en plus la vie des citoyens; elles sont de plus en plus coûteuses et de plus en plus complexes. Point important à illustrer à l'aide de statistiques.

d) cet accroissement des activités du gouvernement a modifié le caractère du Cabinet et des services publics; que l'exécutif (provincial et fédéral) peut maintenant légiférer sans recours au Parlement; qu'il exerce une forte influence sur les tribunaux. Les étudiants devront voir en quoi tout ceci peut être considéré comme une menace pour le processus démocratique.

e) en dépit de l'accroissement des pouvoirs de l'exécutif, il existe de nombreuses forces susceptibles de contrebalancer ces phénomènes au sein de la communauté politique: influences des opinions publiques, des mass-médias, des partis d'opposition durant la période des questions au Parlement, des délibérations du Sénat, etc.
   - qu'il existe des divergences internes au sein du Cabinet et du parti au pouvoir (divergences dues à la structure fédérale de la société canadienne) qui limitent le pouvoir de l'exécutif;
   - que le rôle du premier ministre est aussi limité par certaines contraintes qui reflètent également la structure de la société et du gouvernement canadien.

f) à la lumière de ces connaissances, les étudiants analyseront le sentiment d'impuissance des Canadiens face au pouvoir politique. Ils comprendront qu'ils peuvent jouer un rôle actif en tant que ci-

toyens ou membres de groupements et, par là même, influencer les gouvernements. Analyse des sentiments d'aliénation ou d'impuissance dont les Canadiens seraient, paraît-il, affligés.

8. Les relations intergouvernementales

Que signifie ce terme? En quoi les caractéristiques fondamentales du Canada font-elles des rapports entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux un aspect très important du système politique canadien?

Pourquoi les conférences fédérales-provinciales ont-elles lieu au niveau des ministres? au niveau des premiers ministres? Pourquoi ces derniers types de rencontres sont-ils de plus en plus fréquents? Quelles y sont les questions à l'ordre du jour? Quelles questions y ont suscité le plus de controverses? Les affrontements y sont-ils fréquents? Pour quelles raisons?

Quels autres types de procédures sont en usage dans les relations fédérales-provinciales? Quel est leur degré de succès au plan de la coopération fédérale-provinciale? Est-il dangereux d'insister sur les affrontements les plus visibles qui ont quelquefois lieu lors de ces rencontres? Tout ceci entraîne-t-il une plus ou moins grande stabilité dans le fédéralisme canadien?

Quelles sont les qualités requises par les corps suivants pour que les tensions ne deviennent pas excessives: l'opinion publique dans différentes régions du pays, les grands groupements d'intérêt, les partis politiques, les mass-médias, les experts technologues dans les agences exécutives, les dirigeants politiques?

a) A la lumière de leur étude des diversités de la société canadienne et de la nécessité d'un système fédéral de gouvernement, les étudiants essaieront de comprendre l'idéal qui a présidé à l'union des colonies de l'Amérique du Nord en 1867, à savoir la formation d'une communauté politique axée sur la réalisation de certains objectifs communs et exigeant en retour certains devoirs de la part des citoyens tout en garantissant les libertés indivi-

duelles et communautaires.

C'est ainsi que naquirent le système fédéral et la Constitution qui stipule les pouvoirs respectifs des deux paliers de gouvernement. Il était entendu que tout différend entre les deux paliers de gouvernement serait réglé par les tribunaux.

Le système semblait fonctionner au début, peut-être en raison de l'isolement des provinces par rapport au gouvernement fédéral. Cependant, avec la révolution industrielle, l'amélioration du système de transports et l'évolution de l'économie, une division claire et nette entre les pouvoirs du fédéral et des provinces devient de plus en plus difficile. L'interdépendance est de plus en plus grande.

b) A l'aide d'exemples précis, les étudiants devront comprendre que chaque province et chaque groupe de provinces ont des intérêts bien particuliers qui ne coïncident pas forcément avec ceux du fédéral, d'où la nécessité de relations intergouvernementales.

c) Les étudiants devront prendre conscience de la multitude d'organisations axées sur les relations entre le fédéral et les provinces (exemples). Celles-ci ne sont pas le lieu de décisions autoritaires mais de négociations politiques très serrées, fort compromises en raison des divergences d'intérêts et de politiques.

d) Les étudiants devront comprendre qu'à l'ordre du jour des rencontres fédérales-provinciales sont inscrites le plus souvent des questions fiscales et constitutionnelles; que le gouvernement fédéral utilise ses pouvoirs de taxation pour tenter de maintenir la stabilité économique et combattre le chômage mais que le point de vue du fédéral risque souvent d'entrer en conflit avec les priorités et les politiques d'une ou de plusieurs provinces, et inversement; que l'expansion des activités provinciales dans certains domaines tels que l'éducation, les transports, la santé et le bien-être, etc. a créé des pressions; que les disparités régionales sont grandes dans la communauté canadienne et que le fédéral se doit de les aplanir en prélevant

davantage sur les provinces riches; que la situation est encore compliquée par la position particulière du Québec et le caractère de ses demandes.

En résumé, les étudiants devront savoir quelles questions sont sources de conflits entre le fédéral et le provincial et que ces problèmes ne peuvent se résoudre qu'à la suite de dures négociations. Ils pourront se demander si cette formule est la seule possible dans un pays comme le Canada.

e) Les étudiants comprendront qu'en raison de toutes ces difficultés, un mouvement en faveur d'une réforme de la constitution s'est développé sans que, jusqu'ici, le fédéral et les provinces ne soient parvenus à un accord. Cela signifie-t-il que les Canadiens ne savent pas quel genre de pays ils veulent?

f) Les étudiants devront comprendre que, lors des négociations entre le fédéral et les provinces, les représentants élus se sentent obligés de servir les désirs de leurs électeurs tels qu'ils sont exprimés par les médias, l'opinion publique, les groupements d'intérêts, etc.

Ils pourront ensuite se demander quels changements, dans l'attitude de ces groupes, pourraient permettre aux représentants élus de mener les négociations dans un esprit plus constructif.

L'étude de ces huit questions devrait donner aux élèves une idée de la façon dont fonctionne le système de gouvernement au Canada. Les séries de questions suivantes centrées sur une analyse historique (B) et une analyse de l'avenir (C) permettront d'approfondir les recherches.

B. *Analyse historique*

9. Quelles sont les raisons qui ont amené les leaders politiques des colonies de l'Amérique du Nord britannique à créer le Dominion du Canada, en 1867? Quels ont été les buts premiers des "Pères de la Confédération"? Sont-ils toujours valables actuellement? Y a-t-il d'autres objectifs qui auraient

remplacé ceux qui ont présidé à la formation de la Confédération canadienne? Quels sont-ils?
Quelles preuves avez-vous que la Confédération a été un mouvement purement élitiste où le public a été tenu à l'écart?
Quels sont les problèmes et difficultés qui persistent toujours aujourd'hui à cause de ces circonstances?

10. Qu'est-ce qui a amené les "Pères de la Confédération" à choisir le système parlementaire de type britannique plutôt que d'autres systèmes de gouvernement?
Quels sont les articles de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui nous permettent d'affirmer que les grandes caractéristiques sont respectées?
L'Acte de l'Amérique du Nord britannique nous indique-t-il que l'intention des "Pères de la Confédération" était, en outre, d'avoir un gouvernement central plus fort que ceux des provinces?
Pour quelles raisons l'A.A.N.B. est-il toujours un document important pour les Canadiens?

11. Depuis 1867, comment ont évolué les pouvoirs du gouvernement général et les relations constitutionnelles du Canada avec le Royaume-Uni? Comment expliquer cette évolution?
Quels sont les pouvoirs constitutionnels contrôlés par Londres?
Pourquoi sont-ils toujours retenus?
Que peuvent faire les Canadiens pour les rapatrier s'ils le voulaient?

12. Durant la période allant de 1867 à 1918 et plus tard, quels ont été les problèmes sérieux qui ont confronté les pouvoirs provinciaux et fédéraux?
Quel type d'activité politique ces confrontations ont-elles produit?
Quelles solutions ont été prises pour amoindrir et régler à l'occasion ces situations de crises?
Quels en ont été les effets sur la stabilité du fédéralisme canadien?
Quelles sont les similarités et différences entre

les relations fédérales-provinciales d'aujourd'hui et celles de la période 1867-1918?

13. Quelles sont les raisons qui ont permis au pouvoir central de prendre le leadership sur les provinces durant la période 1867-1918?
La situation a changé à partir de 1918, alors que les provinces ont réussi à avoir plus de pouvoir. Quelles en sont les causes technologiques et autres?
Dans quels sens la Grande Dépression de 1929 et la Seconde Guerre mondiale ont-elles affecté les relations fédérales-provinciales?
Quels ont été les stratégies et les pouvoirs qui ont permis au Fédéral d'envahir les champs de juridictions provinciales, depuis 1945? Comment les provinces se sont-elles défendues pour que leurs champs de juridictions soient respectés?
Les confrontations fédérales-provinciales sont-elles plus sérieuses et fréquentes actuellement qu'antérieurement? Y a-t-il plus de coopération fédérale-provinciale aujourd'hui qu'avant?
Quelles sont les thèses développées pour ou contre un plus grand degré de décentralisation du pouvoir central au Canada?

14. Les valeurs et attitudes politiques au Canada sont-elles demeurées constantes ou ont-elles changé depuis la Confédération?
Quelles en sont les causes et conséquences, si changement il y eut?
Le comportement politique des Canadiens demeure-t-il constant ou changeant? Si changement il y a, qu'est-ce qui l'explique?

15. Quelle signification doit-on attacher à ces domaines de l'histoire canadienne:
- développements technologiques des derniers soixante-quinze ans;
- relations canado-américaines;
- relations entre francophones et anglophones;
- immigration;
- croissance du grand capital et des syndicats

internationaux;
- urbanisation;
- croissance de la bureaucratie gouvernementale.

C. *Analyse pour l'avenir*

16. Compte tenu des tendances actuelles, quels changements peut-on imaginer dans la structure même du pouvoir central?
Quels sont les facteurs qui forceraient ces changements?
Quelles peuvent-être les conséquences sur l'ensemble du système politique canadien?
Quels sont les ajustements qui permettraient au système fédéral de répondre positivement aux aspirations de la société canadienne tout en respectant celles de la société québécoise?

17. Quels sont les facteurs constants qui continueront d'exercer une grande influence sur la communauté canadienne?

18. Etant donné les tensions qui existent dans la plupart des fédérations, le système fédéral canadien sera-t-il soumis à de plus grandes tensions, à moins de tensions ou à peu près au même degré de tension qu'actuellement?

19. Est-ce qu'on peut imaginer une toute autre structure de gouvernement au Canada compte tenu de l'évolution politique du Québec?
Quelle serait-elle?

Chapitre 5

L'étude du système économique canadien

Introduction

Ce chapitre a pour but de faire comprendre aux étudiants le fonctionnement du système économique canadien, son développement (conséquence des cinq grandes caractéristiques du Canada), son influence sur le système politique et les problèmes et tensions qu'il engendre.

Même processus que le chapitre précédent bien que les concepts et le vocabulaire soient peut-être plus difficiles à comprendre pour les étudiants.

Compréhension du système économique canadien

A. *Analyse contemporaine*

1. Besoins humains et système économique

Quel est le problème économique fondamental auquel l'humanité doit faire face? En quoi le problème est-il différent dans les pays du Tiers Monde?

Les étudiants doivent comprendre

a) -que les problèmes économiques mondiaux sont très semblables à ceux d'une famille: avec un salaire fixe, il s'agit de satisfaire des besoins, donc de faire des choix. Dans la société, il existe des ressources autres que l'argent appelées facteurs de production (ressources non humaines et ressources humaines).

-que les désirs de la société sont illimités et qu'il faut distinguer les désirs des besoins. Cependant, ces derniers se multiplient également en raison de l'influence de la publicité et des progrès technologiques. Tout pays doit donc faire des choix, déterminer quelles denrées seront produites, par qui et en utilisant quelle technologie, et qui retirera les avantages de leur production.

-que tous les pays ont un système économique donné qui, dans les pays industrialisés, comporte un ensemble d'institutions (banques, bourse, etc.) et de lois et règlements.

b) avant tout que le Canada est un des pays les plus

riches du monde et que, bien que les Canadiens aient des choix à faire, il ne s'agit jamais pour eux, comme pour les deux tiers de l'humanité, de stricte survie. Ceci pose le problème des obligations des pays riches envers les pays plus pauvres. Dans quelle mesure le Canada s'acquitte-t-il de ses obligations?

2. Le revenu national au Canada

Sens de ce terme? Rôle de la concurrence dans la distribution du revenu national? Avantages et désavantages de ce système? Facteurs influençant la croissance économique, donc le revenu national? La croissance économique est-elle un objectif national valable pour le Canada? Pourquoi le gouvernement intervient-il de plus en plus dans l'économie?

Les étudiants doivent comprendre que:

a)-toute personne désireuse d'utiliser un facteur de production quelconque doit payer. Enchaînement: on paie une visite chez le dentiste, le dentiste paie un loyer au propriétaire de son immeuble, le constructeur de l'immeuble paie le terrain, les matériaux, etc. C'est la somme de tous ces facteurs (et d'autres) qui entraînent la production de biens et services qu'on appelle le revenu national (en simplifiant). Dans un pays comme le Canada où les facteurs de production appartiennent au secteur privé et où le gouvernement n'a qu'un pouvoir limité sur l'économie, la concurrence joue un très grand rôle, tant du côté de l'offre que du côté de la demande. Ceci entraîne inévitablement des tensions, attendu que le système repose sur l'intérêt personnel. Lorsque l'économie n'est pas en expansion, les gains économiques des uns se font au détriment des autres.

-l'inflation peut être causée par des augmentations dans les coûts de production, par des demandes excessives qui font monter les prix, ou par un mélange des deux. Autrement dit, elle peut être causée par les compagnies et les syndicats ou par les demandes des consommateurs. Les effets de l'inflation se font sentir non seulement sur les individus

mais sur le marché mondial où ils font perdre à un pays sa position concurrentielle face aux autres, donc ses marchés. Les étudiants devront se rappeler le pouvoir des groupes de pression et en sentir les dangers au point de vue économique si les intérêts de ces derniers ne concordent pas avec ceux de la société dans son ensemble.

-la répartition du revenu national affecte non seulement les grands facteurs de production mais aussi les revenus familiaux individuels et que, bien que les Canadiens jouissent d'un niveau de vie très élevé, une trop grande proportion de Canadiens vivent dans la pauvreté.

-ils peuvent se procurer toutes les informations nécessaires sur la distribution des revenus auprès de Statistique Canada, le Conseil économique et autres agences du gouvernement. Ils doivent cependant se souvenir que les statistiques peuvent soutenir n'importe quel point de vue et que, dans un pays aux divisions régionales si profondes, les statistiques nationales doivent être complétées par des calculs régionaux.

b)-la théorie la plus commune consiste à dire que le seul moyen pour les Canadiens d'améliorer leur niveau de vie et de réduire les problèmes du sous-emploi et de la pauvreté réside dans l'augmentation du revenu national, ce qui revient à dire qu'il faut stimuler la croissance économique.

-la productivité des ressources humaines (travailleurs canadiens) est fonction de l'éducation, des attitudes, de la santé, etc. et peut, par conséquent, être améliorée; que la productivité des ressources non humaines (capital) peut être améliorée grâce à une meilleure organisation, à des "économies d'échelle" et à l'introduction d'une nouvelle technologie. Les étudiants doivent prendre conscience du fait que la productivité des ressources humaines et non humaines au Canada est inférieure à celle des autres pays industrialisés, avec toutes les conséquences que cela entraîne.

c)-la croissance économique a des avantages (relèvement du niveau de vie, réduction de la pauvreté et

du chômage, accroissement de la base fiscale permettant au gouvernement de prélever davantage pour les services sociaux, etc.) mais aussi des inconvénients (congestion urbaine, exploitation des ressources non renouvelables, qualité de la vie, etc.).
-le système économique est une immense machine dont les nombreux rouages exigent une grande coopération de la part de tous.

3.Le système capitaliste au Canada

Quels en sont les fondements légaux? Comment fonctionne-t-il en théorie? Dans la pratique? Apporte-t-il plus ou moins qu'autrefois à la société?

Les étudiants devront comprendre que:

a) en dépit de l'ingérence de plus en plus grande des gouvernements, la libre entreprise est toujours le fondement du système économique canadien. Ce système est basé sur la propriété privée et, en théorie, les Canadiens sont libres non seulement de posséder les facteurs de production mais encore de les utiliser à leur profit. Rôle de la concurrence. Prix déterminés par le système de l'offre et de la demande. Rôle des bénéfices dans la production des ressources et des biens et services. Il n'existe pas un "marché" où l'offre et la demande (acheteurs et vendeurs) se rencontreraient pour déterminer les prix. Ceci se fait à la suite des millions de décisions d'acheter ou de vendre, prises chaque jour par des millions de Canadiens.
Le système ne peut fonctionner que si les propriétaires des facteurs de production peuvent faire un bénéfice. Ce sont les consommateurs en principe qui déterminent les profits et par conséquent l'utilisation des ressources.

b) le système ne fonctionne pas toujours selon la théorie en raison de certaines faiblesses inhérentes au système. Le système capitaliste assume des conditions de "pure concurrence" qui n'existent pratiquement jamais dans la réalité.
Les étudiants devront comprendre les problèmes de certains groupes tels que les pêcheurs, les ouvriers agricoles, les immigrants récents, les tra-

vailleurs non syndiqués, etc. qui sont obligés d'effectuer des travaux souvent non valorisés à des taux inférieurs.
Ils devront aussi comprendre que notre système encourage le développement de grosses compagnies qui viennent concurrencer les petites et moyennes entreprises. Le fait qu'au Canada la plupart des grosses sociétés sont multinationales et ont leur siège social aux Etats-Unis cause des difficultés aux petites firmes canadiennes. De plus, il est possible qu'une société géante s'adjuge un monopole ou un quasi-monopole, ce qui fait que les prix sont souvent déterminés par quelques firmes puissantes et non par le jeu de l'offre et de la demande.
Les étudiants devront aussi comprendre que le consommateur, soi-disant souverain, peut être manipulé par la publicité mais qu'il lui reste toujours la possibilité d'y résister. Il est aussi vrai que le secteur privé ne s'intéresse pas à certains secteurs non rentables tels que les hôpitaux, écoles, etc., d'où la nécessité d'un capital social issu des impôts. Toutefois, pour que la cueillette des impôts soit bonne, le secteur privé doit être florissant.
Les étudiants devront comprendre qu'il existe des cycles de prospérité et de récession et que ces derniers entraînent un grand gaspillage des ressources humaines et matérielles.
Pour finir, les étudiants devront comprendre que les inégalités entre les provinces donnent à certaines de gros avantages. Le système du marché libre a donc créé des inégalités au sein du pays.

c) les trois ordres de gouvernement (fédéral, provincial, municipal) interviennent dans l'économie afin de pallier les défauts du libéralisme économique. Que les mesures prises ont pour but de protéger certaines catégories de gens qui ont peu de pouvoir: les agriculteurs, les petites entreprises, les consommateurs, etc. Tous ces programmes sont financés par des fonds publics et le gouvernement prélève une bonne partie du produit national brut sous forme de taxes. Les étudiants devront se familia-

riser avec les statistiques à ce sujet.

d) l'économie canadienne ne peut donc être appelée à proprement parler un système de libre entreprise mais plutôt une économie mixte. L'opinion publique est divisée entre les sociaux démocrates et les partisans de la libre entreprise. Les étudiants devront bien comprendre ces positions et tout l'éventail de possibilités qui existe entre ces deux pôles.

4. Les secteurs de l'économie canadienne

Quels sont les grands secteurs de l'économie? Quels sont ceux qui sont sous-développés et quels sont les causes et les effets de ce déséquilibre?

Les étudiants devront comprendre que:

a) l'économie canadienne est divisée en deux secteurs: le secteur public et le secteur privé. Ce dernier se divise en trois: les industries primaires, les industries secondaires et les industries tertiaires. Exemples à l'appui. Enumération des activités liées à ces trois secteurs.

b) toutes les industries à base de ressources sont très importantes pour le Canada: l'industrie minière surtout (source de prospérité canadienne) qui comprend l'extraction du minerai métallique (exemples), non métallique (exemples) et de matériaux structurels (exemples). Le Canada est le premier exportateur et le troisième producteur de minerai du monde.

L'exploitation des ressources crée des difficultés: certaines ressources naturelles sont renouvelables, d'autres non. Le gouvernement a jusqu'ici encouragé et accordé de nombreux avantages à l'industrie minière qui comporte de gros risques et exige de gros frais. Ceci a encouragé les propriétaires de mines à accélérer la production au maximum durant cette période et donc à précipiter l'exploitation de ces ressources non renouvelables. Ceci s'est fait au détriment du secteur manufacturier, pourtant créateur d'emplois plus nombreux. Certains estiment qu'au lieu d'exporter ses ressources minérales, le Canada ferait mieux de n'extraire que la

portion nécessaire à ses industries domestiques. Cette controverse est encore accentuée par le fait qu'une grande partie de nos ressources minières sont entre des mains étrangères (Etats-Unis surtout). Ne pas oublier cependant que ce secteur de l'industrie ne se serait pas développé aussi rapidement sans l'aide des capitaux étrangers.

Les étudiants devront savoir que le contrôle des ressources et des industries reposant sur les ressources est une des grandes causes de friction entre le gouvernement fédéral et les provinces. Aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les ressources minérales appartiennent aux provinces (d'où l'existence de provinces bien nanties et de provinces moins bien nanties). Cependant le gouvernement fédéral, maître du commerce extérieur et investi des pouvoirs de taxation, peut s'ingérer dans les affaires des provinces. Dans quelle mesure le fédéral, garant des intérêts de tous les Canadiens, doit-il s'immiscer dans les affaires provinciales?

D'autre part, l'exploitation des ressources soulève toute la question de la protection de l'environnement. Jusqu'ici les réserves semblaient pratiquement inépuisables et la qualité de l'environnement semblait acquise. Avec l'accélération de l'industrialisation, ceci n'est plus vrai et le gouvernement se doit de jouer un rôle dans ces domaines.

Bien que les chiffres portent à plusieurs interprétations, les étudiants devront comprendre que certaines ressources (pétrole, gaz) pourraient bien être épuisées ou en voie d'épuisement durant leur vie. Ceci soulève la question du développement d'autres sources énergétiques, de la validité de la croissance économique, des changements dans le mode de vie et les habitudes de consommation, etc.

Les étudiants devront aussi connaître les problèmes environnementaux issus du secteur primaire: pollution, insecticides, endommagement des forêts, etc.

Les étudiants devront bien connaître les deux côtés du problème dans cette discussion.

c) le secteur manufacturier canadien n'est malheureusement pas très développé. Bien que grand exportateur de minerai, le Canada importe beaucoup de produits fabriqués à base de matières premières canadiennes. La raison invoquée pour cette situation est la petitesse du marché intérieur canadien. Cette explication n'est pas suffisante car il n'y a pas de raison de réduire le marché des produits manufacturés au marché domestique.
Une bonne partie des industries secondaires canadiennes ne sont pas compétitives ni sur les marchés intérieurs ni sur les marchés extérieurs. Ceci est dû au manque d'innovation des Canadiens qui se contentent d'importer leur savoir-faire scientifique et technologique. Une des difficultés réside dans la présence de nombreuses multinationales qui importent leur propre technologie de leur mère-patrie et font ainsi de la concurrence aux entreprises canadiennes plus modestes. Il existe aussi des quasi-monopoles qui aggravent encore la situation pour les petites entreprises qui tentent de s'arracher reste du marché.
Les salaires et la productivité ont aussi leur rôle à jouer. Les salaires canadiens sont au même niveau que ceux des Etats-Unis. Dans de nombreuses industries canadiennes, on investit davantage sur les équipements par travailleur que dans n'importe quel autre pays du monde. Les coûts sont donc plus élevés et la productivité reste inférieure à celle des Etats-Unis.
Les rapports entre le secteur primaire et le secteur secondaire sont importants pour l'avenir économique du pays. Il est possible que les industries à base de ressources du Canada ne puissent plus, à l'avenir, se tailler leur part des marchés mondiaux en raison de l'épuisement des ressources. Dans ces circonstances, le Canada aurait de la difficulté à équilibrer sa balance des paiements si ses importations restaient à leur niveau actuel. Il convient donc que le Canada se donne un secteur manufacturier concurrentiel sur le marché international.

d) les industries tertiaires sont très importantes au niveau des emplois. La plupart des Canadiens travaillent dans ce secteur (énumération des fonctions possibles) tandis que la proportion de travailleurs attachés aux secteurs primaire et secondaire reste constante ou décline (en raison des progrès technologiques surtout).
Certaines industries du secteur tertiaire (les services) sont en expansion rapide (un Canadien sur trois y travaille). Exemples. Ces emplois sont souvent les moins bien payés.
En résumé, les étudiants devront comprendre qu'à mesure que le Canada s'industrialise et que le travail s'automatise, une plus grande proportion de Canadiens devra s'orienter vers le secteur tertiaire.

5. Les relations économiques extérieures et l'économie canadienne

Importance du commerce extérieur pour le Canada? Raisons de sa vulnérabilité? Pourquoi les Etats-Unis sont-ils un partenaire économique prédominant pour le Canada? Avantages et inconvénients de cette situation.

a) Cette section est une récapitulation de plusieurs points déjà soulevés.
Le Canada exporte surtout des produits agricoles et forestiers (pâte à papier surtout) et du minerai brut ou en partie raffiné. Le caractère non renouvelable de ces derniers pose un problème. La question est compliquée par le fait que ce sont des compagnies américaines qui contrôlent la plupart de ces compagnies et que les Américains sont parmi les plus gros consommateurs de ces produits.
Discussion.
Les industries secondaires canadiennes ne sont pas concurrentielles sur le marché mondial, si bien que les Canadiens se trouvent obligés d'importer les produits manufacturés fabriqués à partir de leur minerai. Exemples.
Le Canada devrait-il se donner une industrie manufacturière concurrentielle sur le marché mondial? Ne pas oublier que le marché mondial est extrême-

ment compétitif et exige une technologie très au point qui manque presque totalement aux Canadiens. Discussion.

Le Canada protège ses industries depuis plus de cent ans, grâce à des tarifs douaniers (taxes perçues sur les produits importés). Ceci a aussi pour effet de faire monter les prix des importations si nécessaires aux Canadiens, ce qui affecte le coût de la vie. Cette position a été défendue au XIX^{e} siècle pour protéger l'industrie canadienne "naissante". On invoque maintenant la nécessité de protéger le Canada contre les bas salaires des travailleurs étrangers. Cette situation incite cependant les pays étrangers à faire de même, ce qui rend encore moins compétitifs les produits canadiens à l'étranger.

b) Les relations avec les pays étrangers ne se limitent pas à des échanges économiques: les voyages, investissements, emprunts, etc. ont aussi leur importance.

La balance commerciale canadienne qui est favorable au niveau des revenus "visibles" est déséquilibrée par des revenus "invisibles" tels que les paiements d'intérêts et de dividendes à des étrangers, etc. Si l'on tient compte de tous ces facteurs, cette balance commerciale canadienne devient déficitaire. Ceci affecte en retour la valeur du dollar canadien comparativement avec le dollar américain. Ces fluctuations affectent diverses industries de différentes façons (exemples explicatifs).

6. <u>Les sociétés multinationales et l'économie canadienne</u>

Définition et origine des "multinationales"? Quelles sont les principales multinationales canadiennes? Qui sont leurs propriétaires et où se trouvent leur siège social? Quels secteurs de l'économie canadienne semblent-elles dominer? Avantages et désavantages de ces compagnies. En quoi les attitudes à leur égard changent-elles selon les régions du pays et pourquoi?

Les étudiants devront comprendre que:

a) une société multinationale est une forme d'organi-

sation commerciale dont le mode d'opération se définit à une échelle mondiale. La plupart d'entre elles ont leur maison mère aux Etats-Unis.
Les étudiants devront comprendre que les étrangers peuvent investir au Canada de deux façons. La première consiste à acheter des obligations dans une compagnie (genre d'emprunts) qui ne donnent aucun droit de vote ni aucun contrôle aux investisseurs. La seconde consiste à acheter des actions dans une compagnie. C'est cette méthode qui est utilisée par les multinationales qui parviennent ainsi à contrôler les activités de leurs succursales.
Les Canadiens ont toujours dépendu d'investissements étrangers pour développer leurs ressources, construire leurs chemins de fer, etc. Avec l'avènement des multinationales, depuis la Deuxième Guerre mondiale, ce phénomène s'est beaucoup accéléré si bien que le Canada est maintenant le pays qui compte le plus d'investissements étrangers de tous les pays industrialisés. Les étudiants se familiariseront avec les statistiques et les secteurs les plus touchés. Enumération des firmes les plus connues.
Les étudiants se familiariseront aussi avec les sociétés multinationales canadiennes: énumération. Ils apprendront aussi que les banques et institutions financières sont protégées des investissements étrangers par des règlements spéciaux.
Ils devront savoir aussi qu'une société multinationale peut s'emparer d'une autre compagnie sans nécessairement contrôler toutes ou même la majorité des actions de celle-ci; l'éparpillement et le grand nombre des actionnaires empêchant ceux-ci d'assister aux réunions, les décisions peuvent être prises par un ou deux gros actionnaires. De plus, les règlements et la structure de ces sociétés sont très complexes et bien souvent incompréhensibles à l'homme de la rue.

b) le gouvernement canadien a par ailleurs beaucoup encouragé les investisseurs étrangers au Canada en leur faisant des conditions très avantageuses.
S'il est vrai qu'au tout début de l'industrialisa-

tion les Canadiens avaient besoin d'investissements étrangers pour aider à leur développement économique, les experts estiment que, de nos jours, les Canadiens ont assez d'argent pour financer leur propre croissance économique sans l'aide d'investissement étrangers (à l'exception du projet de la Baie-James).
Les étudiants essaieront d'évaluer les avantages des sociétés multinationales: création d'emplois, sources de taxes, accès à une technologie développée, etc. Les étudiants se familiariseront ainsi avec la vieille controverse entre "nationalistes" et "continentalistes".

c) la théorie selon laquelle les prix sont fixés par les fluctuations de l'offre et de la demande n'a plus cours lorsqu'un secteur se trouve dominé par une ou deux multinationales. Celles-ci ne peuvent se permettre de prendre de gros risques; elles fixent donc les prix à l'avance pour établir leur marge bénéficiaire et elles consacrent beaucoup d'argent à la publicité pour inciter le public à acheter le produit.
En conclusion, les étudiants devront comprendre que l'utilisation des ressources naturelles du Canada est en grande partie déterminée non pas par des politiques sociales à long terme ou par les besoins du public mais par les décisions de quelques grosses sociétés, généralement multinationales. Le Canada étant une société de consommation, la responsabilité du gaspillage des ressources naturelles revient au public en général. Certains préconisent maintenant l'abandon de la croissance économique et de la société de consommation au profit d'une société de "conservation".
Discussion.

7. <u>Les disparités régionales et l'économie canadienne</u>
Qu'appelle-t-on disparités économiques régionales? Quelles sont les régions les plus affectées? Sont-elles causées par des facteurs naturels ou par des décisions humaines? Raisons de la concentration des activités et des richesses économiques entre Windsor

et Montréal? Cette situation s'intensifie-t-elle et quels pourraient en être les effets sur le mode de vie des habitants et pour la société canadienne en général?

a) Les étudiants doivent maintenant savoir que le régionalisme est un des grands traits caractéristiques du Canada. Il reste maintenant à étudier en détail les disparités économiques régionales. Les statistiques nationales ne reflètent pas la situation avec exactitude: revenu par personne, revenu familial, pourcentage de la population appartenant aux classes pauvres, qualité de l'éducation, des services sociaux, etc.
Les régions les plus pauvres ne disposent pas d'un capital social assez élevé pour se donner les écoles, les routes, les hôpitaux, etc. équivalents aux autres régions, ce qui fait que le niveau de vie de leurs ressortissants s'en trouve encore abaissé. Les étudiants devront prendre conscience de la nécessité de donner à tous les habitants du Canada l'occasion de participer au développement économique de leur pays.
Les étudiants devront aussi prendre conscience des profonds effets psychologiques qu'ont les disparités économiques régionales sur les habitants des provinces riches et des provinces plus pauvres (sentiments d'infériorité, d'envie, de rancune, etc.). Ces attitudes risquent de porter préjudice à la communauté politique canadienne dans son ensemble.

b) Les étudiants devront comprendre pourquoi certaines provinces sont beaucoup plus riches que d'autres. Etude plus spécifique du Canada central, avantagé d'un point de vue géographique (exemples) mais aussi par des décisions politiques.
Les étudiants devront comprendre aussi que l'industrialisation entraîne l'urbanisation, source de marchés domestiques, de richesses et de main-d'oeuvre et ainsi de suite. Une fois amorcé, le processus crée sa propre dynamique et s'accentue, toujours dans la même région.
Quant aux décisions humaines, elles ont été le résultat, en grande partie, de l'influence, au sein du

gouvernement fédéral, des provinces les plus peuplées.
Importance des politiques de tarifs douaniers et des politiques des transports (exemples) dans la promotion de l'industrialisation des régions centrales.
Importance enfin des progrès technologiques dans la création de disparités régionales. (C'est l'avènement des coques en acier qui a détruit l'industrie navale florissante des Maritimes, par exemple).

c) Pour toutes ces raisons, le Canada central (l'Ontario principalement) continue à se développer économiquement beaucoup plus rapidement que les autres régions du pays.
La concentration urbaine apporte cependant des problèmes gigantesques de pollution, de surpopulation, de tensions humaines, de criminalité, etc. Discussion des avantages et des inconvénients de la décentralisation.

d) Le gouvernement fédéral a souvent tenté de diminuer les disparités économiques régionales: subventions au développement de réseaux de communications et de réseaux routiers, création du système postal, établissement de Radio-Canada, etc. Abaissement des tarifs du transport de marchandises, etc. Tous ces programmes, cependant, ont aussi avantagé les régions centrales.
Les programmes sociaux du gouvernement (allocations de chômage, etc.) avantagent surtout les régions pauvres. Importance aussi de la péréquation pour les provinces les plus pauvres. Tout ceci cependant ne semble pas compenser et les revenus par personne des provinces atlantiques sont encore très inférieurs à la moyenne nationale. D'autre part, les provinces plus riches n'entendent pas voir augmenter la péréquation au profit des provinces plus pauvres.
En conclusion, les efforts du gouvernement fédéral (exemples) ont peut-être empêché le fossé entre les provinces riches et les provinces pauvres de se creuser davantage mais ils n'ont pas réussi à com-

bler ce fossé de façon sensible. Les étudiants devront comprendre que les disparités régionales constituent l'un des problèmes constants de la communauté canadienne.

8. Les syndicats et l'économie canadienne

Définition des syndicats? Comment sont-ils organisés et financés? Liens entre les syndicats canadiens et les syndicats américains? Objectifs et méthodes des syndicats? Méthodes utilisées par les employeurs pour contrecarrer les tactiques syndicales? Moyens dont dispose la société pour promouvoir l'harmonie dans les relations industrielles?

Les étudiants devront:

a) savoir que toute personne âgée de 14 ans et plus, et capable et désireuse de travailler fait partie de la main-d'oeuvre canadienne. Celle-ci comprend donc une grande variété de fonctions (exemples). Certaines personnes se sont groupées en associations pour protéger collectivement leurs intérêts (un Canadien sur trois). Tous les autres corps de métiers opèrent individuellement soit avec de bonnes rémunérations (médecins, avocats, etc) soit en acceptant ce qu'on veut bien leur offrir (travailleurs non syndiqués du secteur tertiaire).
Le but des syndicats est de donner à leurs membres le pouvoir de négocier leurs heures de travail, les salaires, etc. avec leurs employeurs.
Si les conditions de travail des ouvriers d'aujourd'hui sont bien supérieures à ce qu'elles étaient il y a vingt ou trente ans, c'est en partie grâce aux syndicats. On aurait tort, cependant, d'en rendre les syndicats entièrement responsables. Le développement des ressources naturelles, l'afflux des capitaux, les progrès technologiques ont aussi beaucoup contribué à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

b) savoir qu'il y a deux types de syndicats: les syndicats des corps de métier et les syndicats industriels. Définitions et exemples. Ces deux types de syndicats sont souvent en rivalité. Les syndi-

cats sont divisés en cellules ou "locaux". Chaque syndicat élit ses représentants qui forment la direction du syndicat. Il y a des syndicats nationaux et des syndicats internationaux. Deux tiers des travailleurs canadiens syndiqués sont membres de syndicats internationaux.

Il existe aussi des fédérations syndicales aux niveaux municipal, provincial et fédéral. La plupart des syndicats nationaux et internationaux sont affiliés au Congrès du Travail du Canada. D'autres syndicats, de langue française, sont affiliés à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et à la Confédération des syndicats démocratiques (CSD). La plupart des syndicats internationaux sont affiliés à la fois au CTC et au gigantesque AFL-CIO américain (American Federation of Labour—Congress of Industrial Organization). Ces fédérations ont une grande influence au niveau politique.

c) savoir que les lois fédérales et provinciales relatives au travail contiennent toutes sortes de dispositions concernant les règlements du travail:
-les salaires horaires, la prohibition de la discrimination, etc. C'est, d'autre part, le gouvernement fédéral qui contrôle les caisses de retraite et les allocations de chômage.

La législation fédérale et provinciale contient de nombreuses dispositions touchant les relations industrielles. Enumération des plus importantes.

Ce n'est que lorsque les négociations directes ou l'arbitrage échouent que les grèves ou les lock-out deviennent légaux.

S'il est vrai que la grève ou le lock-out constitue la menace ultime, il est aussi vrai que 90% de toutes les conventions collectives sont passées à la suite de négociations directes ou d'un arbitrage obligatoire. Les grèves déclenchées dans les secteurs essentiels reçoivent beaucoup de publicité, ce qui risque de créer une fausse impression. Il n'en reste pas moins vrai que les grèves sont aussi, sinon plus, fréquentes au Canada que dans n'importe quel autre pays industrialisé.

d) connaître au moins quelques-unes des questions liti-

gieuses liées aux relations industrielles au Canada:

-le droit de grève dans les industries qui produisent des biens et services essentiels (exemples);

-le rôle des syndicats dans la montée de l'inflation (parité des salaires avec les Etats-Unis en dépit d'une productivité inférieure). Ne pas oublier cependant que les grosses sociétés et les exigences des consommateurs entraînent aussi l'inflation (causée par l'accroissement de la demande);

-l'accroissement de la puissance des syndicats et des grosses sociétés qui sont pratiquement devenus des monopoles et qui peuvent fixer les prix et les salaires sans égard pour les conditions du marché.

e) comprendre que le chômage existera toujours au Canada, ne serait-ce qu'en raison du climat qui fait que certains emplois ne peuvent être que saisonniers. C'est pourquoi un taux de chômage dit "désaisonnalisé" de 3% est généralement considéré comme plein emploi. Ce taux est malheureusement beaucoup plus élevé en général et le chômage reste l'un des problèmes canadiens les plus sérieux.

9. Le rôle des gouvernements dans l'économie canadienne

De quels pouvoirs le gouvernement fédéral dispose-t-il pour contrôler l'économie et pourquoi? Pour quelles raisons le gouvernement fédéral intervient-il pour redistribuer le revenu national? Pour quelles autres raisons le gouvernement intervient-il dans l'économie? Par quels moyens les gouvernements tentent-ils d'assister divers secteurs de l'économie? Quels sont les secteurs qui sont directement ou indirectement entre les mains des gouvernements? Pourquoi le Canada est-il considéré comme un pays à économie mixte?

a) Cette section peut être considérée comme une révision de notions déjà abordées dans les chapitres précédents.

L'économie canadienne est, à la base, une économie

de marché mais les gouvernements interviennent et influencent le système économique, ce qui en fait, à proprement parler, un système économique mixte. Il importe de comprendre que toutes les mesures gouvernementales visent plusieurs objectifs. La Loi sur l'assurance-chômage, par exemple, vient en aide aux chômeurs mais elle leur donne aussi un certain pouvoir d'achat qui est bénéfique pour l'économie dans son ensemble. Autres exemples.

b) Les étudiants devront comprendre que les gouvernements participent à de nombreuses activités qui ne sont pas économiques à proprement parler mais qui ont des conséquences économiques: protection contre les incendies, ramassage des ordures, nettoyage des routes, défense nationale, maintien d'un corps diplomatique à l'étranger, activités culturelles, aide aux pays du Tiers Monde, recherche, etc. Toutes ces activités sont exécutées par les employés de la fonction publique (un Canadien sur cinq en fait partie). Le gouvernement doit donc tenir compte du coût considérable de ces activités.

Les étudiants devront comprendre que c'est le public qui, d'une manière ou d'une autre, finance toutes les activités du gouvernement. Celles-ci se montent actuellement à plus de 45 milliards de dollars par an. L'argent nécessaire est fourni par les impôts, les emprunts du gouvernement, les bénéfices tirés de sociétés appartenant au gouvernement, etc.

Bien que la structure fiscale canadienne soit très compliquée, les étudiants devront connaître au moins les différents types de contributions perçues par le gouvernement: impôts sur le revenu personnel, impôts sur les sociétés, taxes de vente, droits de succession, taxes immobilières. La plus importante est l'impôt sur le revenu personnel. C'est une taxe progressive qui a pour but de redistribuer le revenu national. Cet impôt est perçu à la fois par le gouvernement fédéral et par le gouvernement provincial. L'impôt sur les sociétés est aussi perçu par les deux paliers de gouvernement.

Après avoir payé ses impôts (qui se montent généralement à 45 ou 50% de ses bénéfices), une société peut distribuer ses dividendes à ses actionnaires. Problème de la double taxation. Les taxes de vente: le gouvernement fédéral en prélève quatre: taxe générale de vente, taxe d'accise (sur le tabac et les alcools), taxe d'accise spéciale (produits de luxe) et droits de douane. De plus, les provinces perçoivent une taxe provinciale de vente (sauf l'Alberta). Les gouvernements provinciaux perçoivent également des droits de succession et les taxes immobilières.

Les gouvernements tirent aussi des revenus sous toutes sortes d'autres formes: droits perçus sur les permis de conduire, contributions obligatoires à l'assurance-chômage, à l'assurance-maladie, etc. Le public défraie également les services du capital social: eau, électricité, service postal, transport, etc. Compte tenu de tout, les Canadiens sont parmi les peuples les plus taxés du monde. Ceci est dû à la taille de notre pays, au caractère fédéral de notre société et aux exigences du public canadien.

Les étudiants doivent se souvenir que, dans un système d'entreprise mixte, le secteur privé doit prospérer afin de produire les capitaux et les revenus fiscaux nécessaires au capital social. Il faut cependant se garder de vivre au-dessus des moyens du pays.

c) Les étudiants devront comprendre que les trois ordres de gouvernement peuvent aussi emprunter (obligations du gouvernement, par exemple) à long terme pour défrayer les coûts du capital social. Une partie de l'argent tiré des contributions annuelles sert à rembourser ou à payer les intérêts sur les dettes. Ceci limite, jusqu'à un certain point, la liberté d'action des gouvernements. Bien que les emprunts soient une pratique courante en affaires (explication), les étudiants doivent se rendre compte que des emprunts excessifs peuvent entraîner des conséquences sérieuses (cf la ville de New York). De plus, les emprunts canadiens sont

généralement lancés aux Etats-Unis et les paiements d'intérêts tendent à épuiser les ressources du pays.

d) Les étudiants devront comprendre ce qu'est la "politique fiscale" d'un gouvernement. Celle-ci vise la stabilité économique, à savoir le plein emploi aux prix courants. Si la "demande totale" (définition) est inférieure à la capacité de production du pays, il y aura dépression. Dans le cas inverse, il y aura inflation. Lorsqu'il y a menace de récession, la politique fiscale du gouvernement vise à encourager la consommation afin de stimuler l'économie (réduction des taxes, accroissement des dépenses publiques qui entraînent généralement un déficit budgétaire obligeant à emprunter, donc à accroître la dette publique).

Lorsqu'il y a risque d'inflation, la politique fiscale du gouvernement tend à réduire la consommation et à éviter une hausse excessive des prix (accroissement des taxes et impôts, réduction des dépenses, etc.). Ces dernières mesures sont beaucoup plus difficiles à administrer que les premières. Raisons.

La gestion des ressources monétaires est un autre moyen de maintenir la stabilité économique. Lorsqu'il y a pénurie d'argent, il y a risque de récession (les emprunts deviennent plus difficiles, le crédit plus cher), ce qui entraîne une baisse de la consommation et des mises à pied, etc. Quand il y a beaucoup d'argent sur le marché, il y a hausse de consommation, montée des investissements, un excès de concurrence pour des biens et services limités et il y a risque d'inflation. Les richesses sont en partie constituées par les dépôts bancaires inscrits dans les neuf banques à charte du Canada et caisses populaires. Explication de la théorie de la création de l'"argent".

Le gouvernement fédéral peut inciter les banques à accroître ou à réduire leurs ressources monétaires de façon à réduire ou à stimuler l'économie. Ces politiques monétaires sont déterminées et appliquées par la Banque du Canada, organe pratiquement autonome et exempt en principe de pressions poli-

tiques (le Parlement n'intervient que s'il y a conflit entre les directeurs de la Banque et le parti au pouvoir). Bien que les Canadiens acceptent, dans l'ensemble, le principe de l'intervention du gouvernement dans la vie économique, l'application précise des politiques économiques du gouvernement ne cesse d'engendrer des controverses et de créer des tensions au Canada. (L'ensemble de la population peut par exemple accepter l'idée de la construction d'un aéroport mais les problèmes surgissent lorsqu'il s'agit d'en choisir l'emplacement exact.)

Les efforts du gouvernement ont des avantages et des inconvénients pour la société dans son ensemble car ils affectent la vie des citoyens. Exemples: les allocations, le chômage et l'éthique du travail, le rôle du capital social dans un système de libre entreprise, etc.

La question qui sous-tend toutes les autres consiste à savoir si le secteur privé est assez réglementé pour satisfaire la majorité des Canadiens ou si, au contraire, il l'est trop. La croissance économique actuelle correspond-elle aux aspirations des Canadiens? La croissance économique est-elle un objectif social valable? Le secteur public est-il aussi efficace que le secteur privé? Toutes ces questions ont créé des différences d'opinions fondamentales dans le public canadien. Certains préconisent la "démocratie économique", d'autres une économie de marché plus libre.

Dans l'ensemble, on peut dire que l'administration du système d'entreprise mixte du Canada est très complexe et que les activités du gouvernement sont souvent sollicitées par le public. Quels que soient les abus et les incidents qui surgissent de temps à autre, le système de l'entreprise privée a donné aux Canadiens un des plus hauts niveaux de vie au monde mais qui tend à diminuer depuis quelques années par rapport à d'autres pays industrialisés.

10. Les relations intergouvernementales et l'économie canadienne

Quels pouvoirs économiques détient chacun des trois ordres de gouvernement? Quels sont les risques de conflits? Qu'est-ce qui prouve que les affrontements entre le fédéral et le provincial sont essentiellement d'ordre économique? Quels sont les pouvoirs minimums dont doit pouvoir disposer le gouvernement fédéral pour continuer à gérer l'économie dans l'intérêt de tous les Canadiens?

a) Aux termes de la constitution, le gouvernement fédéral a juridiction exclusive sur la dette publique, le commerce, la mobilisation des fonds (opérations bancaires, frappe de la monnaie, etc.).
Les provinces sont responsables de toutes les questions "d'ordre local ou privé": gestion et vente de terrains, travaux publics, droits civils et droits de propriété, éducation, institutions municipales, hôpitaux, organisations sans but lucratif). L'administration de tous ces programmes est devenue de plus en plus coûteuse tout comme celle des programmes de juridiction fédérale. Il est donc naturel que la pierre d'achoppement des relations fédérales-provinciales soit la distribution des pouvoirs de taxation et des revenus tirés de ces taxes. Par ailleurs, les municipalités, qui perçoivent exclusivement les impôts immobiliers, font pression sur les gouvernements provinciaux pour obtenir davantage, ce qui augmente encore les pressions exercées sur le fédéral par les provinces.
Le gouvernement fédéral a également passé divers accords assez complexes avec les provinces pour des programmes dits "à frais partagés". Ceci a été très mal accepté par les provinces qui voient le gouvernement fédéral s'ingérer dans leur juridiction.
Par ailleurs, certaines provinces, qui détiennent beaucoup de pouvoir économique en raison de leur richesse en ressources naturelles, ont réussi à arracher certains des pouvoirs constitutionnels du fédéral, ce qui fait que le système politique canadien est, à l'heure actuelle, relativement décen-

tralisé.

b) Tout ceci amène la question de savoir quel degré de décentralisation le système peut tolérer. Quels sont les pouvoirs minimums dont doit disposer le fédéral pour atteindre ses objectifs? Ces objectifs sont-ils toujours valables? Est-il possible d'administrer un pays aussi vaste à l'aide de politiques fiscales et monétaires centralisées? Faudrait-il "refaire" la constitution? Les affrontements entre le fédéral et les provinces sont-ils inévitables dans une société fédérale?
Les tensions sont inévitables et, jusqu'à un certain point, constructives. On peut se demander si le Canada n'a pas déjà dépassé ce point. Les Canadiens ont maintenant la possibilité de construire leur futur; sont-ils capables de relever ce défi? Ceci exigera beaucoup des écoles et des médias.

B. *Analyse historique*

L'ensemble de ces questions donne une vue assez précise de l'histoire économique depuis le début de la Confédération jusqu'à nos jours.

11. Au début de la Confédération, si l'on compare à aujourd'hui, quelles étaient les différences significatives dans la structure et le fonctionnement de l'économie canadienne?
- En 1867, quels ont été les signes avant-coureurs de l'époque économique actuelle?
- Quelles ont été les nouvelles technologies depuis la Confédération?
- Quelles ont été les premières préoccupations économiques du gouvernement canadien à la fin du XIX^{e} siècle?
- Est-ce que le rôle économique du gouvernement central a été important à cette époque?

12. Comment définir la "National Policy", et pourquoi cette politique nationale a-t-elle été introduite et développée dans le contexte d'une économie transcontinentale?

- Une telle politique n'a-t-elle pas servi à développer des liens économiques est-ouest plus ou moins artificiels?
- Quels ont été les changements en Amérique du Nord et dans le monde qui ont permis d'assurer le succès de cette "politique nationale"?
- Quelles sont les régions du pays qui ont le plus bénéficié économiquement de la "politique nationale" durant ce début du XX^{e} siècle?
- A cette période, comment expliquer l'établissement au Canada des nombreuses filiales industrielles américaines?

13. Comment expliquer les difficultées économiques du Canada suite à la Première Guerre mondiale? Etaient-elles différentes de celles des Etats-Unis?
- Quelles ont été les nouvelles technologies (développées lors de la Première Guerre mondiale) qui permirent de changer les structures économiques au Canada ainsi que le style de vie des Canadiens?
- Malgré la prospérité relative des années 20, quelles ont été les faiblesses des économies au Canada comme dans les autres pays industrialisés?

14. Quelles furent les causes de la crise économique de 1929 et des dépressions subséquentes?
- Qu'est-ce qui explique que le Canada fut si touché par cette crise de 1929?
- Quels secteurs de l'économie ont été les plus touchés?
- Quels furent les groupes de Canadiens qui souffrirent le plus de la "Grande Dépression"?
- Quelles ont été les mesures prises au Canada et ailleurs pour juguler la grande crise économique?
- Quelles leçons peut-on tirer de cette crise économique et comment la structure et le fonctionnement de l'économie canadienne ont-ils évolué à la suite de cette crise?

15. Quelles ont été les nouvelles technologies mises au point lors du deuxième conflit mondial? Dans quelle mesure ont-elles modifié le style de

vie des Canadiens?
- Quelles sont les raisons politiques et économiques qui ont permis au Canada de mieux s'ajuster à l'économie de paix, après 1945?
- Quels sont les secteurs de l'économie et les régions du pays qui ont le plus bénéficié du "boom économique" des années 50?
- Quelles furent les nouvelles ressources découvertes qui permirent de consolider le "boom économique"?

16. Qu'est-ce qui permet de dire que la croissance économique au Canada s'est accélérée de façon exponentielle depuis une dizaine d'années? Quelles en sont les principales raisons?

C. *Analyse pour l'avenir*

17. Compte tenu des tendances présentes de l'économie, quelles prévisions peuvent être faites sur l'évolution des principaux facteurs de l'économie canadienne?

18. Quels sont les problèmes les plus importants qui toucheront le Canada et les autres pays dans l'avenir, compte tenu de l'évolution de la technologie et du plus grand contrôle de la nature par l'homme?
Est-ce que le développement technologique pourra résoudre ses propres contradictions et problèmes ou bien faudra-t-il changer les attitudes et le style de vie des citoyens afin qu'il puisse y avoir un avenir?

19. Quels sont les "impondérables" qui rendent les prédictions économiques incertaines?
Que peuvent faire les Canadiens et les autres peuples pour réduire les incertitudes économiques liées aux "impondérables"?

D. *Une autre approche en histoire économique canadienne*

A partir d'une hypothèse globale, l'étude de l'histoire économique canadienne pourrait être fort bien étudiée. Une telle hypothèse (ou question) pourrait être formulée comme suit:

- Depuis plus de cent ans, les changements technologiques peuvent être inventoriés dans des séquences temporelles précises.
- Ces nouvelles technologies ont modifié substantiellement tous les aspects de l'économie canadienne (comme ceux des autres économies industrielles).
- Alors, on peut affirmer que les forces ou facteurs principaux construisant le système économique et influençant les prises de décisions s'insèrent tous dans le cadre de changements technologiques et de leur impact sur l'espace canadien. Les questions suivantes ont été formulées dans le but de présenter une vue moins conventionnelle de l'histoire économique canadienne.

1. Dans l'histoire économique canadienne, quels ont été les périodes d'innovation technologique importantes ainsi que les changements qui en ont découlé?

2. Comment les nouvelles technologies ont-elles influencé les données de l'économie canadienne suivantes:
   - -la structure et l'importance relative des différents secteurs de l'économie?
   - -l'organisation, les fonctions et les pouvoirs des grands groupes économiques?
   - -la croissance économique régionale? les disparités économiques régionales?
   - -l'organisation du commerce extérieur et de la politique commerciale?
   - -les relations économiques avec les Etats-Unis?
   - -l'importance, l'organisation et le processus de fonctionnement des syndicats?
   - -la structure et le fonctionnement des affaires incluant la croissance des multinationales?
   - -le rôle des gouvernements et les modifications du système de libre entreprise (capitaliste)?

-les cycles économiques et la stabilité économique canadienne?
-le style et le niveau de vie des Canadiens?

3. Comment les nouvelles technologies, pour chaque période, ont-elles affecté ce qui suit:
-le pouvoir et l'influence des provinces vis-à-vis le fédéral?
-les tensions fédérales-provinciales?
-la prise de décision pour les deux niveaux de gouvernement?
-la variété des exigences économiques exercées sur le gouvernement et comment celui-ci a-t-il réagi?

4. Qu'entendons-nous par "société post-industrielle"? Jusqu'à quel point cette société est-elle le produit de nouvelles technologies? Jusqu'à quel point les nouvelles technologies ont contribué à la croissance exponentielle de l'économie canadienne?

Chapitre 6

L'étude des grandes questions d'intérêt public

Toutes les notions abordées dans les chapitres précédents pourront être mises en relief et approfondies grâce à une étude des grandes questions d'intérêt public (secondaire deuxième cycle). Il importe d'établir les liens nécessaires entre les diverses questions étudiées et acquises précédemment. Les cinq grandes caractéristiques du Canada doivent être présentes dans l'étude des questions d'intérêt public. Toute solution à une question importante affecte positivement ou négativement l'ensemble ou une partie des grandes caractéristiques.

L'analyse des questions d'intérêt public permet aussi d'étudier l'opinion publique dans un système démocratique: cette opinion reflète des divergences de points de vue sur lesquelles il importe de s'arrêter. L'opinion publique se forme en partie à l'aide des mass-médias. Discussion de leur pouvoir et de leur qualité.

Les partis politiques aident aussi à former l'opinion publique. On pourra se demander s'ils servent les intérêts du pays dans son ensemble ou s'ils sont source de division.

L'étude des grandes questions d'intérêt public permet de se familiariser avec la culture et avec la conduite politique des Canadiens et de voir comment ils réagissent à certaines préoccupations nationales. Elle permettra de juger de la qualité de la vie publique au Canada.

Les questions d'intérêt public peuvent être classifiées non seulement selon leur importance mais aussi selon leur nature générale. La plupart d'entre elles se ramènent à des questions d'ordre économique. Il importe souvent de dégager les composantes économiques d'une question quelconque. Cette étude permet aussi de voir agir les groupements d'intérêts et d'analyser leurs motifs, leurs forces et leurs faiblesses, leurs méthodes, etc.

L'étude des questions d'intérêt public aidera les étudiants à comprendre le processus de prises de décisions au Canada. Exemples d'interrogations: comment

cette question a-t-elle été soulevée? sur l'initiative du gouvernement ou à la demande du public? Cette question est-elle devenue objet de litige électoral? La décision prise en fin de compte a-t-elle été prise démocratiquement ou par les élites? Toutes ces questions devraient permettre de dégager les forces et les faiblesses du système démocratique canadien.

Les étudiants devront aussi étendre leur champ d'attention au-delà des conflits de leur propre pays pour se rendre compte qu'une bonne partie des problèmes importants pour les Canadiens ne sont que des symptômes de problèmes mondiaux dont l'importance transcende les frontières géographiques. Importance des décisions prises à l'extérieur des frontières canadiennes: les politiques pétrolières, les mauvaises récoltes dans certaines parties du monde, les essais nucléaires dans l'atmosphère, etc. influencent directement ou indirectement la vie au Canada. L'étude des grandes questions d'intérêt public permettra aux enseignants de développer certaines capacités intellectuelles chez leurs étudiants:

-capacité d'analyser les questions en termes de causes et de conséquences internationales;
-capacité de prévoir les conséquences à long terme d'une décision, de peser le pour et le contre en termes de coûts et de bénéfices pour l'avenir;
-capacité de réfléchir dans un cadre spatio-temporel (géographie-histoire).

La plupart des problèmes actuels peuvent être considérés comme le produit des grandes caractéristiques du Canada et ne peuvent être bien compris qu'à la lumière du passé (exemples: origines historiques et géographiques des divergences régionales; attitude envers les investissements américains, etc.).

Le reste du chapitre est consacré, non pas à une révision de ces notions de base, mais à l'étude de quelques-unes d'entre elles pour illustrer leur rapport avec l'étude des grandes questions d'intérêt public.

Etude de la communauté politique canadienne: domaines de préoccupation

Cette section mettra en relief sept domaines de pré-

occupation à l'intérieur desquels les questions plus spécifiques pourront être replacées.

Les domaines de préoccupation tendent à être des facteurs permanents dans la société canadienne. Leurs manifestations immédiates varient grandement.

Les questions suivantes s'appliquent à chaque domaine de préoccupation. Il n'est pas nécessaire, cependant, d'étudier tous ces domaines de préoccupation; une sélection adaptée au milieu suffira. Ces questions peuvent être légèrement modifiées et utilisées dans l'ordre préféré.

Questions portant sur l'étude des grandes questions d'intérêt public au Canada.

A. *Analyse contemporaine*

1.a) Quel est le véritable objet de la controverse?
b) Pourquoi?
c) Dans quelle mesure cette question est-elle le produit de l'interaction des cinq grandes caractéristiques fondamentales du Canada?
d) De quelles preuves disposons-nous pour témoigner que cette question est présente à la fois au niveau local et dans d'autres régions du Canada?
e) Quels sont les grands problèmes soulevés par cette question?

2.a) Comment cette question s'est-elle récemment introduite dans l'opinion publique au Canada?
b) A-t-elle suscité des activités politiques?
c) Quelles sont les similitudes et les différences de points de vue entre Canadiens à ce sujet?
d) Quels types de tension cette question a-t-elle créés et quels sont leurs effets sur la communauté politique canadienne?

B. *Analyse historique*

3.a) Quand cette question a-t-elle surgi pour la première fois et quelles circonstances ont causé son apparition?
b) Dans quelle mesure ces circonstances étaient-elles le produit des cinq caractéristiques fondamentales du Canada?
c) Quels types d'activité politique, quelles contro-

verses, quelles tensions et quelles décisions ont été engendrés par cette question?

d) Quels ont été les résultats de cette activité politique?

e) En quoi les forces et les faiblesses du système politique canadien ont-elles influencé ce résultat?

4.a) A quels autres moments cette question est-elle devenue une source de préoccupation pour les Canadiens?

b) Quelles circonstances et quelles conditions entraînèrent un renouvellement d'intérêt dans ce problème à chaque fois? Les activités politiques engendrées furent-elles chaque fois différentes?

c) Quels furent les résultats des activités politiques? Le problème persista-t-il?

d) En quoi les forces et les faiblesses du système politique canadien influencèrent-elles les résultats dans chaque cas?

5.a) Pourquoi ce problème persiste-t-il dans le passé canadien? En raison de mauvaises décisions? Si oui, quelles auraient pu être les autres possibilités?

b) En quoi le problème contemporain est-il né des expériences précédentes de la communauté politique canadienne? Les événements historiques ont-ils facilité ou rendu plus difficiles les efforts en vue d'une solution?

C. *Analyse pour l'avenir*

a) Quelles sont les possibilités qui restent aux Canadiens face à cette question?

b) Quelles semblent être les meilleures solutions pour la communauté politique canadienne et quelles sont les preuves passées et présentes qui les justifient?

c) A la lumière de l'expérience passée, quelles qualités pourraient aider les Canadiens à régler ce problème de la façon la plus constructive possible?

d) Quelles tendances cette question pourrait-elle faire naître? En quoi ces tendances affecteront-

elles la structure et le fonctionnement du système politique canadien?

Domaines de préoccupation

I. La technologie et l'industrialisation au Canada

a) L'utilisation et la conservation des ressources au Canada; l'énergie.
b) L'élimination des déchets et la protection de l'environnement.
c) La concentration urbaine et les problèmes des villes.
d) La pauvreté et le déclin rural; les disparités économiques régionales.
e) Le besoin croissant de services récréatifs.
f) La concentration des pouvoirs dans les milieux d'affaires, les syndicats et le gouvernement.
g) L'instabilité économique; le chômage et l'inflation.
h) La création de nouveaux besoins et de nouvelles exigences humaines; le développement d'une société de consommation.
i) La complexité des décisions politiques, ses effets sur le processus politique et le contrôle démocratique de la société; la foi dans l'omnipotence de la technologie.

II. Le biculturalisme au sein du Canada

a) La concentration de la population francophone dans la province de Québec; les caractéristiques de la société québécoise; les menaces réelles ou perçues à la survivance de la culture canadienne-française hors-Québec.
b) Les minorités francophones hors-Québec; leurs rapports avec le Québec et avec les Canadiens d'expression anglaise.
c) La politique des partis au Québec depuis la "Révolution tranquille"; le mouvement souveraineté-association; la prise de pouvoir du P.Q.; la position du Québec lors des conférences fédérales-provinciales; les réactions des Canadiens anglais à tout cela.

d) Le degré de participation des Québécois dans les organisations politiques, économiques et culturelles pan-canadiennes; les relations officielles et personnelles entre Canadiens de langue anglaise et Canadiens de langue française.
e) Le rôle des médias au Québec et dans le reste du pays au chapitre de la compréhension entre les deux groupes linguistiques.
f) Les rapports entre bilinguisme, biculturalisme et multiculturalisme et leurs effets sur les politiques canadiennes.
g) Comment peut-on voir évoluer le Québec face au Canada? Comment les Canadiens se comporteront-ils face à l'affirmation d'un Québec qui se voit de moins en moins comme une province mais de plus en plus comme un état national?
b) Les Canadiens et les Québécois auront-ils assez d'imagination pour repenser adéquatement leur association économique et politique?

III. Un Canada multiculturel et multi-ethnique

a) On a toujours dit que le Canada n'a jamais pratiqué la politique du "melting-pot" de type américain. Jusqu'à quel point une telle affirmation peut-elle être considérée comme non conforme à la réalité?
b) Existe-t-il une "mosaïque" canadienne? Quels sont les avantages et inconvénients de promouvoir une politique de "multiculturalisme"?

IV. Les relations Canada/Etats-Unis

a) La vulnérabilité du Canada face aux influences culturelles américaines; l'influence américaine à tous les niveaux de l'éducation au Canada; les médias véhiculant cette influence; les réactions des Canadiens.
b) L'influence économique des Etats-Unis; les multinationales américaines au Canada; les syndicats ouvriers internationaux basés aux Etats-Unis; la balance des paiements entre le Canada et les Etats-Unis; l'efficacité des réactions des Canadiens.

c) L'influence politique des Etats-Unis; les rapports entre pouvoir économique et influence politique; les techniques de pression politique; les domaines de friction entre les deux pays; les liens militaires avec les Etats-Unis et leurs conséquences pour le Canada.

V. La qualité de la vie au Canada

a) Preuves des changements de valeurs, d'attitudes et de conduite parmi les Canadiens; les raisons de ces changements et la désirabilité de ces tendances.

b) Le niveau de vie au Canada; la structure et la mobilité sociales; les programmes de santé et de bien-être; leurs avantages et leurs inconvénients; l'attitude des Canadiens envers ces programmes.

c) Les services culturels et la qualité de la vie culturelle au Canada; l'éducation et le développement ou le gaspillage des ressources humaines; la qualité et l'influence des mass-médias et de la publicité.

d) La vie urbaine au Canada; les tendances actuelles de la vie urbaine; la qualité de la vie dans les centres moins importants et dans le Canada rural.

e) La protection des droits de la personne au Canada; la qualité du système juridique; la liberté et l'autorité au Canada; les populations autochtones.

VI. Le fonctionnalisme du système politique canadien (recoupements avec les précédents)

a) Le degré de soutien des Canadiens à l'endroit de leurs communauté et régime politiques; ce soutien est-il suffisant?

b) La capacité de la population et du système politique à s'accommoder des tiraillements causés par la structure fédérale de la société canadienne.

c) La capacité de la population et du système politique à contrôler l'impact de la technologie et de l'industrialisation dans toutes leurs manifes-

tations les plus importantes.

d) La qualité du leadership politique au Canada et les réponses des Canadiens à ce leadership; les tendances actuelles dans le processus décisionnel politique et leurs effets sur la communauté canadienne.

e) L'intérêt témoigné par les partis politiques fédéraux pour "l'unité nationale" et "l'identité canadienne" et ses effets sur l'ensemble du pays.

f) L'opinion publique au Canada et les effets sur le fédéralisme canadien de certains facteurs tels que les mass-médias, l'éducation, les partis politiques, le processus électoral, le régionalisme, les influences politiques, économiques et culturelles extérieures.

VII. Les problèmes mondiaux et la politique extérieure du Canada

a) Le taux d'accroissement exponentiel dans un monde de ressources limitées; le pouvoir technologique de l'homme sur la nature et l'utilisation de ce pouvoir; la consommation des ressources non-renouvelables; la croissance de la population; les réserves alimentaires dans le monde; l'énergie et le déséquilibre économique des pays dépendants des importations de pétrole; la protection de l'environnement et l'élimination des déchets humains et industriels.

b) La technologie nucléaire; ses avantages non-militaires et ses dangers; les armes nucléaires, la course aux armements et le commerce des armes pratiqué par les nations industrialisées avec les pays en voie de développement.

c) L'existence de deux blocs à l'intérieur de la nation et les raisons de leur rivalité; les efforts de l'Est et de l'Ouest pour influencer les pays du Tiers-Monde; les tensions intérieures et extérieures au sein des pays du Tiers-Monde (Afrique, Moyen-Orient, Asie, Amérique du Sud).

d) Le fossé entre pays riches et pays pauvres; le contraste entre les sociétés de consommation, industrialisées et riches et les sociétés de

survivance pauvres et affamées; la proportion des ressources utilisées uniquement par les pays industrialisés; les demandes croissantes des peuples du Tiers-Monde.

e) L'incapacité des pays industrialisés à résoudre les problèmes de l'inflation et du chômage; les déséquilibres dans le commerce mondial et les paiements internationaux; la montée du nationalisme économique; les signes de tension et de mécontentement internes dans les pays industrialisés.

f) La politique étrangère canadienne et l'attitude des Canadiens face aux problèmes mondiaux; l'aide à certains pays pauvres; la politique d'immigration; les réserves alimentaires mondiales et l'utilisation de l'excédent des produits agricoles au Canada; le nationalisme économique et les rapports entre le Canada et ses grands partenaires commerciaux; la position du Canada lors des congrès internationaux axés sur des problèmes mondiaux.

g) Les grands organismes internationaux au sein desquels le Canada exprime sa politique extérieure; le rôle du Commonwealth, des Nations-Unies et d'autres organisations non-militaires; le rôle des organisations militaires internationales; l'utilisation des forces canadiennes dans les missions de paix; les avantages et les inconvénients des engagements du Canada vis-à-vis de tous ces organismes internationaux; intérêt et attitudes des Canadiens face à ces engagements.

h) Les rapports étroits entre les affaires intérieures et la politique étrangère; les difficultés créées par la structure fédérale du Canada dans les affaires extérieures; les questions de juridiction dans les relations internationales; la probabilité pour les Canadiens de se donner des objectifs acceptables dans le domaine de la politique étrangère et, enfin, la question de savoir si les Canadiens se préoccupent essentiellement de questions purement intérieures.

CONCLUSION

La problématique d'ensemble en enseignement du Canada contenue dans ce livre peut très bien servir de réflexion à tous ceux qui sont responsables des programmes d'enseignement. La réforme de l'enseignement primaire et secondaire proposée par le Québec en ce qui a trait aux sciences humaines, à la géographie, à l'histoire et à l'économie pourrait, dans son application, intégrer globalement la méthodologie développée dans le présent volume. Les liens politiques et économiques qui unissent le Québec à ses partenaires de la Confédération devraient normalement faire l'objet de matières d'enseignement quels que soient les sentiments politiques qui animent les éducateurs.

Pour les enseignants, cet ouvrage est non seulement un livre de référence mais aussi de didactique de l'enseignement du Canada. Les chapitres 3 à 6 peuvent être fort utiles pour restructurer les programmes d'enseignement de ces matières. D'ailleurs, nombre d'enseignants adopteront les problématiques suggérées dans les chapitres portant sur l'environnement et les systèmes politique et économique.

Cet ouvrage qui propose une didactique nouvelle en enseignement du Canada, sera suivi d'un matériel d'enseignement applicable dans les écoles soit comme matériel d'appoint aux manuels existants ou simplement comme manuels de base en enseignement du Canada.

Ce livre se veut être une contribution dans le domaine de l'éducation au Canada. Il est à espérer qu'il soulèvera des débats enrichissants et qu'à la fin, il en résultera une plus grande compréhension entre les divers éléments qui composent le Canada.